

futuribles

DÉCEMBRE

- *L'évolution des valeurs en Europe*
- *Europe centrale et orientale : quelles perspectives ?*
- *La relance par l'innovation*

ANALYSE-PRÉVISION-PROSPECTIVE

futuribles

Revue mensuelle

55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07, France

Tél. (33 1) 42 22 63 10 + Téléfax (33 1) 42 22 65 54

Minitel : 3615 SJ*Futuribles

comité d'orientation

Ismâil S. Abdalla, Michel Albert, Serge Antoine, Göran Backstrand, Michel Crozier, Clare Degenhardt, Jacques Durand, François Eck, Mahdi Elmandjra, Emilio Fontela, Michel Godet, Claude Guillemin, Paul-Marc Henry, Edmond Lisle, Daniel Malkin, Eléonora Masini, Henri Mendras, Amélie d'Oultremont, Pierre Piganiol, Jean Saint-Geours, Michel Salomon, Philippe de Seynes, Alvin Toffler, Georges Vedel.

comité de rédaction

Anne de Beer, Jean-Yves Boulin, Bernard Cazes, Gilbert Cette, Michel Drancourt, Charles du Granrut, Bernard Legendre, Alain Michel, Alain Parant, André-Yves Portnoff, Michel Schiray, Jacques Theys.

directeur Hugues de Jouvenel

rédaction Fabienne Game, Christine de Guébriant, Bernard Ollivier

assistante Annie Palmantier

abonnements-diffusion Corinne Roëls

Un an	France	620,00 FF
	Etranger/DOM-TOM	670,00 FF
	Par avion	770,00 FF
	Etudiants : tarif spécial sur demande	
Le numéro	France	65 FF (port inclus)
	Etranger/DOM-TOM	70 FF (port inclus)

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de Futuribles.

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays

© *Futuribles Sarl* 1993

Publiée avec le concours du Centre national du livre

Commission paritaire n° 56798 - ISSN 0337 307 X

Imprimerie Bialec s.a., Nancy - Dépôt légal n° 40105 - Décembre 1993

Hélène Riffault	3	<i>L'évolution des valeurs en Europe</i>
Victor Scardigli	15	<i>La dynamique de la diversité culturelle en Europe</i>
Jean-Michel Collette	27	<i>Perspectives économiques en Europe centrale et orientale</i>
André-Yves Portnoff	45	<i>Progrès technique : chômage ou relance ?</i>
Charles du Granrut	53	<i>La consommation à un tournant ? Compte rendu de lectures</i>

Actualités prospectives

| 61 |

Cola contre Zola. L'entreprise démythifiée. Chirurgie ambulatoire : un frein aux dépenses de santé ? Tempête sur les cadres. L'inné et l'acquis. Tokyo, ville la plus peuplée du monde. Démographie française. Vers un modèle confucianiste de civilisation ? Sécurité : les faits et leur perception. En 2003, la fin du tunnel ? Le Sida au Japon. L'avenir de Cuba ? Automatisation bancaire.

Bibliographie

| 73 | *Analyses critiques*

R. Lasserre, R. Lattard, *La formation professionnelle en Allemagne : spécificité et dynamique d'un système*. C. Saint Etienne, *Génération sacrifiée, les 20-45 ans*. E. Friedberg, *Le Pouvoir et la Règle. Dynamiques de l'action organisée*.

| 85 | *Comptes rendus*

Table des matières 1993

| 89 | *Liste par auteurs*

| 92 | *Liste par thèmes*

Revue *futuribles*

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à *Futuribles* sarl

55, rue de Varenne, F 75341 Paris Cedex 07 - France

Nom

Prénom

Société (ou Profession)

Fonction-Service

Adresse

Tél.

Je désire souscrire un abonnement à la revue mensuelle « Futuribles »

France

Etranger/
DOM-TOM

Par avion

pour un an/11 nos 620 FF 670 FF 770 FF

pour deux ans/22 nos 1 030 FF 1 130 FF 1 330 FF

Les étudiants bénéficient d'un tarif spécial (sur demande).

RÈGLEMENT

sur envoi d'une facture

chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de Futuribles sarl

virement bancaire (CIC, Agence D, 2, boulevard Raspail, 75007
Paris - Compte n° 06511680408-74)

carte bleue, American Express n°

Intitulé Date d'expiration

Signature du titulaire et cachet

Date :

L'évolution des valeurs en Europe

Hélène Riffault ¹

On affirme volontiers que l'avenir dépendra essentiellement des actions humaines, celles-ci étant sans doute dictées par les circonstances mais aussi par les valeurs, les croyances, les motivations des individus. Il est donc essentiel dans tout exercice de prospective sociale d'essayer de cerner comment celles-ci évoluent.

Deux enquêtes identiques ont été conduites, à près de dix ans d'intervalle, pour essayer de discerner quelles étaient les valeurs des Européens. La comparaison de leurs résultats, logiquement, doit nous permettre d'apprécier les évolutions intervenues et, à défaut de prévision sur leur évolution future, d'éclairer les tendances majeures qui se dégagent.

Tel est l'objet de l'article ci-dessous, dans lequel Hélène Riffault rend compte de la permanence et du changement des valeurs tels qu'ils ressortent lorsqu'on interroge les Européens sur leur jugement concernant la famille, le travail, la religion ou la politique.

Une même tendance apparaît partout : les grands principes demeurent mais chacun entend désormais en être moins captif, pouvoir agir d'abord en son âme et conscience en vertu des circonstances. Cette caractéristique n'est qu'un aspect de la volonté plus générale de se libérer des contraintes, d'être plus autonome, plus libre, de vivre comme bon semble à chacun.

La recherche d'un plus grand épanouissement personnel se traduit par des comportements et des jugements reposant davantage sur des choix individuels plutôt que sur des normes universelles pérennes et intangibles. La prospective en l'espèce n'en est que plus difficile.

H.J.

1. Présidente de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeur (ARVAL).
Un numéro spécial de *futuribles* sur l'évolution des valeurs des Européens sera publié en 1994.

En 1983, Jean Stoetzel publiait un livre intitulé : *Les valeurs du temps présent : une enquête européenne*².

Il y analysait les résultats et les enseignements d'une importante étude menée en 1981 dans neuf pays européens auprès de douze mille personnes. A l'origine de cette recherche, un groupe de chercheurs³ qui se posaient les questions suivantes : dans quelle mesure la culture des pays européens a-t-elle encore pour base des valeurs fondamentales cohérentes ? Quels sont les changements observables dans le système de valeurs ? Dans quelle mesure y a-t-il consensus ou divergences d'un pays européen à un autre ? Cette ambition supposait que la recherche fut répétée dans le temps et en effet elle le fut en 1990⁴ et l'on prépare maintenant la vague de 2000. Ce sont donc actuellement deux vagues d'enquête et plus de vingt mille interviews qui sont disponibles pour l'analyse et l'interprétation des attitudes des Européens de l'Europe communautaire⁵.

Il n'existe pas de définition simple de la notion de valeurs, et ce n'est pas ici le lieu d'entamer une discussion sur les différentes acceptions du terme. Disons que, traditionnellement, on a eu tendance à considérer que les valeurs sont des croyances ou des motivations fondamentales qui guident l'action des individus, qu'elles s'organisent en systèmes et que ces systèmes sont différenciés selon les milieux sociaux. De nombreux spécialistes ont élaboré des théories et défini des techniques de mesure systématique adaptées aux hypothèses théoriques (par exemple valeurs désirées et valeurs désirables ou valeurs terminales et valeurs instrumentales). Le parti qui a été pris pour les enquêtes valeurs dont nous allons parler est celui d'une approche empirique.

On aura compris qu'il s'agit de quelque chose d'autre qu'un sondage d'opinion publique tel que l'on peut en lire plusieurs fois par semaine dans la presse. Si le public a été consulté, ce n'est pas pour lui demander de dire abruptement son classement hiérarchique de termes tels que salut, liberté, égalité, justice, démocratie, ni même pour le faire réagir au terme de « valeurs ». A vrai dire, pendant l'interview qui durait plus d'une heure, le mot « valeurs » n'a pas même été prononcé. La forme comme le fond du questionnaire qui guidait l'entretien cherchait à placer chaque personne dans l'univers familier de son expérience et de sa réflexion personnelle.

2. Stoetzel, Jean. — *Les valeurs du temps présent : une enquête européenne*. — Paris : Presses Universitaires de France, 1983, (collection Sociologies).

3. Une Fondation a été créée ensuite (EVSSG : European Values Systems Study Group), à l'université de Tilburg.

4. 70 % environ des questions posées en 1981 furent reconduites dans la même forme. Des questions nouvelles furent ajoutées.

5. L'enquête 1990 dont nous parlerons ici a porté sur les pays de la Communauté (Allemagne de l'Ouest seulement), sauf Luxembourg et Grèce. La recherche a par ailleurs été étendue à de nombreux autres pays, notamment Scandinavie, Europe de l'Est, Etats-Unis et Canada, Japon.

Ces hommes, ces femmes, qui appartiennent à des pays de tradition chrétienne, se sont exprimés sur des thèmes aussi variés que la famille, le mariage, la liberté sexuelle, le travail, la vie dans l'entreprise, l'éducation à donner aux enfants, les liens et obligations réciproques des parents et des enfants, la religion, l'action politique, les institutions, la permissivité, les attitudes à l'égard d'autrui, la fierté nationale. Et c'est au travers de leurs réponses, comparées à celles qu'avaient donné leurs homologues dix ans auparavant, que les analystes ont cherché à mettre en lumière les tendances latentes et les changements récents et à comprendre ce que ces attitudes impliquaient en termes de valeurs⁶.

Peut-on, sur la base des données recueillies, parler des valeurs des Européens et est-il justifié de dresser un tableau « moyen » des attitudes ? Les données de la recherche révèlent des domaines dans lesquels le sentiment national des pays couverts par l'étude sont différents ; le plus évident de ces domaines est la religion : près de neuf sur dix des Irlandais et seulement un sur dix des Danois pratiquent régulièrement (au moins une fois par mois) ; citons encore comme exemple l'importance des enfants pour l'épanouissement de la femme (plus de six sur dix des Français et des Italiens l'expriment, sept sur dix des Néerlandais, des Britanniques et des Irlandais sont d'un avis contraire). Mais en même temps, il existe à l'évidence des similitudes sur de nombreux points : l'importance extrême de la famille, une certaine circonspection à l'égard des « autres », une valorisation du travail comme possibilité d'accomplissement personnel, une minimisation de l'importance de la politique, le rêve d'une société dans laquelle on attacherait moins d'importance à l'argent et aux biens matériels, on arriverait à une manière de vivre simple et plus naturelle et, surtout, on s'intéresserait davantage à l'épanouissement de l'individu. Ces tendances communes nous paraissent suffisamment fortes pour que l'on puisse poursuivre la recherche, à l'échelle européenne, de la signification des changements qui se produisent dans les esprits.

C'est l'existence de nombreuses contradictions apparentes dans les attitudes, révélées par les enquêtes, qui apporte les meilleurs éléments de compréhension de la situation. Nous prendrons successivement comme exemple les domaines de la famille, du travail, de la religion et de la politique.

6. Parmi les ouvrages qui rapportent les résultats de ces travaux pour la France : H. Riffault. — *Les valeurs des Français*. — Paris : Presses Universitaires de France, à paraître en février 1994 (collection Sociologies).

Pour les comparaisons internationales : Ester, Halman, de Moor. — *The Individualizing Society. Value Change in Europe and North America*. — Tilburg University Press, 1993.

La famille

Les démographes ont amplement démontré que le nombre des cohabitants, la proportion des enfants qui naissent hors mariage, le taux des divorces sont en augmentation, en même temps que les indices de fécondité sont en diminution depuis une trentaine d'années⁷, et ceci dans tous les pays d'Europe.

Comment expliquer alors que les Européens mettent toujours très haut la valeur famille? En effet, de très larges majorités estiment que le mariage n'est pas une institution dépassée. Les conditions essentielles du succès d'un mariage sont la fidélité et le respect mutuel. Le nombre idéal d'enfants est de l'ordre de 2,5. Si l'on suggère que les parents ont leur vie à eux et que l'on ne doit pas leur demander de sacrifier leur propre bien-être au bénéfice de leurs enfants, ils ne sont pas d'accord. Ces tendances qui définissent un modèle social sont restées très stables depuis la première enquête de 1981.

Mais en même temps, il est clair que la tendance dominante est à une attitude plus libérale à l'égard de comportements qui ont longtemps été considé-

Quelques attitudes concernant la famille

Le mariage	Europe %	France %
Le mariage n'est pas une institution dépassée.....	76	66
Il est important d'avoir une cérémonie religieuse pour un mariage.....	72	66
Le succès d'un mariage repose d'abord sur...		
Respect et appréciation mutuelle.....	84	84
Fidélité.....	82	74
Compréhension et tolérance ...	78	74
Bonne entente sexuelle.....	63	67
Avoir des enfants.....	59	64

Devoirs respectifs des enfants et des parents : alternatives

	Europe	France
1. Quels que soient les qualités et les défauts des parents, on doit toujours les aimer et les respecter.....	68	72
2. On n'a pas le devoir de respecter et d'aimer ses parents quand ils ne l'ont pas mérité par leur comportement et leur attitude.....	25	22
Ne répondent pas.....	7	6
	100	100
1. Le devoir des parents est de faire de leur mieux pour leurs enfants, même aux dépens de leur propre bien-être.....	70	74
2. Les parents ont leur vie à eux et on ne doit pas leur demander de sacrifier leur propre bien-être au bénéfice de leur enfants.....	19	18
Ne répondent pas.....	11	8
	100	100

7. Voir Roussel, Louis. — « La famille en Europe occidentale : divergences et convergences ». — revue *Population*, n° 1, 1992.

rés comme incompatibles avec la notion de famille : l'expérience sexuelle des jeunes encore mineurs, l'aventure extra-conjugale, la prostitution, l'avortement, le divorce. Sur tous ces points, la permissivité a augmenté depuis dix ans ; à peine cinq sur dix des Européens rejettent les trois premiers comme totalement injustifiables ; le rejet de l'homosexualité a baissé de cinq sur dix à quatre sur dix, celui de l'avortement de quatre sur dix à deux sur dix.

Le concept de famille s'est donc modifié et le changement a dû commencer bien avant notre première enquête. Il s'agit maintenant moins d'un groupe où rôles et relations sont réglés par des obligations et des interdits que d'un système de liens qui laisse un large champ à la liberté et au consensus. La famille, c'est d'abord un couple, dont l'union a été formalisée ou non, mais qui se transformera souvent plus tard par un mariage — mariage que la majorité souhaitera être un mariage religieux. Dans ce couple, les rôles ont changé ; il est généralement admis que l'homme et la femme doivent contribuer l'un et l'autre aux ressources du ménage. Outre la fidélité et le respect mutuel, les conditions du succès de l'union sont la compréhension et la tolérance, une bonne entente sexuelle et, enfin, au cinquième rang, le fait d'avoir des enfants. Si le consensus n'existe plus, on préférera rompre l'union plutôt que de maintenir une apparence d'union. La liberté de décision, la possibilité de revenir sur une décision et la responsabilité qui en découle pour l'individu sont très importants.

Le travail

Qu'ils soient actifs ou retraités ou à la recherche d'un emploi, les Européens estiment que le travail est, comme la famille, une partie essentielle de la vie. La proportion de ceux qui s'arrêteraient de travailler s'ils en avaient la possibilité, c'est-à-dire les moyens, a diminué, depuis la fin des années soixante-dix, de trois sur dix à deux sur dix. En même temps, les attentes relatives au travail se modifient. Si l'on compare les réponses de 1990 à celles de 1981 concernant les caractéristiques jugées importantes pour un travail, les attentes concernant les conditions matérielles de l'emploi (notamment le salaire) et les éléments de confort (bonne ambiance, horaire satisfaisant, bonnes vacances) ont beaucoup moins augmenté que les attentes concernant le développement de la personne (sentiment de réussir quelque chose, initiative, responsabilité, impression que les capacités sont bien employées). Il est donc clair que l'implication de la personne dans le travail augmente. Ce mouvement est particulièrement sensible en France.

Cela va de pair avec le développement d'exigences nouvelles concernant le fonctionnement interne des entreprises. Attente d'un travail plus valorisant, nous venons de le voir, mais aussi besoin d'être convaincu avant d'accepter

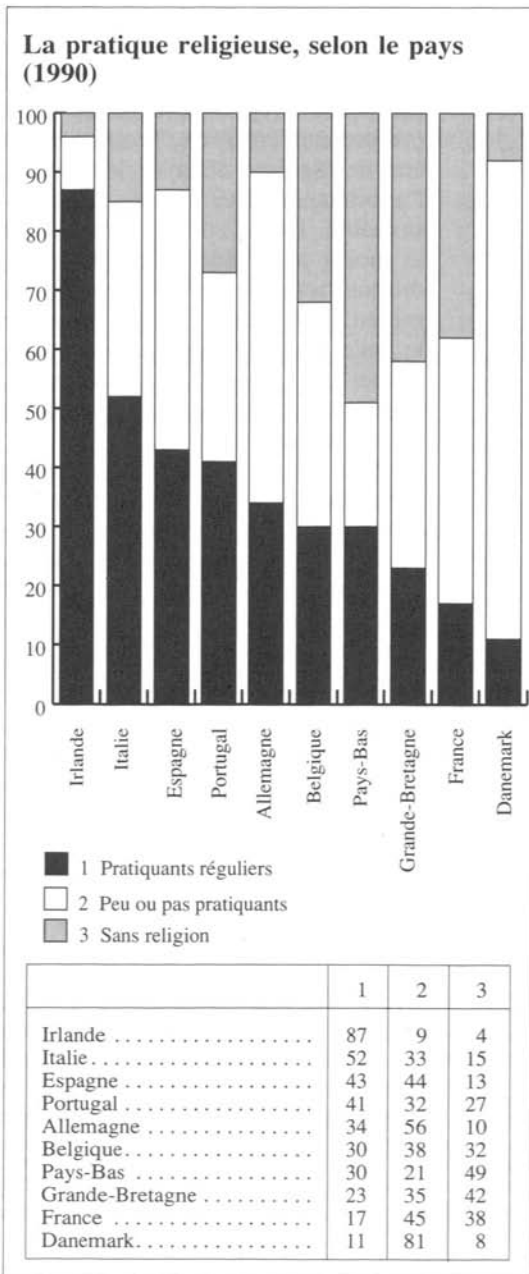
les instructions reçues et, plus encore, remise en question du système traditionnel dans lequel le choix des dirigeants des affaires et de l'industrie est en règle générale l'apanage des propriétaires ou des représentants du capital de l'entreprise. Plus de quatre Européens sur dix estiment que les salariés devraient participer, avec les propriétaires, au choix des dirigeants (en France 56 %) ; à eux s'ajoutent les 10 % qui vont jusqu'à estimer que c'est le personnel qui devrait posséder l'entreprise et élire les dirigeants.

Ces tendances ne remettent pas en cause le principe d'autorité, au contraire, la tendance dominante (sauf en Allemagne) estime qu'il serait bon, dans l'avenir, que l'on respecte davantage l'autorité. Elles sont en accord avec les solutions de type libéral en matière d'options économiques et sociales : développement de l'entreprise privée plutôt que des nationalisations, développement de la responsabilité individuelle plutôt que du « welfare state », pression exercée sur les chômeurs pour qu'ils acceptent tout emploi disponible sous peine de perdre leur indemnité, acceptation de la concurrence comme stimulant de l'effort. Ces tendances ne sont que faiblement liées aux préférences politiques ; elles relèvent d'un désir général d'affirmer son individualité et sa responsabilité.

Le choix des dirigeants				
	Europe		France	
	1981	1990	1981	1990
Les propriétaires devraient diriger leur affaire ou en nommer les dirigeants.....	34	36	19	22
Les propriétaires et le personnel devraient participer au choix des dirigeants.....	39	41	48	56
Les salariés devraient posséder l'entreprise et élire les dirigeants	12	10	17	12
L'Etat devrait être le propriétaire et nommer les dirigeants	4	2	3	1
Sans opinion	11	11	13	9
	100	100	100	100

La religion

On sait que l'assiduité religieuse accuse depuis longtemps une baisse persistante. Sur la période de dix ans que nous étudions, dans la plupart des pays européens, et surtout en Espagne, en Belgique, aux Pays-Bas, le nombre des pratiquants réguliers (au moins une fois par mois) a en effet diminué. Toutefois, nombreux sont parmi les autres, ne pratiquant pas ou rarement, ceux qui se sentent néanmoins appartenir à une religion. Rares sont ceux qui se disent athées.



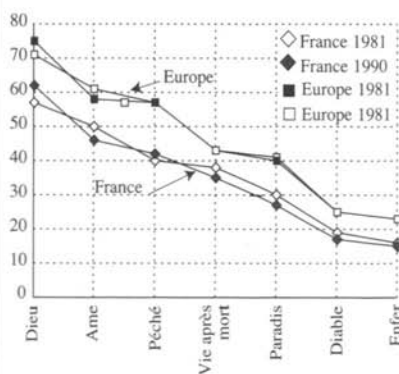
En fait, en dix ans, quel que soit le pays considéré, le nombre des agnostiques et celui des incroyants n'a guère changé. La croyance en Dieu, en l'âme, au péché, à la vie après la mort, au paradis, au Diable ou à l'enfer reste, à peu de chose près, au niveau de 1981.

Ce qui a changé, c'est que la croyance, selon le dogme, à « un Dieu personnel » est progressivement remplacée, chez certains, par une croyance en « une sorte d'esprit ou de force vitale ». Cette tendance domine déjà, parmi les croyants, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne.

Près d'un Européen sur deux déclare que la religion lui apporte force et réconfort. Mais cela n'empêche pas un effritement des liens avec les Eglises. Dans tous les pays, la majorité admet que son Eglise répond aux besoins spirituels des individus, mais aussi qu'elle ne répond pas aux problèmes qui se posent dans la vie de famille, ni aux problèmes et aux besoins moraux des individus. De ce fait, elle n'est plus un

Les croyances en Europe et en France (1981-1990)

	Europe 1981	Europe 1990	France 1981	France 1990
Dieu	75	71	62	57
Ame	58	61	46	50
Péché	57	57	42	40
Vie après mort	43	43	35	38
Paradis	40	41	27	30
Diabie	25	25	17	19
Enfer	23	23	15	16



guide pour beaucoup de ses membres. Et les positions prises par Rome, par exemple sur le divorce, l'avortement ou l'euthanasie sont en contradiction avec le sentiment général.

Plus généralement, la tolérance ou plutôt la permissivité augmente. On peut ne pas approuver certains comportements, mais on a tendance à comprendre qu'ils peuvent se justi-

fier dans certains cas. Parmi une vingtaine de comportements évoqués au cours des interviews, ceux qui paraissent le plus justifiables sont, par ordre décroissant, le meurtre en état de légitime défense, le divorce, l'avortement, l'euthanasie, l'homosexualité. Parmi ceux qui paraissent le moins justifiables : prendre de la drogue, accepter un pot de vin. Au milieu de l'échelle : éviter de payer le billet dans le train ou l'autobus, tricher dans sa déclaration d'impôt, demander des indemnités au-delà de ce à quoi on a droit.

Sans doute faut-il rapprocher ces exemples concrets d'une réflexion beaucoup plus générale : Placés devant l'alternative suivante : « Il y a des lignes directrices parfaitement claires pour savoir ce qui est bien et ce qui est mal ; elles s'appliquent toujours, quelles que soient les circons-

La permissivité

	Europe	France
« En vous plaçant sur cette échelle (de 1 à 10), pouvez-vous dire si vous pensez que cela peut toujours se justifier (10), que cela ne peut jamais se justifier (1) ou que c'est entre les deux ? »		
• Tuer en état de légitime défense	5,45	5,40
• Le divorce	5,43	5,65
• L'avortement	4,46	4,99
• L'euthanasie	4,38	5,18
• L'homosexualité	3,92	3,92
• La prostitution	3,20	3,22
• L'expérience sexuelle des jeunes mineurs	2,96	3,75
• L'aventure extra-conjugale	2,86	3,69
• Tricher dans sa déclaration d'impôt	2,83	3,08
• Eviter de payer dans le train ou le bus	2,28	2,63
• Accepter un pot de vin	1,77	2,11
• Prendre de la marijuana ou du hashish	1,63	1,64

Notes moyennes, par ordre décroissant de permissivité.

tances » ou bien « Il ne peut jamais y avoir de lignes directrices parfaitement claires pour savoir ce qui est bien et ce qui est mal ; cela dépend entièrement des circonstances », trois Européens sur dix choisissent la première affirmation, six sur dix choisissent la seconde. Autrement dit, pour la majorité, le jugement de moralité est la responsabilité de l'individu.

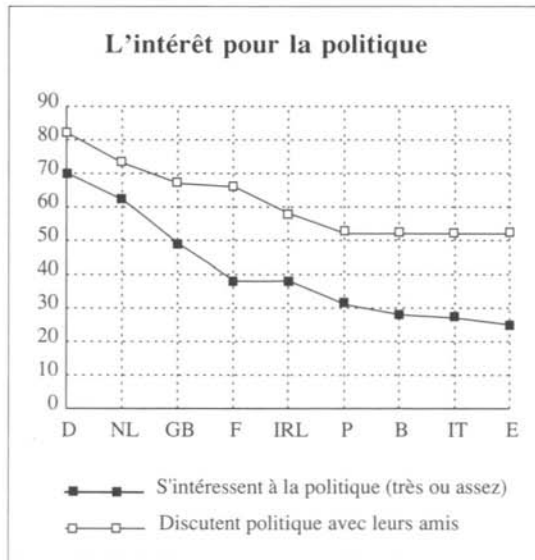
La politique

En matière de politique, les Européens déclarent volontiers qu'ils n'y attachent guère d'intérêt (sauf en période électorale). Pourtant, une majorité admet discuter politiquement, au moins occasionnellement, quand ils sont entre amis. En d'autres termes, ils ont tendance à « privatiser » le débat politique traditionnel. Cela se produit dans tous les pays.

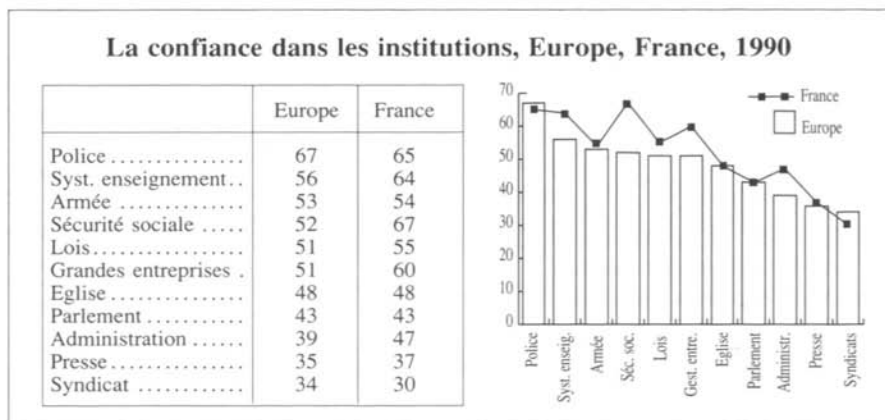
Mais l'intérêt pour la politique a-t-il vraiment diminué ? En tous cas, ceux qui veulent bien se positionner sur une échelle gauche/droite sont plus nombreux qu'il y a dix ans (83 %). Et l'attrait des actions de protestation augmente : signer une pétition, participer à un boycott, prendre part à une manifestation autorisée, participer à une grève sauvage, occuper

des bureaux ou usines. Le nombre de ceux qui pensent qu'ils « pourraient le faire » est beaucoup plus important que le nombre de ceux qui l'ont déjà fait (sauf pour les pétitions). Six Européens sur dix disent qu'ils ont déjà ou qu'ils pourraient participer à une manifestation, deux sur dix ont déjà ou disent qu'ils pourraient participer à une grève sauvage ou occuper bureaux ou usines.

Qu'en est-il des institutions de la société ? Par là nous entendons aussi bien le Parlement, les lois, la police, l'armée, l'Eglise, le système d'enseignement, l'administration, la presse, les syndicats, les grandes entreprises, le système de sécurité sociale, c'est-à-dire les institutions qui sont visibles pour le public. Dans quelle mesure ce public fait-il confiance à ces institutions ? A



l'échelle européenne, six institutions obtiennent la confiance de plus de la moitié des citoyens; ce sont, par ordre décroissant de soutien : la police, le système d'enseignement, l'armée, le système de sécurité sociale, les lois, les grandes entreprises. Au-dessous de 50 % se trouvent successivement l'Eglise, le Parlement, l'administration, la presse et enfin les syndicats. Il s'agit là du classement pour les pays de l'Europe communautaire ; des différences importantes sont observables de pays à pays, par exemple le très fort soutien à l'Eglise en Irlande et en Italie, le très fort soutien à l'armée en Grande-Bretagne, au système de sécurité sociale en Allemagne et en France, le manque de confiance envers la presse en Grande-Bretagne et envers l'administration en Italie, le soutien relativement élevé aux syndicats aux Pays-Bas. Le trait commun à tous les pays (sauf le Portugal) est sans conteste le crédit de confiance dont jouit la police.



Aucun indice ne permet de dire que l'attachement à son pays a diminué dans la dernière décennie. Trois Européens sur quatre, comme en 1981, disent qu'ils sont fiers de leur nationalité (« très fiers » 36 %, « assez fiers » 41 %). La volonté de se battre pour son pays a plutôt tendance à augmenter, notamment en France, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne. Est-ce un retour vers un nationalisme protectionniste étroit provoqué par le processus d'européanisation ? Il ne le semble pas : les Européens qui pensent que « si un jour les pays d'Europe étaient vraiment unis, ce serait la fin de nos identités nationales, historiques, culturelles, et nos intérêts économiques nationaux seraient sacrifiés » sont beaucoup moins nombreux que ceux qui pensent que « la seule façon de défendre nos identités nationales, historiques, culturelles et nos

intérêts économiques nationaux face aux défis des grandes puissances mondiales, c'est que les pays d'Europe soient vraiment unis ».

Au vu de toutes ces prises de position sur les thèmes qui touchent à la vie publique, on peut dire que les Européens ne participent pas moins qu'auparavant à la politique, au sens original du mot ; quand ils disent qu'ils ne s'intéressent que très peu à la politique, c'est vraisemblablement à la politique « politicienne » qu'ils pensent.

Quelles conclusions tirer ?

Nous venons de passer en revue les traits saillants des attitudes des Européens dans quatre domaines différents. Une même tendance apparaît partout : un nombre croissant de citoyens ne décident généralement plus de leurs actions selon des principes qui leur auraient été inculqués — par leur famille, leur religion, leurs appartenances politiques ou syndicales — mais affirment leur responsabilité personnelle dans les décisions qu'ils ont à prendre et ils le font selon les circonstances. En même temps, demeurent en arrière-plan, toujours acceptés, beaucoup des principes de la morale traditionnelle, si bien qu'il serait sans doute inexact de parler de laxisme.

L'ambition d'un épanouissement personnel, qui va de pair avec un désir de se libérer des contraintes, s'exprime à la fois au plan individuel et au plan sociétal. On choisira le mode de vie commune, par exemple la cohabitation, qui convient le mieux dans les circonstances présentes, sans se soucier du caractère institutionnel au sens strict de cette situation de couple, mais cela ne signifie nullement que l'institution du mariage soit répudiée. On pourra se sentir « religieux » sans jamais pratiquer sa religion. On aspirera, dans le travail, à tout ce qui peut contribuer au développement personnel, on voudra être convaincu avant d'obéir, sans toutefois remettre en cause le principe d'autorité ; on souhaitera même participer à la désignation de ceux qui assumeront les fonctions d'autorité.

La progression de la permissivité dans de nombreux domaines signifie que la libération des contraintes à laquelle on aspire ou on risque d'aspirer entraîne, en quelque sorte préventivement, l'acceptation chez les autres de conduites contraires aux normes traditionnelles.

L'individualisation des modes de conduite ne veut pas dire, à notre avis, individualisme mais plutôt recherche de l'autonomie. L'individu ne veut plus recevoir de l'extérieur la « vérité », ni participer par devoir, que ce soit dans le couple, le travail, la religion, la vie politique. Il participe, à condition de conserver une marge de décision personnelle et de contribuer à définir les règles. Les Européens conservent et partagent largement les mêmes valeurs

fondamentales, mais ils se réservent chacun la liberté de les mettre en pratique, selon les circonstances, au mieux de leur jugement. La moralité n'est pas moins fondée qu'auparavant, mais elle est basée davantage sur le discernement individuel. Ce mouvement général par lequel les citoyens désirent se libérer des modèles institutionnels anciens rendra de plus en plus hasardeuse la prédiction des comportements.

La revendication des possibilités d'épanouissement de l'individu a pour prolongement un désir quasi universel d'un cadre sociétal mieux adapté à cet épanouissement : une manière de vivre plus simple et plus naturelle, dans un monde où l'on attacherait moins d'importance à l'argent et aux biens matériels, où les gouvernants tiendraient davantage compte du public.

Pour mieux saisir les problèmes du travail et les questions sociales dans le monde, lisez la

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

- des courtes notes sur l'actualité sociale
- des articles de synthèse sur des évolutions ou événements récents
- des articles approfondis sur les grands problèmes sociaux du moment

Quelques articles récents :

- *La chronique de l'AI RP*. L'évolution des relations professionnelles en Afrique du Sud *M. Anstey*
- Développement local et concurrence économique internationale
W. Sengenberger
- La consultation pendant l'ajustement structurel en Inde (1990-1992)
A.N. Mathur
- Comment concilier vie professionnelle et aide aux personnes âgées : un aperçu du problème *I. Hoskins*
- Le travail des enfants en Afrique *M. Bonnet*
- Entre convergences et divergences : les chances d'une organisation européenne du marché du travail *P. Teague*

La Revue internationale du Travail est aussi publiée en anglais

Abonnement annuel (1994) : FF320 ; FS80 ; FB2000

BIT, 1, rue Miollis, 75015 PARIS. Tél. : 45.68.32.50. Fax : (01) 45.67.20.04

BIT, 40, rue Aimé-Smekens, 1060 BRUXELLES. Tél. : 02/5385169 Fax : 735 4825

BIT, CH 1211 GENÈVE 22. Tél. : (22) 799 61 11 Fax : (22) 798 64 58

La dynamique de la diversité culturelle en Europe

Victor Scardigli¹

N'assistons-nous pas, au sein des pays industrialisés et plus encore en Europe occidentale, à un mouvement d'uniformisation des modèles de développement, des modes de vie et des pratiques culturelles ? Victor Scardigli, qui a dirigé une étude comparative portant sur quatre régions particulièrement prospères du vieux continent, montre qu'en dépit de l'uniformisation économique, chacune a conservé sa spécificité en termes de dynamique socio-culturelle, celle-ci étant très fortement marquée par leur histoire et leurs traditions particulières.

Il souligne néanmoins combien l'identité culturelle est dépendante d'une cohésion sociale aujourd'hui partout compromise et montre en définitive que si l'Europe du marché unique veut conserver sa diversité, elle devra énergiquement s'attaquer aux risques de dislocation sociale aujourd'hui existants.

H.J.

Le rapprochement des conditions matérielles d'existence dans les pays membres figure parmi les grands objectifs de l'Union européenne. Ne sommes-nous pas, ainsi, en train d'amplifier le mouvement d'uniformisation qui, selon de nombreux observateurs, frapperait plus largement l'ensemble des pays développés ? Par cette politique, la construction com-

munautaire viendrait alors menacer la diversité de nos cultures quotidiennes.

En réalité, l'uniformisation économique ne signifie pas inéluctablement une homogénéisation culturelle. C'est du moins la conclusion à laquelle je parviens, après avoir animé un réseau au sein duquel quatre recherches ont été réalisées de façon coordonnée, chacune sur une

1. Directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), IRIS, Université de Paris-Dauphine.

Les pièges des comparaisons internationales

Les données chiffrées sont de plus en plus nombreuses sur chacun des pays de l'Union européenne. Et pourtant, malgré tous les efforts des organismes nationaux et de l'Office Statistique des Communautés européennes pour réaliser des enquêtes coordonnées, il faut s'entourer d'une grande prudence dès que l'on veut comparer deux situations nationales.

Prenons le cas des niveaux de vie. Le produit intérieur brut (PIB) est considéré généralement comme un bon indicateur de la richesse d'un pays, si on le rapporte au nombre d'habitants. Encore faut-il pouvoir le comparer d'un pays à l'autre ; et des biais importants peuvent alors apparaître. Le premier biais est introduit par les taux de change¹. Ils conduiraient à présenter les Etats-Unis comme un pays qui vivait naguère dans l'opulence (quand le dollar s'échangeait à dix francs), et qui se serait effondré en quelques années (dollar à six francs) ! Même pour l'Europe, l'écu n'a pas résolu magiquement le problème : on l'a vu lors du remue-ménage qui a bouleversé les parités des monnaies en 1993. La solution à ce premier biais est apportée

par une méthode beaucoup plus lourde : on exprime ces PIB par habitant en tenant compte de la cherté de la vie. Plus précisément, on rétablit des « parités de pouvoir d'achat » (ppa ou spa : standards de pouvoir d'achat) qui tiennent compte des prix relatifs des principaux biens et services consommés par les ménages.

Les comparaisons ainsi formulées donnent des résultats sensiblement différents. L'écart entre le pays le plus pauvre et le plus riche serait de un à deux avec la première méthode (très précisément : 1,95 pour l'année 1989, et même 2,20 pour 1988) ; en outre, on est en droit de penser que les niveaux de vie réels n'ont pas pu se resserrer aussi fortement en une seule année : la variation s'explique en grande partie par les fluctuations des monnaies. Avec la seconde méthode, l'écart est seulement de 1 à 1,45 ; il ne varie pas d'une année à la suivante. Les habitants de trois pays : Allemagne fédérale, France et Italie ont presque le même pouvoir d'achat (l'écart est de 1 à 1,08), alors que les taux de change feraient apparaître des écarts plus sensibles (de 1 à 1,28).

Années	RFA 1988 et 1989	Espagne 1988- 1989	France 1988- 1989	Italie 1988- 1989
PIB/habitant (moyenne CE = 100), exprimé en :				
- taux de change (écus)	132-129	60-66	116-114	98-101
- parités de pouvoir d'achat	112-112	76-77	108-109	103-104
Source : « Statistiques de base de la Communauté », Eurostat, 1992.				

Lorsqu'on se lance dans l'analyse plus fine des niveaux de vie par régions (voir plus loin, tableau « Les quatre régions étudiées »), le recours aux parités de pouvoirs d'achat apparaît pleinement justifié : l'écart entre nos quatre régions est de 1 à

1,7 par cette méthode, alors que l'écart de 1 à 2,37 fourni par la méthode des taux de change paraît excessif.

Toutefois, il apparaît un second biais : l'écart se creuse entre le PIB par habitant de l'Ile-de-France et celui de Berlin-ouest.

1. Comme le montre Jean-Paul Piriou, dans « Comparer malgré les taux de change », — in *L'Etat de l'Europe*. — Paris : La Découverte, 1992.

Cet écart surprenant — 45 % — semble surtout s'expliquer par la proportion particulièrement forte de sièges d'entreprises et établissements financiers localisés à Paris et dans les départements limitrophes (ce qui n'était pas le cas à Berlin, surtout avant la réunification). Mais cette présence ne donne pas des conditions de vie quotidiennes meilleures aux Franciliens ! En fait, d'une région à l'autre, les structures de consommation des ménages ou leurs équipements se ressemblent beaucoup, de même que les équipements collectifs urbains de ces deux agglomérations. On touche ici les limites de ce type d'indicateur : les chiffres exercent une séduction dangereuse, puisqu'ils sont à la fois exacts et fallacieux !

La même prudence doit s'observer lors de l'analyse des autres chiffres qui suivent, que ce soit pour l'économie, les comportements démographiques ou les conditions matérielles de vie.

Par exemple, les budgets de consommation font l'objet d'évaluations rigoureusement harmonisées : on pourrait donc conclure que nos quatre pays accordent à peu près exactement la même importance à l'alimentation (19,4 à 22,5 % du total de leur budget). Mais il faut savoir qu'une dépense sur quatre (24 %) se retrouve rejetée en « dépenses diverses » (donc ininterprétables) chez les Espagnols, contre seulement 9 % en RFA : ce qui rend hasardeuse la comparaison des autres postes...

Evolution des contextes nationaux				
Evolution du niveau de vie ¹ (PIB/hab., en parités de pouvoir d'achat ; moyenne des Douze = 100)				
	RFA	Espagne	France	Italie
– 1960	117,9	60,3	105,8	86,5
– 1991	114,2	79,0	108,7	103,1
Evolution de la productivité ² (PIB par travailleur). Taux de croissance annuel (moyenne sur 5 années)				
– De 1975 à 1980	2,6	3,3	2,7	4,0
– De 1985 à 1990	1,6	1,6	2,4	2,3
Sources : 1. Le Cacheux, Jacques. — « Structures et performances économiques comparées ». — in <i>L'Etat de l'Europe</i> . — Paris : La Découverte, <i>op. cit.</i> ; et <i>Portrait des régions</i> , <i>op. cit.</i> 2. Cornilleau, Gérard. — « Les paramètres du chômage » ; <i>ibidem</i> .				

région d'Allemagne, d'Espagne, de France et d'Italie². Quatre régions choisies parce qu'elles sont à la fois fortement contrastées (de par leur passé, leur urba-

nisme ou leur vie politique et sociale) et qu'elles présentent un point commun : elles se sont hissées, ou maintenues, dans le peloton de tête des niveaux de vie en

2. *L'Europe de la diversité : la dynamique des identités régionales*. — Paris : CNRS Editions, 1993. Ouvrage dirigé par V. Scardigli, avec des textes de Vittorio Capecchi et Adele Pesce (Italie) ; Virgini Gallardo et Maria-Angels Roque (Espagne) ; Bernward Joerges et Martin Diewald (Allemagne) ; Caroline Moricot, Victor Scardigli et Roland Toureau (France).

Europe occidentale. Peut-on dire que Berlin et sa région ressemblent de plus en plus à la Catalogne ? Que le mode de vie en Emilie-Romagne (Bologne) se rapproche de celui de l'Ile-de-France ? Plus fondamentalement, ces régions ne sont-elles pas économiquement dynamiques parce que dotées aussi d'un dynamisme social et culturel ?

Les aspects quantifiables de la vie quotidienne sont devenus semblables sur bien des points et ce constat en lui-même est très important. Les grands postes des dépenses de consommation sont à peu près identiques : le logement à Barcelone ou à Bologne, dans son confort ou ses équipements techniques, est en train de rattraper celui des Parisiens ou des Berlinoises ; dans ces régions méditerranéennes prospères, les femmes ont aussi peu d'enfants, elles sont aussi nombreuses à faire des études supérieures ou à entrer sur le marché du travail que dans les régions plus septentrionales et il en est de même pour d'autres indicateurs socio-économiques et démographiques, généralement corrélés au niveau de vie.

Encore faut-il souligner que ces rapprochements³ ne sont pas nécessairement dus au Marché commun, ou à l'harmonisation des législations économiques et sociales, ou encore à la libre circulation des idées — même si la construction communautaire a pour fonction de favoriser les convergences —. Ils s'observent déjà depuis un siècle pour l'ensemble de l'Europe, comme l'ont montré les travaux de H. Kaelble⁴. En outre, cet historien a insisté sur l'existence de tendances diver-

gentes, et parfois de renversements, qui appellent à être circonspects. Enfin, selon une autre analyse portant sur la seule période concernée par le Traité de Rome, l'évolution récente des modes de vie et des valeurs s'est faite en des sens souvent contradictoires⁵.

Mais surtout, un examen plus qualitatif montre vite que chaque région étudiée garde une qualité de vie qui lui est propre. Sa culture (au sens de valeurs, de représentations et de pratiques quotidiennes) reste enracinée dans l'histoire du lieu, sa personnalité collective s'exprime dans la façon dont le système d'acteurs locaux gère les problèmes de société.

L'Ile-de-France

Pour la France, la région parisienne n'allait-elle pas fournir le meilleur contre-exemple d'homogénéisation culturelle ? L'on pouvait s'attendre à trouver une absence totale d'identité, sous le double effet d'un recrutement démographique tous azimuts et d'une entrée résolue dans une forme universelle de civilisation post-industrielle.

Et de fait, 5 % seulement de ses habitants sont de père et de mère nés dans la région : l'on est venu d'abord de la France du Nord, puis de presque tout le territoire national, plus récemment d'autres pays européens de l'Est et du Sud, enfin d'Afrique et d'Asie. La structure des emplois en Ile-de-France n'a rien d'original en première analyse : c'est celle de toute économie à prédominance tertiaire.

3. Nous écartons ici les changements sociaux massifs qui se produisent partout : la fin des pay-sans et le développement du secteur tertiaire sont des phénomènes planétaires, tout comme la mise en place d'une culture de consommation ou des technologies du quotidien.

4. Kaelble, Hartmut. — *Vers une société européenne : 1880-1980*. — Paris : Belin, 1988.

5. Scardigli, Victor. — *L'Europe des modes de vie*. — Paris : Editions du CNRS, 1987.

La dynamique de la diversité culturelle en Europe

Quelques repères nationaux ¹				
Géographie	Ensemble RFA+RDA	Espagne	France	Italie
- Surface (en milliers de km ²)	357	506	552	301
- Densité (habitants au km ²)	223	78	104	192
- Population (en millions)	78,7	39,0	56,5	57,7
(dont RDA 16,6)				
(dont RFA 62,1)				
Démographie	RFA seulement ²	Espagne	France	Italie
- Taux de femmes dans la population active (%) ..	40,9	35,2	42,8	36,9
- Taux d'activité des femmes (de 15 à 65 ans) en 1988	54,4	39,4	55,7	43,9
- Nombre moyen d'enfants par femme (1990) ...	1,46	1,36	1,80	1,31
- Vieillesse démographique (nombre de per- sonnes âgées de plus de 60 ans, pour 100 jeunes de moins de 20 ans)	98	65	69	83
- Mariages et divorces, pour 1 000 habitants, en 1989	6,4 et 2,1	5,5 et 0,6	5,0 et 1,9	5,4 et 0,5
Economie				
Sociétés industrielles ou tertiaires ?				
Valeur ajoutée au coût des facteurs, en % du total des branches, en 1989.				
- Agriculture	1,9	5,4	3,9	4,1
- Industrie	29,2	21,4	21,2	23,9
- Services	60,1	60,5	66,6	63,9
(Le total est inférieur à 100 %, certaines branches n'étant pas classées)				
Taux de chômage (%)	4,3	15,9	9,7	10,3
Conditions matérielles de vie				
- Dépenses alimentaires des ménages (en coeff. budgétaire)	22,5	22,0	19,4	21,7
- Taux d'équipement en 1989 ou 1991 :				
• Voiture	67,8	51,5 *	75,1	75,3
• Télévision couleur	87,4	26,5 *	84,1	95,7 **
• Lave-vaisselle	28,7	6,3 *	27,6	19,4
<p>1. Pour 1991 ou date proche.</p> <p>2. La plupart des informations démographiques, économiques et sociales ne sont pas encore disponibles pour l'ex-RDA.</p> <p>* Chiffres 1981 pour l'Espagne.</p> <p>** Noir et blanc + couleur.</p> <p>Sources : Bandt, Jacques (De). — « L'explosion des services » ; Moutardier, Mireille. — « Budgets familiaux » ; Chesnais, Jean-Claude. — « Le continent des cheveux blancs », — in <i>L'Etat de l'Europe, op. cit.</i></p> <p>« Statistiques de base de la Communauté », — Eurostat, 1992.</p>				

On retrouverait dans n'importe quelle autre métropole les problèmes de violence des jeunes, ou le fait que la moitié des « ménages » parisiens est composée d'une seule personne.

Mais une analyse plus attentive fait vite affleurer des spécificités qui échappent à ces statistiques trop globales. Les emplois comportent une large part de « tertiaire supérieur » : liés aux sièges sociaux des entreprises, et aux bureaux de recherche et développement, cette situation atteste d'une longue histoire de prééminence économique et intellectuelle autant que de centralisme étatique. Cette tendance multiséculaire a fait Paris et on ne la renversera pas par décret ! Les cuisines méditerranéennes et exotiques sont certes à la mode, mais l'analyse des enquêtes de l'INSEE montre que, en Ile-de-France, les modes de cuisson ou la composition des repas à domicile restent ancrés dans les traditions millénaires de la France du Nord, de même qu'une plus grande égalité des sexes. A revenu égal, les Parisiens continuent d'être « en avance » sur le reste du pays, qu'il s'agisse d'adopter les nouveaux équipements informatiques et audio-visuels, de pratiquer de nouvelles formes de sociabilité quotidienne et de loisirs (ils s'inventent une « culture d'appartement »), ou encore d'utiliser moins l'automobile. La région parisienne est une mosaïque de groupes, de subcultures, voire d'ethnies, qui ne communiquent pas entre eux ; mais tous s'affirment Parisiens et plus encore les nouveaux venus. De multiples écrans, techniques et institutionnels, s'interposent entre les hommes, semblant remplacer les acteurs intermédiaires qui, dans d'autres régions, restent en contact direct avec la population et pourtant la vie de quartier continue. Alors que tout milite en faveur d'une indifférenciation croissante,

Paris et sa région gardent une assez forte identité.

Cette vitalité surprenante de l'identité francilienne, il faut en chercher la source dans l'histoire longue de Paris, affirmant au cours des siècles sa domination à la fois politique et économique en même temps que sa créativité culturelle (culture, cette fois, au sens intellectuel et artistique) ; mais aussi dans la culture quotidienne des habitants : même nouveaux venus, ils adoptent vite des conduites d'innovation sociale.

L'Emilie-Romagne

L'Emilie-Romagne aurait pu constituer un exemple opposé. Voilà une région bien représentative de l'Europe profonde : elle est restée à prédominance rurale jusqu'après la Seconde Guerre mondiale, et la population y vit repliée sur elle-même : il n'y a guère d'étrangers, pas même d'immigrés italiens de l'intérieur, et chaque bourg forme une petite société d'interconnaissance, où tout le monde se connaît. La région est dotée d'une forte identité, comme il en existe tant dans la péninsule : n'oublions pas que l'unité nationale n'a qu'un siècle et que les particularismes restaient vifs, même avant l'apparition récente des Ligues du Nord. Mais en même temps, la région est petite et sans métropole (Bologne n'a qu'un demi-million d'habitants), donc exposée à être envahie par les styles de vie de Milan et de Turin.

Il n'en a rien été, du moins pendant toute la période du miracle économique italien, de l'après-guerre au début des années 80. La région a élaboré un « modèle émilien » de développement à la fois économique et social. Un tissu très dense de PME, fonctionnant en « spécialisation flexible », a permis un décollage écono-

La dynamique de la diversité culturelle en Europe

mique rapide : région pauvre et d'émigration avant-guerre, l'Emilie-Romagne s'est hissée en trois décennies en tête du palmarès italien, en termes de PIB par habitant mais aussi de nombreux indicateurs de qualité de vie. Le modèle socio-politique local, a allié, d'une façon originale, idéologie marxiste et valorisation de la petite entreprise familiale. Son succès est dû au moins en partie au fait que la famille traditionnelle — le type communautaire d'Emmanuel Todd⁶ — assu-

rait la transmission des valeurs rurales propres à cette région : tradition proto-industrielle et esprit d'entreprise et compétence des femmes en matière de gestion des affaires privées et publiques. La valorisation du « caractère social féminin » a débouché sur une forte solidarité sociale, que l'on va retrouver dans le développement des équipements sociaux de quartier.

L'identité régionale prend donc ici un visage bien plus classique qu'en Ile-de-

Les quatre régions étudiées						
	Berlin-Ouest	Berlin-Est	Total Berlin	Catalogne	Ile-de-France	Emilie-Romagne
Géographie						
Surface (km ²)	480	403	883	41 558	12 012	22 123
Population (millions d'habitants)	2,1	1,3	3,4	6,4	10,7	4,0
Densité	4 436	3 172	3 859	154	887	177
Démographie						
Vieillessement : importance (en %) des classes d'âge :						
– de moins de 15 ans	nd	nd	16	18	19	12
– de 65 ans et plus	nd	nd	15	14	11	19
Economie						
PIB par habitant, en 1990 (par rapport à la moyenne des Douze = 100) :						
– en écus	132	nd	nd	73	173	123
– en pouvoir d'achat (spa)	112	nd	nd	94	162	130
Taux d'activité (en % de la population de plus de 15 ans)						
Chômage	61	nd	nd	51	63	51
Chômage	9	11	10	12	7	4
Répartition des actifs par secteur :						
Agriculture	0	1	1	3	1	9
Industrie	30	36	33	44	26	32
Services	70	63	67	53	74	59
Place des femmes dans l'enseignement supérieur (en % des étudiants)						
	45	nd	nd	nd	54	48
<small>Sources : <i>Portrait des régions, op. cit.</i>, et <i>L'Europe de la diversité, op. cit.</i> nd : Données non disponibles.</small>						

6. Todd, Emmanuel. — *L'invention de l'Europe*. — Paris : Seuil, 1990.

France. Sa vitalité est due aussi à des faits spécifiques, ancrés dans le passé ou actuels. Son Université assure depuis le Moyen Age le rayonnement international de la ville ; la transmission des connaissances nouvelles est bien assurée, depuis la recherche et l'enseignement de haut niveau, jusqu'aux écoles techniques et professionnelles, très prisées par les habitants, et les centres de recherche-développement au service de réseaux de PME. Outre une tradition millénaire de lutte en commun pour domestiquer les rivières et les marais, la région a développé une résistance au pouvoir politique extérieur (successivement papal, autrichien ou fasciste) ; les grèves rurales du début du siècle ont été les premières d'Italie ; la Résistance pendant la guerre, a suscité un réseau dense d'« acteurs intermédiaires » qui ensuite ont animé les écoles, les associations de quartier, les expérimentations sociales autour des technologies nouvelles ; des réseaux coopératifs aident les PME à faire en commun de la recherche et développement et à trouver des débouchés.

La Catalogne

Autre région latine, la Catalogne partage avec toute l'Europe méditerranéenne des valeurs et des pratiques quotidiennes assez proches, qu'il s'agisse de la cuisine et plus largement de l'alimentation (tétralogie du poisson, du blé, de la vigne et de l'olivier), ou des formes de sociabilité (communication facile et sens de la fête). L'économie est dominée par le secteur industriel où les PME familiales jouent, ici aussi, un rôle essentiel ; la mère de famille assure la transmission d'un esprit d'entreprise et d'une éthique du labeur qui contribuent à l'essor économique de la région.

Mais les ressemblances s'arrêtent là. Alors que le système familial émilien entretenait un esprit de cohésion sociale et d'entraide, la famille-souche de la Catalogne rurale poussait à la réussite individuelle les cadets, déshérités par le droit d'aînesse et, dans une récente enquête sur les valeurs, l'exigence de liberté et d'épanouissement de la personne continue de l'emporter nettement sur celle de solidarité et d'égalité, même dans la classe ouvrière. La mobilité démographique est très forte, comme à Paris : la majorité des gens qui se disent Catalans et qui parlent la langue catalane viennent d'autres régions espagnoles ou de l'étranger ; mais tous s'accordent à vanter cette « culture de métissage » : le cosmopolitisme est recherché ici, alors qu'il est plutôt subi à Paris. La Catalogne est en tête des régions européennes qui reçoivent des investissements japonais et aime affirmer que les périodes d'ouverture dans son passé ont toujours été synonymes d'épanouissement politique, économique et culturel. L'identité passe enfin par une affirmation collective d'un rêve de grandeur. Autant Bologne n'a jamais cherché à dominer, au cours de son histoire, autant Barcelone aime à se rappeler que la bannière aragono-catalane a flotté jusque sur le Parthénon au XV^e siècle, à affirmer qu'elle reste une région-phare sur le plan intellectuel, artistique et économique, comme en matière de démocratie et d'autonomie au sein de l'Etat espagnol, à se poser en principale métropole de toute la Méditerranée occidentale.

La métropole berlinoise

Berlin pouvait constituer un cas particulier, difficile à généraliser ; mais justement, à son instar l'Europe tout entière allait apparaître comme une somme de

cas particuliers. L'observation a commencé avant la chute du mur, et s'est poursuivie depuis : très vite, les deux situations extrêmes juxtaposées redeviennent une seule ville, et bientôt le centre d'un nouveau Land. Une métropole unique, mais pas banale. Elle renoue avec des siècles passés d'insertion dans la vie

économique et culturelle de l'Europe centrale mais, en même temps, la façon spécifique dont elle est en train de sortir de la période froide préfigure ce que pourraient devenir les régions européennes placées à la charnière des deux Europe — ou, peut-être, au centre de la Grande Europe de demain.

Vers un Land fédéral Berlin-Brandebourg ?

Berlin devrait fusionner en 1994 avec l'ancien Brandebourg (district est-allemand qui entourait Berlin) ; ce « Land fédéral de Berlin-Brandebourg » sera peuplé de 6,7 millions d'habitants.

Quelques données sur le Brandebourg font apparaître un fort contraste entre cette région, plus jeune et encore relativement rurale, et la métropole berlinoise, qu'elle entoure :

Surface	29 100 km ²
Population	2,6 millions d'hab.
Densité	91 hab/km ²
Chômage	12 % (en 1991)
<i>Secteurs d'emploi, en % :</i>	
Agriculture	15
Industrie	44
Services	41
<i>Vieillessement : importance (en %) des classes d'âge :</i>	
– de moins de 15 ans	20
– de 65 ans et plus	12
<i>Proportion de femmes :</i>	
– dans la population active	50
– dans la population étudiante (enseignement supérieur)	45

Source : *Portrait des régions, op. cit.*

Car pendant quarante années les deux moitiés de Berlin ont chacune été artificiellement soutenues, artifice qui a permis la constitution de nombreuses spécificités. Les loyers largement subventionnés à l'Ouest ont donné naissance à un centre-ville sans équivalent ailleurs, avec une intrication étroite entre bureaux, commerces et logements des habitants, tandis

que l'Est, destiné à être la capitale-vitrine du monde socialiste, bénéficiait d'équipements collectifs très supérieurs à ceux du reste de la RDA. L'Ouest devenait la capitale officieuse de la RFA en matière de sciences et de technologies nouvelles, l'Est connaissait une intense activité de création artistique (parfois avec le soutien de la STASI...) et de pratiques culturelles

de la population ; les deux moitiés rivalisaient dans le soutien aux innovations sociales, depuis les entreprises du secteur alternatif jusqu'au théâtre underground. Situation doublement artificielle, bien entendu, et qui pouvait d'autant moins prétendre s'inscrire dans une identité culturelle régionale que Berlin-Ouest était totalement coupée de son *Hinterland*. Mais avant comme après la chute du mur, il est tout de même possible de mettre en évidence certains traits d'une personnalité inscrite dans une histoire longue : lors de la Révocation de l'Edit de Nantes, l'accueil réservé aux Huguenots français allait assurer l'avenir industriel et scientifique de la ville et cette tradition d'ouverture, d'esprit de tolérance, s'est retrouvée dans le patchwork des nombreux groupes ethniques, comme dans l'ouverture aux innovations sociales.

Une diversité culturelle persistante

La confrontation de ces quatre recherches conduit à une leçon claire, au moins pour le présent : la diversité culturelle continue, indépendamment de l'homogénéisation économique.

Les régions étudiées ont en commun un dynamisme à la fois intellectuel, économique et social, qui se traduit par une identité durablement renouvelée. Et en même temps, on s'aperçoit que les sources de ce dynamisme peuvent être différentes d'une région à l'autre : histoire culturelle longue, ou histoire plus récente de luttes menées en commun par les habitants, mode d'industrialisation, système

familial de valeurs et traditions, modalités locales d'appropriation des nouvelles connaissances scientifiques et techniques, au niveau du système d'enseignement, des PME, etc., réseau de petits acteurs et d'acteurs intermédiaires, culturels aussi bien que socio-politiques et économiques, etc.

Mais ces quatre régions, aussi spécifiques soient-elles, couvrent un large éventail de possibilités : méditerranéennes et plus septentrionales, catholiques, protestantes ou athées, héritières de la première Renaissance intellectuelle du IX^e siècle, ou situées sur les Marches de cet empire carolingien, régions aujourd'hui encore ruralo-industrielles, ou bien totalement urbanisées et tertiaires ; enserrées dans un réseau de villes petites et moyennes, ou dominées par une métropole... Leurs conclusions peuvent sans doute être étendues à un large éventail d'autres régions d'Europe, du moins à celle dotées du même dynamisme intellectuel et économique.

Prenons l'exemple de l'Alsace qui, depuis trois ans, a réalisé un important ensemble de travaux prospectifs sur son devenir⁷. La région est polyculturelle par ses langues et ses religions, mais ce qui aurait pu effacer sa spécificité est vécu au contraire comme une composante forte de son identité culturelle, en même temps qu'un atout économique. Elle est une société encore traditionnelle par bien des aspects — réseau de villages et de villes bien structuré, dynamisme économique fondé sur de petites industries locales, familles qui valorisent l'apprentissage et l'effort au travail —, mais l'existence de ce tissu social vivant permet à la région de rechercher sans crainte un rapprochement

7. « Alsace 2005, synthèse des travaux » : Région Alsace, document de travail, août 1993.

avec les autres régions, allemande et suisse, de la haute vallée du Rhin.

Notre recherche s'était volontairement limitée aux régions prospères. Mais les autres régions constituent aussi l'Europe, et il serait aussi important de savoir ce qui se passe chez elles. Tiers Monde de la Communauté, certaines sont vraisemblablement en train de perdre toute identité dans une course au développement qui leur est imposée sans tenir compte de leurs spécificités. Mais l'arasement culturel n'est pas une destinée universelle : le Sud de l'Espagne, le Mezzogiorno italien semblent rejeter le modèle d'industrie et de société civile modernes que le Nord voudrait y greffer, ces régions savent utiliser les subsides bruxellois, fort importants, pour renforcer certains traits quasi-féodaux de la société locale. Cela nous rappelle en passant, de façon moins violente mais tout aussi préoccupante que le drame yougoslave, que la préservation des diversités ne saurait être le seul impératif catégorique : elle appelle un minimum de réflexion, en même temps, sur les valeurs politiques, au sens noble, que la construction européenne veut favoriser ! La leçon de prudence que nous donnent les régions en difficulté s'applique aussi, a contrario, à l'avenir des régions prospères. Une prospective de la diversité culturelle doit rester attentive aux inflexions possibles. Il est troublant que dans l'architecture des logements, les équipements audio-visuels du foyer, ou les horaires des repas, les Catalans semblent se rapprocher du mode de vie des Parisiens ou des Berlinois. Est-ce un contrecoup de la volonté de Barcelone de jouer l'ouverture, de privilégier l'Europe au détriment de l'appartenance espagnole ?

Des cohésions sociales menacées

Mais surtout, l'une des leçons de nos recherches, c'est que la diversité culturelle des régions s'explique, au moins dans certaines sociétés locales, par la force des cohésions sociales et des solidarités. Or, celles-ci commencent à se déliter. En Emilie-Romagne, où la population s'impliquait fort dans la gestion quotidienne de la vie locale, on note depuis quelques années un effritement de ce modèle de participation active, les citoyens se comportent en « usagers » des équipements de quartier, ils tendent à devenir des « consommateurs » de la vie urbaine. Ils rejoignent peut-être en cela bien d'autres régions ou pays qui sont déjà passés à cette « consommation-culture du quotidien »⁸. A Berlin, l'irruption d'un libéralisme économique sans garde-fou met fin au climat d'innovation sociale entretenu naguère par les petites entreprises d'économie alternative et les lieux de création culturelle ; la réunification s'est traduite, à l'Ouest, par la fin des subsides aux classes modestes et moyennes, désormais contraintes par la flambée des loyers à déménager vers la périphérie ; à l'Est, l'irruption brutale du chômage introduit la xénophobie là où se toléraient de nombreuses micro-cultures juxtaposées.

C'est que la crise actuelle vient saper certains fondements de la cohésion sociale. Dans chaque quartier, l'absence de solidarité face aux chômeurs, et sans doute demain face à d'autres exclus, tels les retraités à faibles ressources, va mettre à nu la faiblesse du lien social, elle va faire reprendre conscience des nombreuses inégalités qui elles aussi se renouvellent,

8. Scardigli, Victor. — *La consommation culture du quotidien*. — Paris : PUF, 1984.

Taux de chômage par région

Le taux de chômage est très différent d'une région à l'autre puisqu'il atteint 13 % de la population active en Catalogne contre 4,5 % en Emilie-Romagne, deux régions pourtant situées dans des pays méditerranéens où le travail au noir est considéré comme également très important.

	Total	Hommes	Femmes	< 25 ans	≥ 25 ans
Berlin Ouest	7,5	7,6	7,4	8,5	7,4
Berlin Est	9,8	8,4	11,2	10,6	9,6
Catalogne	13	9,2	19,5	22,0	10,8
Emilie-Romagne ...	4,5	2,6	7,2	10,6	3,5
Ile-de-France	8,0	7,3	8,7	12,1	7,4

Les chiffres sont ceux du 4^e trimestre 1992, sauf pour Berlin Est qui sont ceux de 1991.

Source : Eurostat.

Le différentiel de taux de chômage entre les sexes est au demeurant particulièrement élevé dans ces régions du Sud comparées aux régions du Nord. Toujours dans ces deux régions présentant des situations extrêmes, on observe que le chômage des jeunes de moins de 25 ans comparé à celui des adultes de 25 ans et plus y est particulièrement élevé.

futuribles

au plan local comme dans la société globale. Or, une forte solidarité locale conditionne la cohésion d'une région autour des acteurs qui, dans la vie quotidienne, s'efforcent de mettre en œuvre le projet local de développement et renouvellent du même coup l'identité culturelle vivante de la région. La crise affecte enfin la vitalité des acteurs économiques locaux, notamment les petites entreprises, qui peuvent constituer elles aussi un facteur essentiel de la dynamique identitaire régionale. On ouvre là un débat différent en apparence ; et certes, il ne faut pas confondre la diversité culturelle, la cohésion écono-

mique et sociale au sein de la Communauté, et les solidarités intra-régionales. Mais l'affaiblissement de ces dernières fait apparaître des possibilités d'inflexion auxquelles une prospective de la diversité culturelle doit rester attentive.

En somme, les cultures de notre continent ne sont pas inévitablement menacées par la construction européenne elle-même. Au contraire, celle-ci pourrait aider à maintenir leur diversité, mais à des conditions qui sont loin d'être assurées aujourd'hui. Le soutien aux solidarités locales doit à présent passer au premier rang des priorités communautaires

Perspectives économiques en Europe centrale et orientale

Jean-Michel Collette ¹

La transition amorcée dans les pays d'Europe centrale et orientale d'un système politique et économique de type communiste vers la démocratie et l'économie de marché, constitue assurément un défi à court, moyen et long terme considérable, tant pour les pays directement concernés que pour l'ensemble des grands équilibres économiques et géostratégiques européens et mondiaux.

La mutation engagée s'est traduite dans un premier temps par le fait que les économies planifiées d'Europe centrale et orientale, déjà peu performantes, ont été totalement désorganisées, les niveaux de production réduits de plus de 30 %, tandis que les prix, une fois libérés, se sont « enflammés » et que l'emploi officiel s'est très sensiblement réduit.

J.-M. Collette montre que la situation économique et sociale n'est certes pas identique d'un pays à l'autre, mais que tous se sont trouvés confrontés à une récession profonde s'accompagnant d'un chômage élevé et d'une paupérisation importante d'une grande partie de la population : 80 % des ménages vivant dans certains pays en deçà du seuil de pauvreté.

Prenant appui sur les projections macro-économiques nationales élaborées dans le cadre du projet LINK, l'auteur montre que les pays

1. Fonctionnaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU). Les positions prises ci-après sont présentées à titre personnel et ne sauraient engager l'Organisation.

Communication présentée à la Journée d'étude organisée par Futuribles International le 23 juin 1993 sur les perspectives de croissance économique à l'horizon 2000.

en transition devraient être capables, d'ici à 2001, de juguler leur inflation (dont le taux variait en 1992 de 2 500 % en Russie et en Ukraine à 53 % dans l'ancienne Tchécoslovaquie) et de passer, durant le dernier quinquennat du siècle, à une croissance positive de l'emploi.

Il montre que tous ces pays, dont les échanges extérieurs s'effectuaient jadis essentiellement au sein du CAEM, ont vu leurs exportations chuter dans des proportions toutefois variables mais que celles-ci ont repris prioritairement vers les pays d'Europe occidentale. J.-M. Collette insiste toutefois sur l'énorme besoin de financement des pays d'Europe centrale et orientale et sur l'aide que pourrait et devrait en l'espèce apporter l'Europe occidentale, bénéficiaire voici 40 ans d'un Plan Marshall dont on ne dira jamais assez combien déterminant fut le rôle.

H.J.

Introduction

Il y a quatre ans, les pays d'Europe centrale et orientale s'engageaient dans une voie qui allait les amener à passer rapidement d'un système politique et économique centralisé de type communiste à des formes de gouvernement et d'organisation de la société pluralistes et à une organisation de l'économie reposant sur la liberté d'entreprendre et la décentralisation des décisions. Avec deux années de retard, les nouvelles Républiques de l'ex-URSS s'engageaient, elles aussi, en 1991, dans la voie du pluralisme démocratique et de l'économie de marché.

La mise en œuvre d'un projet politique, économique et social d'une telle ampleur représente un défi majeur non seulement pour les pays directement concernés, mais aussi pour la communauté internationale. Avec la mise en place d'institutions démocratiques et la transformation radicale du cadre juridique dans lequel les acteurs économiques doivent désormais opérer, les gouvernements d'Europe orientale et la plupart des Etats successeurs de l'ex-URSS ont clairement manifesté leur volonté de rupture avec les pratiques et les modes de pensée hérités de la planification centralisée.

Si les progrès réalisés dans la voie des réformes, compte tenu des contraintes héritées du passé, sont loin d'être négligeables, le prix payé en termes de chute de revenu, d'inflation et de perte d'emplois a été très élevé — et très certainement supérieur à ce qui avait été envisagé initialement dans les scénarios les plus pessimistes. A la fin de l'année 1992, les niveaux de

Produit matériel net et produit intérieur brut

Dans les pays à économie de marché, la production nationale est mesurée au moyen de deux indicateurs fondamentaux : le PIB (produit intérieur brut) et le PNB (produit national brut). Le premier est, rappelons-le, égal à la « somme des valeurs ajoutées augmentée de la TVA grevant les produits et les droits de douane nets des subventions à l'importation ». Le PNB inclut en plus les « flux internationaux correspondant à la rémunération des facteurs de production », c'est-à-dire qu'il suffit pour l'obtenir d'ajouter au PIB les revenus de ces facteurs versés par le reste du monde et d'en retrancher les revenus de ceux qui sont versés à l'étranger.

A la différence de ces deux instruments de mesure, l'agrégat de base du système de comptabilité nationale des pays socialistes

— le produit matériel net (PMN) — « ne prend en compte que les activités considérées comme productives dans ces économies », ce qui exclut une partie importante des services, difficile à évaluer dans la mesure où la distinction entre activités productives et non productives est « parfois difficile à établir ». Ainsi, le travail d'une secrétaire d'usine est productif, celui d'une secrétaire du parti communiste ne l'est pas...

En fait, le PMN correspondrait au PNB de l'Ouest (sommes des valeurs ajoutées y compris amortissements et taxes) dont on retrancherait les salaires et les profits des services non productifs, ainsi que les amortissements de l'ensemble des activités.

futuribles

Source : Claude-Danièle Echaudemaison (sous la direction de). — *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*. — Paris : Nathan, 1993.

production, quel que soit l'indicateur utilisé (produit intérieur brut ou produit matériel net), étaient inférieurs d'environ 30 % au niveau atteint trois ans auparavant. La chute a été plus brutale encore dans les pays de la CEI (36,5 %) et dans les pays baltes (où elle atteint 46 % en moyenne non pondérée). Ce recul de la production, synonyme de dépression, a été accompagné d'une explosion des prix dans la plupart des pays de l'ex-URSS et d'une inflation persistante, même dans les pays d'Europe centrale qui ont le mieux réussi leurs politiques de stabilisation². Si l'aggravation d'une situation de l'emploi déjà préoccupante a pu être freinée au début du processus de transition par la lenteur des restructurations industrielles, elle constitue à terme l'un des défis majeurs que vont devoir affronter les responsables dans la plupart des pays de l'Est européen.

Peut-on envisager un retour à la croissance dans un avenir relativement proche ? Si oui, le chemin de la croissance retrouvée permettra-t-il de concilier les exigences de l'emploi et de la maîtrise d'une inflation qui atteint des niveaux insupportables ? Après l'effondrement des échanges et de la « division planifiée du travail » au sein de l'ex-Conseil d'assistance économique

2. On trouvera dans le dernier *Economic Survey of Europe in 1992-1993*. — Economic Commission for Europe, United Nations, 1993, un exposé détaillé des problèmes posés par la mise en œuvre des politiques de stabilisation. Voir, en particulier, les chapitres 1 et 3.

mutuelle (CAEM), dans quelles conditions et à quels rythmes s'effectuera la réinsertion des pays de l'Est européen et de l'ex-URSS dans les échanges internationaux ? S'il peut paraître présomptueux de vouloir répondre de manière définitive à des questions d'une telle complexité, il n'est pas interdit de s'interroger sur les conditions d'un retour à la croissance à partir de projections macro-économiques à moyen et à long terme préparées par les experts des pays concernés.

Les scénarios macro-économiques à l'horizon 2001 sur lesquels s'appuie la présente analyse ont été effectués par des instituts de recherche économique indépendants dans le cadre du projet LINK des Nations Unies — projet dont on trouvera une brève description dans l'encadré ci-après. Comme tout exercice de modélisation macro-économique à long terme, ces projections constituent moins une prévision, au sens traditionnel du terme, qu'une invitation à réfléchir, à partir d'un cadre global cohérent, à quelques-uns des défis posés par le difficile cheminement des pays d'Europe orientale vers l'économie de marché.

Le projet LINK

Le projet LINK a été lancé en 1968 par le Professeur Lawrence Klein, Prix Nobel d'économie, et son principal résultat a été l'intégration de modèles économétriques nationaux dans un cadre global utilisé pour l'élaboration de scénarios à court, moyen et long terme couvrant l'ensemble de l'économie mondiale. L'originalité du projet réside dans le fait que les modèles nationaux sont conçus et gérés par des instituts de recherche dans chacun des pays participants, le rôle du modèle global étant de réaliser la synthèse des perspectives préparées de manière indépendante au niveau national. Le projet comprend actuellement 79 modèles nationaux ou régionaux, parmi lesquels figurent sept pays (ou groupes de pays) en transition

vers l'économie de marché : Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, ex-Tchécoslovaquie, ex-URSS et ex-Yougoslavie. D'autres modèles sont actuellement en voie de préparation pour les nouveaux pays en transition, en particulier la Croatie, la Fédération de Russie, la République slovaque, la République tchèque et l'Ukraine. Depuis 1989, les projections et simulations du modèle LINK sont réalisées par le Département du développement économique et social des Nations Unies. Ces projections, ainsi que le cadre macro-économique global qui en assure la cohérence, sont discutées au cours de réunions qui se tiennent au printemps et à l'automne de chaque année.

Le retour à la croissance

Si tous les scénarios de référence envisagent un retour à la croissance après la chute brutale observée depuis le début de la présente décennie, les conditions de la reprise varient d'une sous-région à l'autre. Rapide dans tous

les pays d'Europe centrale, la reprise intervient plus tardivement dans les pays de l'ex-URSS et de l'Europe balkanique.

Les scénarios retenus pour les économies hongroise et polonaise — deux des pays les plus avancés sur la voie des réformes — indiquent que les années 1993 et 1994 devraient marquer la fin de la récession et le début d'une reprise progressive de la croissance. Pour des raisons qui tiennent aux effets de la partition de l'ex-Tchécoslovaquie, la reprise est retardée d'une ou deux années dans les nouveaux Etats tchèque et slovaque. Dans tous les autres pays d'Europe orientale et de l'ex-URSS, le retournement de tendance n'intervient qu'après le milieu de la présente décennie.

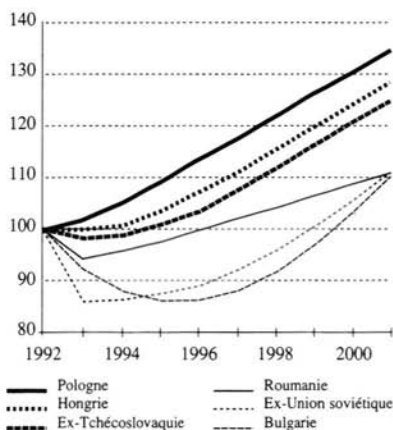
Dans la plupart des scénarios de référence, la reprise de la croissance, une fois les économies assainies par la mise en œuvre des premières séries de réformes, s'effectue de manière progressive, ainsi que le montre le graphique ci-dessous.

Le retour à la croissance devrait s'effectuer en deux étapes. Dans une première période, les taux d'accroissement du PIB sont relativement faibles, compte tenu du retard accumulé. Ils s'échelonnent entre 2 % (pour les Etats successeurs de l'ex-URSS) et 3,8 % (pour la Pologne) pour la période 1995-1997. L'accélération de la croissance n'intervient que dans la période 1998-2001 — terme de la projection décennale qui sert de cadre à l'exercice. A l'exception de la Roumanie où les taux d'accroissement du PIB restent fixés au niveau de 2 %, les rythmes de croissance annuels s'élèvent nettement pour atteindre des niveaux qui se situent selon les pays entre 3,5 et 5,7 %.

Le processus de reprise économique est lié dans tous les scénarios à une nette relance de l'investissement productif — relance nécessaire à la remise en état des infrastructures et au renouvellement d'un stock de capital en voie d'obsolescence rapide et, au surplus, mal adapté aux exigences d'une économie moderne. Si l'on assiste également à une reprise de la consommation des ménages (illustrée par les graphiques ci-après), c'est en général à des rythmes inférieurs à ceux du PIB.

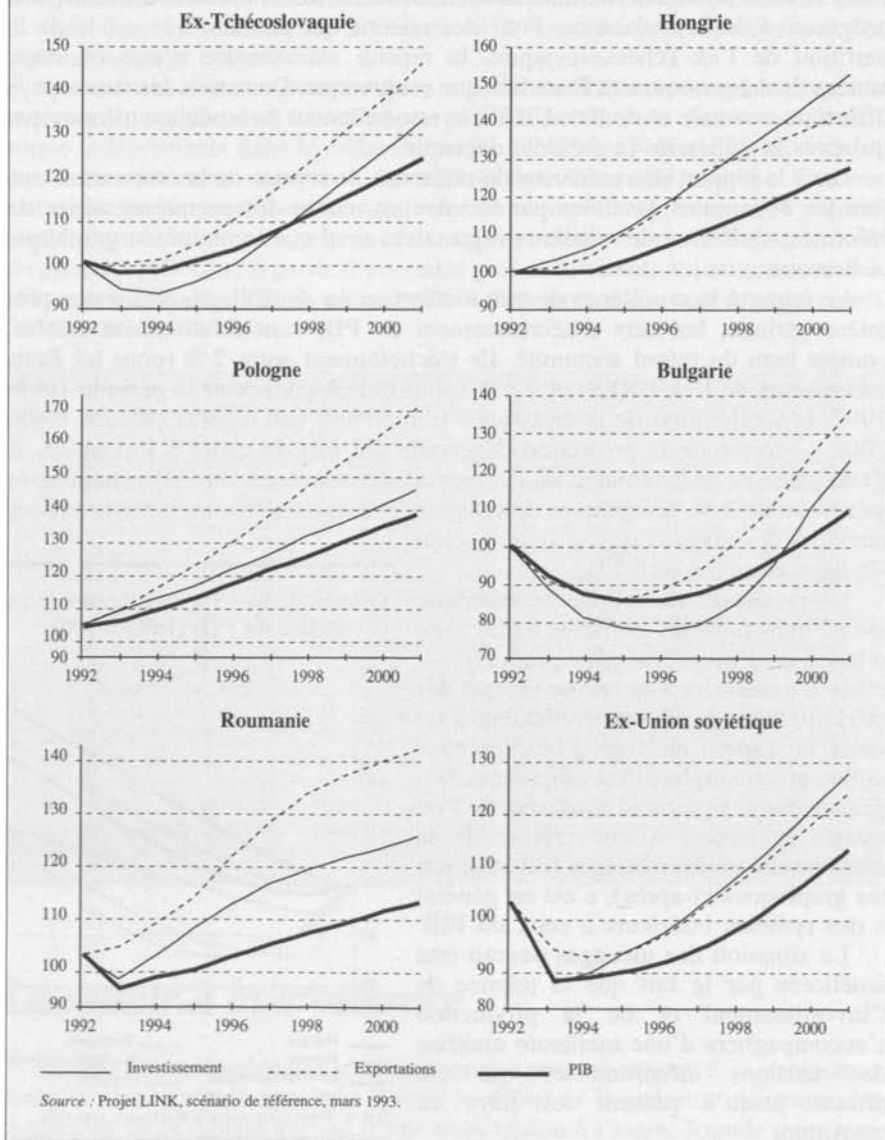
La situation des ménages devrait être améliorée par le fait que la relance de l'investissement et de la production s'accompagnera d'une meilleure maîtrise des tensions inflationnistes qui ont affecté jusqu'à présent les pays en transition.

Graphique 1 — Pays en transition : indice du PIB (1992 = 100)



Source : Projet LINK, scénario de référence, mars 1993.

Graphique 2 — Comparaison des projections :
investissement, exportations et PIB
(prix constants, indice 1992 = 100)



La maîtrise de l'inflation

La libéralisation des prix est, sous des formes et à des degrés divers, l'une des composantes essentielles des politiques de stabilisation mises en œuvre par les pays en transition vers l'économie de marché. Cette libéralisation, même partielle comme ce fut très souvent le cas jusqu'à présent, s'est traduite dans la plupart des pays par une explosion des prix au cours de l'année qui a suivi la décision de les libérer. Le tableau ci-contre, qui reflète l'évolution de la situation dans tous les pays ayant procédé à une telle libéralisation³, permet d'en apprécier l'ampleur.

Si l'inflation s'est atténuée par la suite, elle a néanmoins continué sa progression dans les années ultérieures à des taux élevés. C'est ainsi qu'en 1992, une fois les effets du premier choc absorbés, la hausse des prix a été de 79 % en Bulgarie, de 43 % en Pologne, de 210 % en Roumanie et de 10,6 % en Tchécoslovaquie⁴.

Les scénarios élaborés par les instituts de recherche dans le cadre du projet LINK envisagent tous une diminution progressive des taux d'inflation élevés observés dans la première phase du processus de transition. Toutefois, ce retour à une stabilité des prix, au demeurant relative, est à la fois lent et difficile. On en trouvera l'illustration dans le fait que, même en fin de période, à l'horizon 2001, les projections montrent que seuls les pays d'Europe centrale devraient atteindre des taux d'inflation inférieurs à deux chiffres.

La réalisation de ces objectifs dépendra, dans une très large mesure, des politiques budgétaires et des politiques monétaires mises en œuvre. Tous les scénarios admettent, au moins implicitement, la poursuite de la politique de réformes et l'exécution des plans de stabilisation macro-économiques élaborés de concert avec le FMI et les grandes organisations internationales. Les exi-

Taux d'inflation en rythme annuel (après la libéralisation des prix)*	
Albanie (1992).....	248,7
Belarus (1992).....	1 949,0
Bulgarie (1991).....	473,7
Pologne (1990).....	249,3
Roumanie (1991).....	222,8
Russie (1992).....	2 502,0
Tchécoslovaquie (1991)...	53,6
Ukraine (1992).....	2 077,0

* Le taux d'inflation est mesuré par l'indice des prix à la consommation (pour l'Europe de l'Est) et par l'indice des prix de détail (pour les pays de la CEI) du mois de décembre de l'année concernée par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

Source: *Economic Survey of Europe in 1992-1993*, tableau 3.2.14.

3. L'exclusion de la Hongrie s'explique par le fait que la libéralisation des prix, déjà largement entamée au cours des années 1980, s'est effectuée de manière graduelle. On notera toutefois que le taux d'inflation a été de 35 % en 1991 et de 23 % en 1992.

4. *Economic Survey of Europe in 1992-1993*, tableau 3.2.13.

Pays en transition : taux de croissance des prix à la consommation (variation annuelle en pourcentage)					
	1992	1993	1994	1997	2001
Bulgarie	73,4	96,6	65,1	28,5	28,1
ex-Tchécoslovaquie	11,1	18,0	9,2	5,7	5,0
Hongrie	25,1	12,3	9,8	6,1	4,1
Pologne	45,1	36,4	19,3	10,6	7,4
Roumanie	205,1	101,0	63,0	23,2	14,0
ex-URSS	1 054,3	241,3	68,8	16,6	11,1

Source : Projet LINK, scénario de référence, mars 1993.

gences de rigueur en matière de gestion des dépenses publiques sont reflétées dans l'évolution de la consommation des administrations dont la croissance est plus modérée que celle des autres composantes de la demande finale.

Le passage à l'économie de marché et les politiques d'assainissement financier qui l'accompagnent exigent aussi une réduction des subventions, souvent considérables, accordées dans le passé aux entreprises pour leur permettre de couvrir leurs déficits d'exploitation⁵. Dans un environnement économique déprimé, qui tend à aggraver la situation financière des grandes entreprises du secteur public, les responsables des politiques économiques ne seront-ils pas tentés, à l'instar de la Russie et des autres pays de la CEI, de répondre par la voie de la facilité, c'est-à-dire de l'inflation, aux contraintes de la rigueur financière ? La réponse à cette question dépendra des conditions dans lesquelles les nécessaires restructurations économiques et la lutte contre le chômage pourront être menées à bien.

Restructurations économiques, emploi et chômage

La chute de la production qui a accompagné le processus de transformation des pays d'Europe orientale et de l'ex-URSS a eu dès l'année 1990 des répercussions importantes sur l'emploi. Avec les premières restructurations

5. Dans certains pays, tels la Tchécoslovaquie ou l'URSS, les subventions avaient atteint à la fin des années 1980 des montants de l'ordre de 15 à 20 % du produit matériel net. A la suite de l'économiste hongrois. J. Kornai, le terme de « contrainte budgétaire relâchée » (*soft budgetary constraint*) est le plus fréquemment utilisé pour décrire une telle situation.

industrielles, l'entrée en vigueur des lois sur les faillites et l'apparition de nouveaux comportements de la part des chefs d'entreprise, la diminution du nombre d'emplois s'est accélérée en 1991 et 1992 ainsi que le montre le tableau ci-contre.

Dès lors, il n'est guère surprenant que le chômage officiellement recensé n'ait cessé d'augmenter dans tous les pays d'Europe orientale, à l'exception,

assez remarquable, il est vrai, de l'ex-Tchécoslovaquie où le taux de chômage en 1992 n'était officiellement que de 5 %. Au mois de décembre 1992, avec des taux oscillant entre 12,3 % (en Hongrie) et 15,9 % (en Bulgarie), le seuil des 10 % était nettement dépassé dans tous les autres pays de l'Est européen. Seuls ont échappé à cette tendance la Russie et les autres pays de la CEI, mais cette apparente anomalie s'explique plus par l'existence d'un chômage déguisé considérable, et la mauvaise qualité des statistiques officielles, que par la situation réelle.

Au-delà du chômage officiel, l'aspect le plus préoccupant de la situation actuelle et, à terme, l'un des plus dangereux pour l'évolution économique, politique et sociale des pays en transition, est la croissance continue du nombre de personnes vivant dans une situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Dans tous les pays où l'on dispose de données — mais rien ne permet de penser, bien au contraire, que la situation soit différente dans les pays pour lesquels de telles données ne sont pas collectées — la proportion de la population vivant au-dessous de ce qui est considéré comme le seuil de pauvreté ne cesse de croître. Ce nombre a augmenté brutalement en 1991 et c'est désormais dans plusieurs pays la grande majorité des ménages — 80 % en certains cas — qui vit dans une telle situation⁶.

La paupérisation ne touche pas seulement, comme cela est fréquent en période d'inflation rapide, les retraités, mais aussi une grande partie de la population active. Le raccourcissement de la durée du travail, la mise en congé de personnels sans traitement et la disparition des avantages sociaux

Evolution de l'emploi (en pourcentage)			
	1990	1991	1992
Bulgarie	- 5,8	- 17,1	- 18,5
Hongrie.....	- 9,8	- 16,7	- 21,0
Pologne.....	- 8,1	- 9,0	- 8,6
Roumanie	1,5	- 11,0	- 8,3
Russie	- 1,0	- 0,8	- 2,1
Tchécoslovaquie..	- 6,5	- 13,1	- 13,9
Ukraine.....	- 0,6	- 2,1	...

Source: Economic Survey of Europe in 1992-1993, tableau 3.2.5.

6. Pour plus de détails sur ces problèmes, on peut se reporter au compte rendu de la table ronde sur les changements structurels et la crise du marché du travail en Europe centrale et orientale. A paraître dans Economic Commission for Europe, *Discussion papers*, n° 1, volume 3 (1993).

traditionnellement liés à l'emploi, sont les indices les plus évidents d'une évolution préoccupante. Rien ne garantit que l'amélioration des salaires réels moyens, prévue avec le retour à la croissance par tous les scénarios, mette fin automatiquement à la situation qui vient d'être décrite.

Les scénarios macro-économiques préparés par les experts nationaux dans le cadre du projet LINK ne contiennent en effet aucune projection des taux de chômage et n'abordent pas le problème de la distribution des revenus et des transferts sociaux. De plus, les projections d'emploi ne sont disponibles que pour quatre pays : Bulgarie, Hongrie, Pologne et ex-Tchécoslovaquie. Les scénarios indiquent que la baisse de l'emploi devrait se prolonger jusqu'au milieu de la présente décennie. Ce n'est qu'à la fin des années 1990 qu'un retournement apparaît.

Le retour à la création d'emplois, s'il peut paraître modeste au regard des exigences de la lutte contre le chômage, n'en appellera pas moins un effort considérable de la part des pays concernés. Compte tenu de l'héritage du passé — retard technologique, industries obsolètes, polluantes et peu adaptées aux exigences du marché international, complexe militaro-industriel surdimensionné⁷ —, le processus de restructuration industrielle, qui n'en est encore, malgré les efforts déjà accomplis⁸, qu'à ses débuts, devrait se traduire, au moins dans un premier temps, par des suppressions d'emplois considérables. L'effort exigé de la collectivité sera sans aucune mesure avec les restructurations, pourtant coûteuses et difficiles, qui ont été mises en œuvre au cours des vingt dernières années dans les pays occidentaux. Les firmes privées (sur qui devrait reposer à l'avenir l'essentiel de l'effort), les entreprises publiques (en voie de restructuration) et, *last but not least*, les investisseurs étrangers sauront-ils répondre aux défis qu'imposeront les réformes économiques internes et la nécessaire ouverture sur le monde extérieur ?

Taux de croissance de l'emploi (variation annuelle en pourcentage)				
	1993	1994	1997	2001
Bulgarie	- 7,6	- 2,7	1,7	2,0
Hongrie.....	- 1,2	- 0,2	0,8	0,8
Pologne.....	- 1,8	- 0,7	0,3	0,3
ex-Tchécoslovaquie.....	- 1,0	1,2	0,6	0,4
Source : Projet LINK.				

7. Ainsi selon certaines estimations récentes, le nombre de personnes employées à la fin des années 1980 dans les industries de défense de l'ex-URSS serait de l'ordre de 7 millions (contre 250 000 en France à la même époque). De plus, ces industries seraient concentrées en certaines régions, ce qui aggraverait les problèmes de reconversion des installations et surtout des personnels.

8. A titre d'exemple, les suppressions d'emplois dans les grandes entreprises hongroises s'élevaient en 1992 à 40 % des effectifs de l'année 1989.

L'intégration des pays en transition dans l'économie mondiale

Les réformes qui ont été mises en œuvre au début des années 1990 sont intervenues à un moment où la rupture brutale des liens établis à l'intérieur du CAEM, dans le cadre de la « division internationale du travail entre les pays socialistes », allait entraîner une chute brutale des échanges entre les

Exportations des pays en transition (exprimées en dollars, prix courants) variation annuelle en pourcentage					
Destination Origine	Exportations à destination des pays en transition	Exportations totales	Destination Origine	Exportations à destination des pays en transition	Exportations totales
Bulgarie	1990	- 32,0	Roumanie	1990	- 43,4
	1991	- 27,8		1991	- 7,1
	1992	- 25,7		1992	0,9
Hongrie	1990	0,6	Ex-Tchécoslovaquie	1990	- 10,5
	1991	5,1		1991	5,6
	1992	4,1		1992	3,2
Pologne	1990	24,7	URSS/Russie *	1990	- 5,2
	1991	- 18,5		1991	- 24,6
	1992	9,7		1992	- 25,2

* Les données pour 1992 ne s'appliquent qu'à la Russie.
Source : *Economic Survey of Europe in 1992-1993*, tableau 3.3.3.

pays en transition. Même si une partie du choc a pu être amortie par un développement des exportations à destination des autres parties du monde, l'incidence de cette rupture a été considérable ainsi que le montre le tableau précédent.

Si la chute des exportations à destination des pays membres de l'ex-CAEM a pu être « amortie » dans les

Exportations des pays d'Europe centrale à destination des pays développés (exprimées en dollars, prix courants) variation annuelle en pourcentage			
Pays Année	Hongrie	Pologne	Ex-Tchécoslovaquie
1990	27,9	40,0	13,4
1991	21,4	13,7	6,9
1992	9,1	...	26,4

Source : *Ibid.*

trois pays les plus avancés sur la voie des réformes (Hongrie, Pologne et ex-Tchécoslovaquie), c'est grâce à l'essor assez remarquable des exportations de ces pays à destination des pays d'Europe occidentale et des autres pays développés.

Les projections à l'horizon 2001 confirment que désormais, c'est par le développement des exportations à destination des marchés occidentaux, en tout premier lieu les marchés européens, que devrait s'effectuer la nécessaire réinsertion des pays de l'Est européen dans les grands courants de l'échange international.

Projection des exportations des pays en transition à l'horizon 2001 * (en dollars, aux prix courants, 1987 = 100)						
Zones de destination	Europe occidentale		Europe orientale		Ex-URSS	
	1992	2001	1992	2001	1992	2001
Pays exportateur						
Bulgarie	108	158	6	11	9	12
Hongrie	229	512	30	102	48	116
Pologne	213	427	48	149	114	207
Roumanie	56	81	11	22	18	22
Ex-Tchécoslovaquie	198	525	16	65	33	115
Ex-URSS	210	401	17	28	—	—

* Exportations de biens, à l'exclusion des services.
Source : Matrices du commerce mondial du projet LINK.

Projection des importations des pays en transition à l'horizon 2001 (en dollars, aux prix courants, 1987 = 100)						
Zones d'origine	Europe occidentale		Europe orientale		Ex-URSS	
	1992	2001	1992	2001	1992	2001
Pays importateur						
Bulgarie	52	89	5	12	5	7
Hongrie	125	285	22	70	22	34
Pologne	150	316	20	66	31	44
Roumanie	89	135	13	26	28	33
Ex-Tchécoslovaquie	158	518	22	110	18	37
Ex-URSS	163	280	26	52	—	—

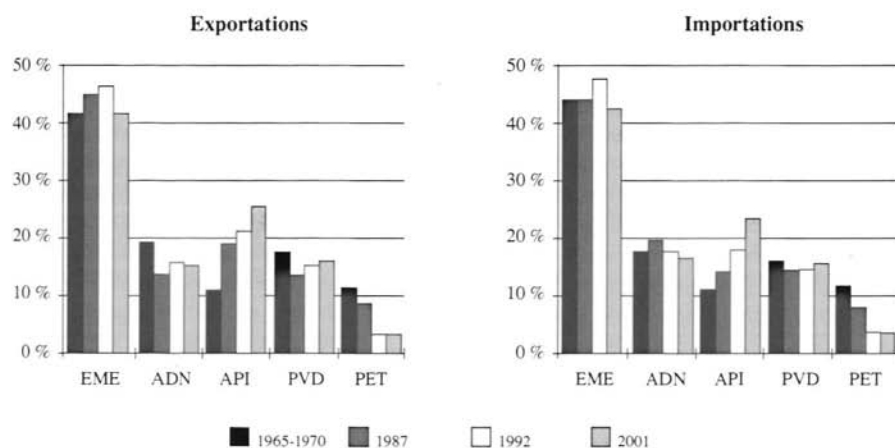
Source : *Ibid.*

Ce sont aussi les pays occidentaux qui devraient satisfaire la plus grande partie des besoins d'importations de leurs partenaires d'Europe orientale.

Si les scénarios qui viennent d'être esquissés sont réalisés, les exportations et les importations devraient croître à des rythmes supérieurs à ceux projetés pour le PIB (ainsi que le montre le graphique 2). La réinsertion progressive des pays en transition dans les grands courants de l'économie mondiale pourrait ainsi constituer, avec la reprise de l'investissement, l'un des moteurs de la croissance retrouvée. Toutefois, si l'on se réfère à l'image du commerce mondial donnée par les matrices des échanges internationaux du projet LINK, la place de l'ensemble des pays en transition dans l'économie mondiale à l'horizon 2001 ne devrait guère être supérieure à sa position de 1992. Avec des exportations de l'ordre de 96 milliards de dollars (en prix courants), les exportations des six pays de l'Europe centrale (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) et balkanique (Bulgarie et Roumanie) — devraient être en 2001 du même ordre de grandeur que celles des trois pays les moins développés de l'Europe méditerranéenne : Grèce, Portugal et Turquie. Quant aux exportations des pays qui ont succédé à l'ex-URSS, leur montant ne devrait être, avec un total de 95 milliards à l'horizon 2000, que très légèrement supé-

Graphique 3 — Parts des grandes régions dans le commerce mondial des marchandises

(en dollars US, aux prix courants)



EME : pays européens à économie de marché ; ADN : Amérique du Nord ; API : autres pays industrialisés ; PVD : pays en voie de développement ; PET : pays en transition.

Source : Projet LINK, scénario de référence, mars 1993.

rieur à celui des exportations mexicaines à la même époque (85 milliards de dollars).

L'apparente modestie des résultats obtenus s'explique par le fait que dans le scénario de référence, les exportations des différentes régions du monde devraient croître à des taux relativement élevés. Au regard des conditions et des contraintes de départ, le simple fait pour les pays en transition de conserver leur rang par rapport à l'année 1992 serait une performance non négligeable. A plus long terme, les nouvelles économies de marché pourront-elles, entre un Extrême-Orient en pleine expansion et une Europe occidentale, qui aura, espérons-le, retrouvé un deuxième souffle, accroître la part qui leur revient dans les échanges internationaux ? La réponse à cette question dépendra, dans une très large mesure, des efforts accomplis par les pays intéressés pour promouvoir les réformes indispensables. Mais elle dépendra aussi des concours que la communauté internationale leur apportera au cours de leur longue marche vers l'économie de marché.

Tous les scénarios de référence reposent, de manière explicite ou implicite, sur l'hypothèse que le cadre relativement ouvert de l'économie mondiale sera maintenu et que, par le biais des accords d'association avec la Communauté européenne — ou de libre-échange avec les pays de l'AELE — l'intégration des pays en transition dans l'économie européenne et mondiale se poursuivra de manière satisfaisante. C'est dans ce cadre que devraient se résoudre les litiges que ne manquera pas de provoquer l'accès aux marchés

Pays en transition : dettes actuelles et projections des balances commerciales				
(milliards de dollars US, aux prix courants)				
	Dettes	Balances commerciales		
	1992	1992	1997	2001
Bulgarie	12,0	- 0,305	- 0,189	0,197
ex-Tchécoslovaquie	9,5	- 0,376	- 0,724	- 0,298
Hongrie	21,4	- 0,318	0,570	0,995
Pologne	49,4	0,745	0,773	- 0,882
Roumanie	3,5	- 1,279	- 0,648	- 0,417
Total Europe orientale ..	95,8	- 1,533	- 0,218	- 0,405
ex-URSS	75,8	- 1,245	- 3,144	- 9,190

Sources : Pour les dettes, estimation du secrétariat de la CEE-ONU. Pour les balances commerciales, Projet LINK, scénario de référence, mars 1993.

occidentaux des « produits sensibles » qui constituent actuellement une part non négligeable des exportations des pays de l'Est européen⁹. A plus long terme, la modernisation de leurs économies devrait permettre l'apparition d'activités plus compétitives et réduire la part des produits sensibles dans les exportations.

Mais, condition nécessaire de la réinsertion des pays de l'Est européen dans l'économie mondiale, l'octroi de concessions commerciales n'en est pas la condition suffisante. Etant donné le niveau actuel de l'endettement extérieur en devises convertibles, en croissance très nette depuis 1990, et le montant des déficits projetés des balances commerciales (illustrés par le tableau ci-dessus), la coopération avec les pays en transition devrait s'étendre aussi au domaine du financement.

Pour évaluer les besoins de financement on a esquissé un scénario reposant sur l'hypothèse qu'il n'y a pas de changements fondamentaux dans les échanges d'invisibles, que les déficits de la balance commerciale seront financés par des prêts et que le service de la dette est rééchelonné jusqu'au début du siècle prochain. Dans un tel scénario, on peut estimer que les flux nets de capitaux en provenance des pays industrialisés — et dont la plus grande partie devrait servir au rééchelonnement de la dette extérieure — devraient être de l'ordre de 15 à 30 milliards de dollars par an jusqu'à l'an 2000. De tels montants seront-ils disponibles ? Vont-ils s'ajouter à la dette existante ou prendront-ils la forme de transferts, tels les aides et les investissements directs, qui n'augmentent pas la charge de la dette ?

Jusqu'à présent, ainsi que le montre l'encadré ci-après, la plus grande partie de ces flux a été constituée par des prêts, des rééchelonnements de dettes et, dans une moindre mesure, des investissements directs.

A quelles conditions les pays en transition pourront-ils mener à bien la rénovation d'infrastructures, en particulier dans le domaine des transports et des télécommunications, dont l'insuffisance est souvent l'un des principaux obstacles à l'investissement étranger ? Comment les problèmes posés par la sécurité des centrales nucléaires, très souvent obsolètes et dangereuses, actuellement en fonctionnement, seront-ils résolus ? D'où proviendront les fonds nécessaires à la mise sur pied de systèmes de protection sociale qui devront accompagner les efforts de reconversion industrielle en cours ? A toutes ces questions fondamentales un simple scénario macro-économique de

9. Une étude récente considérait comme « sensibles » cinq catégories de produits : acier, produits chimiques, textile, habillement et chaussures. Selon les auteurs de cette étude, la part de ces produits dans les exportations totales du pays considéré s'élevait en 1989 à 50,2 % en Bulgarie, 57,8 % en Hongrie, 43,8 % en Roumanie, 44,8 % en Tchécoslovaquie et 32,6 % en Roumanie (Rollo, J. et Smith, A. — « The political economy of Eastern European trade with the European Community : why so sensitive ? ». — *Economic Policy*, April 1993, p. 140-181).

L'aide occidentale à la transition

Il est impossible, en l'état actuel de la documentation, de dresser un tableau statistique précis des efforts d'assistance en cours. Les données dont il est fait état dans la presse se réfèrent le plus souvent au total cumulé des engagements depuis 1989 ou 1990. De plus, les crédits octroyés par les banques, l'assistance bilatérale ou les grandes institutions financières internationales aux taux du marché (ou à des taux bonifiés) sont souvent confondus avec des opérations de nature différente : rééchelonnements de la dette, investissements directs et dons.

Selon des estimations du secrétariat de la CEE-ONU, le *rééchelonnement des dettes* est devenu, au cours des années récentes, le type d'assistance le plus important pour l'ensemble des pays en transition. Ce montant, qui était de 8 milliards en 1991 pour l'ensemble de la région, s'est élevé en 1992 à environ 20 milliards de dollars (dont 14 milliards pour les pays de l'ex-

Union soviétique). En 1992, le total des *prêts* octroyés à la région est du même ordre de grandeur que les rééchelonnements, soit 18 milliards de dollars, mais il s'agit d'engagements et non de versements effectifs. Le montant des *investissements directs* en 1992 est estimé à 3 milliards de dollars, en nette progression sur les flux observés au cours des années précédentes. De toutes les formes d'assistance à la transition, les *transferts unilatéraux*, en d'autres termes les dons, sont les plus difficiles à estimer car ils revêtent des formes très variées : aide d'urgence à finalité humanitaire, assistance technique, abandon de créances et prestations diverses, telle la construction par l'Allemagne de logements en Russie et dans les autres pays de la CEI pour les militaires rapatriés de l'ex-RDA. Selon certaines estimations, le montant de cette aide aurait pu être de l'ordre de 4 à 5 milliards de dollars en 1992.

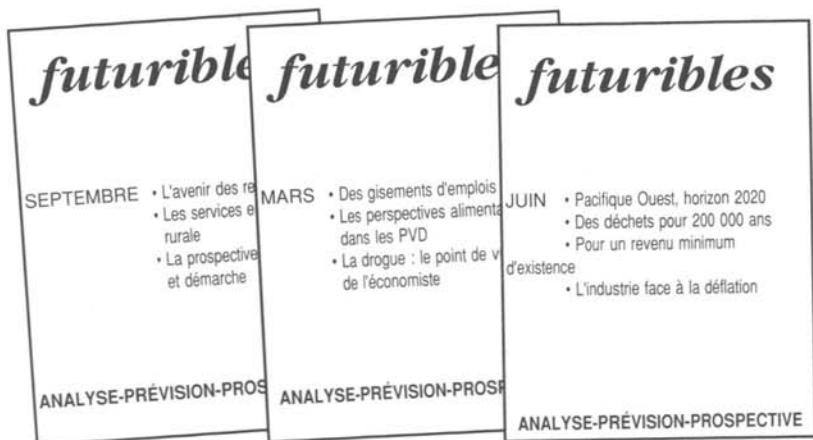
type tendanciel ne saurait répondre, car seule l'élaboration de programmes globaux de restructuration économique, écologique et militaire par les pays intéressés eux-mêmes, permettrait d'évaluer de manière précise les immenses défis¹⁰ que pose la difficile transition des économies de l'Est vers l'économie de marché. L'élaboration de tels programmes pourrait fournir le cadre où seraient définis, comme autrefois en Europe occidentale lors de la préparation du plan Marshall, les domaines prioritaires d'assistance, les conditions d'octroi de l'aide occidentale, les engagements réciproques des partenaires et les moyens d'en contrôler la mise à exécution¹¹.

10. Deux exemples permettront d'apprécier l'ampleur des efforts requis. Le Comité d'experts chargés d'éclairer le choix des autorités allemandes, estime à 500 milliards de DM le montant des investissements qui devront être entrepris, au cours des dix prochaines années, pour mettre au niveau requis les infrastructures de la partie orientale du pays (Deutscher Bundestag).

11. Pour une analyse des enseignements que l'on peut tirer de l'expérience du plan Marshall, à la lumière des transformations qui ont lieu en Europe orientale, le lecteur peut se reporter au chapitre premier de l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1989-1990*, Nations Unies, New York, 1992 p. 13-18. L'aide financière, au titre du plan Marshall, à 16 pays d'Europe occidentale a été de 12,4 milliards de dollars en quatre ans, soit 3,1 milliards par an, essentiellement sous forme de dons. Réévalués aux prix de 1992, ces transferts sont équivalents à environ 19 milliards de dollars par an.

COMPLÉTEZ VOTRE COLLECTION*

offre valable jusqu'au 15 février 1994



* Sauf numéros épuisés : 3 - 4 - 5 - 7 - 8 - 9 - 10 - 30 - 35 - 37 - 54 - 59 - 64 - 87 - 88 - 92/93
100 - 134 - 135 - 139 - 141 - 142 - 144 - 146 - 147 - 148 - 149 - 150 - 155 - 164

BON DE COMMANDE

à retourner à Futuribles 55, rue de Varenne 75341 Paris cedex 07 - France.

Je commande

- 5 numéros** au prix de **150 FF** (frais de port compris)
Je souhaite recevoir les numéros
- 10 numéros** au prix de **250 FF** (frais de port compris)
Je souhaite recevoir les numéros
- la **collection complète** de Futuribles, soit 182 numéros*, au prix de **3000 FF** (frais de port compris)

Je règle la somme deF par

- chèque à l'ordre de Futuribles SARL
- virement (compte 30066-00041-06511680408-74 CIC D PARIS BAC)
- Carte Bleue American Express
N° | | | | | | | | | | | | | | | | Date d'expiration | | | |
- sur facture.
- Je souhaite recevoir une facture pour ma comptabilité.

Comment nourrir, éduquer, soigner 10 milliards d'hommes ? C'est le défi des défis pour notre planète. En deux générations, l'explosion démographique va bouleverser nos modes de vie. Dès aujourd'hui, avec les meilleurs spécialistes, découvrez les faits, les enjeux, les débats de cette question vitale.



60 F. 68 pages.

Le monde se complique CROISSANCE l'explique

BON DE COMMANDE

A recopier ou à découper et retourner à
 CMD/VPC 163, bd Malesherbes - 75859 Paris cedex 17. Tél. 48.88.45.04

Je commande _____ exemplaires
 du hors-série

"Demain 10 milliards d'hommes"
 60 FF. port compris Réf. 041.012

Je joins le montant total
 de ma commande soit F.

Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
 Croissance/VPC

Mlle, Mme, M _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____ Pays _____

D 181

Progrès technique : chômage ou relance ?

André-Yves Portnoff¹

On impute volontiers la montée du chômage au progrès technique, mais il n'y a en l'espèce aucune fatalité affirme A.-Y. Portnoff qui montre que si, à production égale, la technique détruit l'emploi, en même temps elle réduit les coûts, donc génère un surcroît de pouvoir d'achat qui stimule l'économie et entraîne le développement de nouvelles activités.

La question principale est en conséquence de savoir si on se contente d'automatiser le passé ou bien si l'on s'emploie à créer de nouvelles activités, bref si l'on exploite le gisement de nouvelles technologies pour inventer de nouveaux produits et services qui répondent au demeurant aux attentes des clients.

Pour A.-Y. Portnoff, on a oublié d'innover et insuffisamment tenu compte de l'homme, à la fois comme consommateur — non pas de techniques mais de produits et services correspondant à ses exigences en termes de qualité et de prix — et comme producteur, donc acteur dans un processus d'innovation qui exige tout autant un renouvellement des formes d'organisation et de management propre à la mobilisation de l'intelligence de chacun, qu'un recours aux nouvelles techniques.

En définitive, souligne l'auteur, le progrès technique, plutôt que de générer le chômage, peut contribuer à la relance pourvu qu'il s'accompagne d'innovations de process et de produits qui font appel tout autant aux ressources humaines que technologiques.

H.J.

Non, le pire n'est pas inévitable ; rien ne nous oblige à subir l'inexorable montée du chômage qui gangrène depuis vingt ans notre société. Sauf notre aveuglement. Cessons de jouer à nous tromper nous-mêmes sur les causes de la crise.

1. Professeur associé à l'Université Paris VIII. Conseiller prospective aux Clubs Crin.

Un quasi-consensus rassemble actuellement en France responsables politiques et industriels. Le nouveau bouc émissaire s'appelle le progrès technique. Le chômage n'est la faute à personne. La démonstration en est simple : plus on automatise, moins on a besoin d'hommes et donc la technique détruit inévitablement l'emploi. On va donc à une catastrophe inéluctable, mais nous sommes bien contents de pouvoir démontrer que nous n'y sommes pour rien.

Or tout cela est partiellement vrai et globalement faux : notre destin dépend largement de nous ; il est temps de nous ressaisir et de décider de refuser un déclin nullement programmé. Pour cela, il est nécessaire de comprendre quel est l'impact réel des progrès techniques sur notre société, puisqu'ils constituent depuis des années les principaux moteurs des changements que nous vivons.

Nous sommes intoxiqués par des idées trompeuses et les Etats comme l'économie sont coupables d'avoir trop négligé un atout et deux acteurs essentiels : l'innovation, le client et la personne humaine.

Nous oublions :

— que le progrès technique ne se réduit pas à l'automatisation et qu'il permet surtout d'innover, d'inventer des activités nouvelles, donc des marchés et du travail ;

— que le client n'achète pas de la technique mais de la satisfaction, du service ;

— que la technique n'est qu'un outil qui ne devient efficace que si l'on mobilise suffisamment l'intelligence et la volonté créatrice des hommes.

Dans ce qui suit, nous n'allons pas distinguer emplois salariés et activités productrices de biens ou services rémunérées dans d'autres cadres juridiques que le salariat classique, en entreprises unipersonnelles, de fait ou de droit, en honoraires ou autrement. L'important est de réduire le chômage et de permettre l'insertion sociale du plus grand nombre de citoyens adultes, en innovant naturellement sur le plan socio-juridique aussi chaque fois que nécessaire.

Le progrès technique a trois conséquences principales qui concernent l'emploi au sens large et le chômage.

D'une part la technique et la maîtrise industrielle de celle-ci² réduisent les quantités de matière, d'énergie, de ressources écologiques³, de temps et de

2. Notons dès à présent que ce qui compte sur le plan économique n'est pas de disposer de belles solutions techniques mais d'être capable de s'en servir dans des conditions industrielles, c'est-à-dire à des niveaux de fiabilité, de reproductibilité, de qualité compatibles avec l'économie et les attentes du marché.

3. Il a fallu attendre le premier choc pétrolier pour que l'on commence à prendre conscience qu'on peut faire plus avec moins de ressources en travaillant plus intelligemment, alors que jusqu'alors, on confondait le thermomètre et la fièvre et l'on était persuadé qu'il suffisait de consommer par exemple plus de pétrole pour que l'économie et le niveau de vie progressent.

travail indispensables pour produire les mêmes services. Normalement, les prix de revient baissent en proportion.

Si le marché et les débouchés demeurent inchangés, cet accroissement d'efficacité détruit progressivement des emplois directs et indirects dans l'entreprise productrice et chez ses fournisseurs en ressources diverses (demi-produits, composants, matières premières...).

Donc le progrès technique détruit l'emploi si on ne l'exploite que pour accroître la productivité des activités d'hier. Mais cet effet négatif sur le développement économique et social est plus ou moins contrebalancé par un autre effet : si les réductions des coûts sont répercutées sur les prix de vente, le progrès technique génère constamment un surcroît de pouvoir d'achat qui stimule l'économie, élargit les marchés et maintient ou crée des postes de travail pour les hommes. Ceci n'est pas de la théorie mais une réalité étayée par des milliers d'exemples. C'est ce qui explique qu'un crayon à bille Bic cristal soit vendu aujourd'hui au même prix en francs courants qu'il y a quarante ans à son lancement ; d'où l'expansion de son marché et de sa diffusion⁴.

La technique a été un ressort essentiel de notre expansion. Elle a fait progresser les niveaux de vie plus vite que ne l'auraient permis les seuls salaires car on peut acheter plus de services avec la même valeur monétaire. Elle a permis au travers de l'innovation des relances sectorielles remarquables ; ainsi dans les années cinquante, Moulinex a désaturé son marché en inventant un électroménager dix fois moins cher grâce au remplacement de l'acier par des matières plastiques et à la production en très grande série de petits moteurs électriques bon marché.

Aujourd'hui, il faut aller plus loin et inventer des marchés complètement nouveaux. Il y a un moment où le marché se sature, quand tous les foyers sont équipés d'au moins un téléviseur, un réfrigérateur, une voiture... On passe à des marchés de renouvellement ou de complément, et le rythme d'achats change. Et puis la balance des effets positifs (relance de la consommation) et négatifs (moins de ressources et de travail à production constante) de la productivité penche à certaines périodes en défaveur de la création d'activités ; c'est pourquoi Francis Mer, Président-directeur général d'Usinor, affirmait récemment avec force que l'on ne créerait pas d'emplois en France dans les industries et services existants même si la croissance revient, en raison des très grandes réserves de gain de productivité. Il a raison, si les industries actuelles se limitent à leurs offres de services actuelles.

4. Naturellement selon une spirale positive, la baisse des coûts ouvrant le marché a aussi pour effet l'accroissement des séries qui à son tour permet de réduire encore davantage les coûts, mais l'effet d'échelle est loin d'être le facteur déterminant comme nous le verrons.

On a oublié d'innover

On s'est trop souvent en Occident contenté d'automatiser le passé au lieu d'inventer l'avenir. Il y a bien longtemps, pourtant, le génial penseur de l'innovation qu'a été Schumpeter expliquait que l'innovation n'était pas la multiplication des diligences mais leur élimination par l'avènement du chemin de fer.

Il est clair que les industries modernes des transports ont donné directement et indirectement, en dynamisant l'économie, beaucoup plus de travail aux hommes qu'elles n'ont provoqué de chômage en ruinant le système des diligences !

Tout l'audiovisuel, l'électronique grand public, n'existent que parce que l'on a exploité le progrès technique pas seulement pour produire mieux mais pour produire autre chose. Qui oserait prétendre que le magnéscope et le CD n'assurent pas beaucoup plus d'emplois que le tourne-disque n'en a détruit chez les fabricants de pianos ? Pourtant il y a eu un moment où des observateurs ont pu avoir un sentiment contraire, car en 1909 la production des usines américaines de pianos dépassait encore avec 364 000 unités par an celles des usines de phonographes (345 000)⁵. Nous subissons à présent des illusions d'optique du même ordre qu'aux derniers jours de la production en masse des pianos. La question aujourd'hui, c'est comment innover quand on fabrique, par exemple, des voitures ? La réponse, c'est qu'en tout cas il faut innover si l'on veut reconquérir un avenir !

Nous avons globalement moins bien réussi cet exercice que les Japonais mais les contre-exemples existent qui démontrent qu'il n'y a aucune fatalité. Ainsi le groupe Jouve qui compte 850 personnes aujourd'hui, a su se développer fortement depuis 20 ans parce qu'il ne s'est pas enfermé dans la technique de ses débuts en 1903, l'imprimerie. Au lieu de se contenter de s'automatiser, il s'est inventé de nouvelles activités dans des domaines en expansion en exploitant dès qu'elles sont devenues disponibles les nouvelles techniques de communication : il s'est lancé dans la conception de bases de données pour le Minitel, puis de CD Rom ; consécration, l'un de ses logiciels est adopté par les offices de brevets américains et japonais. Il continue à innover dans le domaine de la reconnaissance automatique de textes pour maintenir sa compétitivité face aux pays de bas salaires. En innovant à la fois dans son organisation humaine et sur le plan technologique, il s'est inventé de nouveaux marchés, assuré son expansion et créé plus de 200 emplois en dix ans.

De tels exemples demeurent trop rares mais toutes les études montrent que les emplois sont créés par les entreprises moyennes et parmi celles-ci, par

5. Flichy, Patrice. — *Une histoire de la communication moderne*. — Paris : La Découverte, 1991.

celles qui innovent et investissent dans l'intelligence⁶ : selon Algoe Management, les entreprises qui ont créé le plus d'emplois en France entre 1988 et 1990 sont les « spécialistes de technologie », sociétés « focalisées sur l'innovation produit, s'appuyant sur des évolutions partielles de leur outil de production » ; à leur actif dans cette période 18 emplois nouveaux par entreprise sur deux ans, soit + 3,5 %/an.

Le tissu industriel et financier a été trop peu accueillant aux PME innovatrices qui ont du mal à grandir en France comme d'ailleurs dans le reste de l'Europe. On préfère oublier, par honte, l'échec historique de la R2E du Français André Truong Thu⁷, qui a commercialisé en 1973 dans l'indifférence générale le premier micro-ordinateur du monde, et qui a fini absorbée par Bull faute de soutien.

On a oublié le client

Cette occasion manquée face à un marché qui allait se développer de façon fabuleuse n'est hélas pas unique dans l'histoire industrielle française ; cette surdité aux attentes des clients actuels ou potentiels n'a rien pour autant d'une exclusivité hexagonale ou même européenne. La crise que connaît depuis plusieurs années l'industrie informatique mondiale est dans une certaine mesure aussi le prix de l'arrogance. Si même IBM est frappé, c'est pendant des années l'industrie informatique a cru pouvoir dicter à ses utilisateurs ce qui était bon pour eux. Maintenant le marché de l'informatique n'est plus celui de quelques milliers de spécialistes mais, potentiellement, de centaines de millions de personnes à qui il n'est pas question de demander de devenir des informaticiens. Et les entreprises classiques comme IBM ont du mal à passer du dialogue avec les directeurs informatiques à la perception des attentes du grand public. D'où aussi la politique de repli d'un grand électronicien français sur les marchés professionnels et militaires maintenue malgré la fragilité croissante de ces derniers !

En fait le problème est très général : toutes les industries vendent du service parce que le client n'achète pas de la technique mais le moyen d'obtenir satisfaction dans la résolution de ce qu'il considère être son problème. Paradoxalement, le fait que le progrès technique élargisse constamment l'éventail des solutions envisageables renforce le poids des éléments non

6. En particulier, étude MEI 92 de la société Algoe, Lyon, ministère de l'Industrie 1992.

7. Notons au passage le rôle important que jouent les « immigrés », dans tous les pays, pour le renouvellement du tissu industriel.

techniques qui vont guider le choix de l'usager ; aussi avance-t-on résolument sur la voie de l'échec, chaque fois que l'on néglige cela, que l'on prétend décider rationnellement — avec notre rationalité à nous — ce qui, techniquement, est la meilleure solution pour le client.

Parce que l'on ne vend que du service, de la satisfaction, pas de la technique, il apparaît évident que la solution la plus adaptée, donc la plus « moderne » n'est pas celle qui consomme le plus de « high tech », mais celle qui donne le meilleur résultat au meilleur prix, avec le plus de fiabilité.

Evident, et pourtant ! Nous n'avons pas su le dire assez fort, assez clairement, puisque depuis des années on continue, sous la pression du mythe high tech, à confondre modernité et automatisation. Et il faut encore aujourd'hui répéter qu'automatiser n'est utile que dans la mesure exacte où cela rapporte des avantages : il faut automatiser juste ce qu'il faut, comme le démontre le succès du lancement de la Twingo par Renault, comme l'écrit aussi Yves Lasfargue⁸ ; et pour évaluer le niveau utile d'automatisation ou de tout autre investissement technique, il est nécessaire d'apprécier les impacts des options dans une vision globale à long terme.

La formule peut sembler intellectuelle mais son illustration très terre à terre se voit tous les jours dans le métro où de bons techniciens ont automatisé des fonctions particulières au nom d'optimisations locales et à court terme, sans prévoir la coûteuse dégradation de la sécurité qu'allait accélérer l'élimination du personnel.

Ce n'est pas du tout remettre en cause le progrès technique et encore moins l'innovation que de réaffirmer que la technologie, particulièrement dans notre situation économique, ne peut jamais constituer une fin en soi et doit strictement demeurer un instrument au service de nos stratégies, au service de l'homme. C'est cela l'essence de la technique.

On a oublié l'homme

Il est dramatique de constater comment les idées fausses ont la vie dure et continuent à régenter les esprits, les actes, les politiques. Depuis dix ans les rapports se succèdent qui répètent que nos échecs industriels, le recul de notre compétitivité ne sont dus pour l'essentiel ni à la concurrence de salaires inférieurs ni à des niveaux de robotisation supérieurs aux nôtres. François Dalle et Jean Bounine l'ont répété à plusieurs reprises⁹, et ils reviennent à la charge

8. Lasfargue Yves. — *Robotisés, rebelles, rejetés*. — Paris : Editions de l'Atelier, 1993.

9. Bounine, Jean ; Dalle, François. — *L'éducation en entreprise*. — Paris : Ed. Odile Jacob, 1993.

dans une note à la commission Mattéoli en rappelant que les fabricants italiens de chaussures de sport continuent à fabriquer en Vénétie et que, plus frappant encore, « Sony continue de produire en France les produits qu'il destine au marché français, alors que certains de ses concurrents français ont choisi de produire en Asie du Sud-Est des articles similaires ».

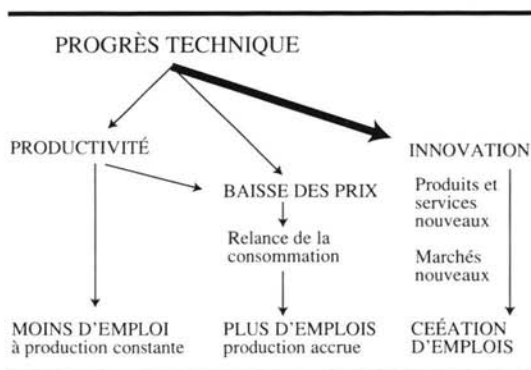
Naturellement, il n'y a pas de miracle japonais, mais des différences d'efficacité qui correspondent à des organisations et des styles de management différents; ce qui permet aux Japonais implantés en Alsace, par exemple, de se payer le luxe, non sans arrière-pensées, de faire dire, le 30 novembre dernier lors d'un reportage de France 3, qu'il n'est pas dans leur culture de licencier et que pour cela ils protègent du chômage leurs employés français...

Ce que l'on a du mal à faire admettre, non plus seulement dans les déclarations d'intention mais dans les actes quotidiens et les stratégies réellement mises en œuvre, c'est qu'informatiser une entreprise taylorienne, pyramidale, cloisonnée, conçue pour gérer un environnement stable, ne fait pas naître par miracle une structure réactive, capable de mobiliser le talent et l'initiative de tous pour saisir rapidement les opportunités et conjurer les dangers d'un monde en changement rapide et de plus en plus imprévisible. D'où les déboires de tant de géants industriels ou financiers, de General Motors à IBM en passant par bien des cas plus proches de nous. Là encore il ne s'agit pas de philosophie : les bilans sont très sévères. Il y a dix ans déjà, une étude de Booz-Allen sur l'automatisation de 44 usines dans le monde démontrait que 80 % des bénéfices de l'opération auraient pu être obtenus pour moins cher, sans automatisation, en réorganisant le travail (50 %), et en reconcevant les produits (30 %). Depuis le professeur Gary Loveman de Harvard a pu constater comme d'autres experts que la productivité des cols-blancs a stagné aux Etats-Unis (mais il en est allé de même en Europe) entre 1965 et 1990 malgré des investissements massifs en technologies de l'information; 800 milliards de dollars ont été dépensés avec des résultats douteux par les services américains au cours des années 80 !¹⁰

On pourrait multiplier les exemples d'échecs industriels liés au fait que l'exploitation du progrès technique passe d'abord par le « big bang » des organisations et des mentalités que vient de décrire Hervé Sérieyx¹¹. Il y a dix ans nous avons écrit dans *La Révolution de l'intelligence* qu'il ne s'agit plus d'informatiser un passé taylorien inefficace mais de recréer en permanence une entreprise fondée sur l'intelligence créatrice de chacun de ses membres, de ses acteurs, coauteurs de la production de la société.

10. Dossier « The technology payoff », *Business Week*, 14 juin 1993, p. 38.

11. Sérieyx, Hervé. — *Le big bang des organisations*. — Paris : Calmann-Levy, 1993.



Aujourd'hui outre-Atlantique une prise de conscience s'opère à l'occasion de la mise en place des réseaux informatiques, de l'utilisation des logiciels d'aide au travail dit « de groupe » ou décentralisé. Les Américains découvrent ce qu'a constaté depuis longtemps dans son entreprise de Châlons, Jacques Chaize, ancien président du Centre des Jeunes Dirigeants (CJD)¹² : on ne peut exploiter la logique des réseaux informatique, logique de partage et de mise en commun, que si la direction de l'entreprise à son plus haut niveau a accepté de faire sienne cette logique et à l'intégrer intimement à sa stratégie.

Depuis trois ans la mode qui traduit aux Etats-Unis ce constat de bon sens s'appelle le *reengineering* ; son pape, Michael Hammer répète : « n'automatisez pas le passé, effacez-le ». Conceptuellement, pour nous cela n'a rien de nouveau, mais ce qui compte, c'est que les entreprises américaines commencent à l'écouter et à obtenir des résultats spectaculaires : « Il apparaît qu'après une décennie de tâtonnements, les entreprises américaines ont enfin trouvé la clé de la nouvelle révolution industrielle » conclue triomphalement *Business Week* dans son grand dossier sur la rentabilité de la technique, en juin dernier. Et Gary Loveman ne manque pas de commenter les récents gains de productivité ou avantages stratégiques obtenus par des sociétés converties au *reengineering* : « La technologie apporte des profits pas du tout parce qu'elle a une baguette de magicien, mais parce qu'elle supporte des concepts révolutionnaires dans le management des affaires ».

Le Vieux Continent, berceau de la civilisation, de la révolution industrielle, de la démocratie et de l'art de vivre, peut parfaitement, si nous le voulons vraiment, relever la tête et repartir lui aussi de l'avant vers un avenir planétaire que nous sommes capables d'inventer plus harmonieux et mieux partagé.

12. Chaize, Jacques. — La porte du changement s'ouvre de l'intérieur. — Paris : Calmann-Lévy, 1991.

La consommation à un tournant ?

Compte rendu de lectures

Charles du Granrut

Selon la plupart des analyses, la consommation dans les sociétés occidentales est entrée dans une phase de mutation. La modification de la structure des budgets de consommation, le ralentissement de la croissance de la consommation, l'importance grandissante des produits sans marque et l'évolution des circuits de distribution en sont les principaux signes. Mais, si le constat paraît indiscutable, les facteurs explicatifs demeurent largement débattus. D'une part, il existe différentes explications concurrentes qu'elles soient économiques, sociologiques ou politiques. D'autre part, l'ampleur exacte de cette mutation comme son évolution future sont largement indéterminées. Dans cette optique, il a paru intéressant d'étudier ces différentes questions en réalisant une analyse critique d'articles ou d'ouvrages récents, traitant principalement de la France.

Le constat

Comme dans toute crise économique, les facteurs explicatifs comme le cheminement de la crise actuelle se révèlent différents de ceux des crises précédentes. Outre la profondeur du ralentissement et

la faiblesse de la reprise, un des phénomènes majeurs est l'augmentation très modérée du revenu des ménages et la faible croissance de la consommation tandis que les poids relatifs des différents postes du budget de consommation continuent de se modifier.

Dans une perspective de longue période, le poids relatif des différents postes de consommation dans le budget des ménages a considérablement évolué. Pour résumer, il est possible de constater une baisse relative des postes comme l'alimentation ou l'habillement au profit des dépenses de santé ou de transport (tableau n° 1). L'augmentation des dépenses de santé dans les pays européens est encore plus flagrante si les dépenses à la charge de la collectivité sont prises en compte. Ainsi, en France, la consommation de soins, qui a doublé en trente ans, atteint 7,7 % du PIB, c'est-à-dire 12,8 % de la consommation finale des ménages. Plus généralement, les fonctions, qui ne correspondent pas à des besoins de base mais plutôt à des services et des consommations immatérielles, occupent une part croissante dans le budget.

En France, l'augmentation du chômage et des prélèvements obligatoires a fortement ralenti la progression du pouvoir d'achat.

**Tableau 1. —
France, coefficients budgétaires (%)**

	1970	1980	1990
Alimentation, boissons, tabac	26	21,3	19,3
Habillement-chaussures.....	9,6	7,3	6,5
Meubles, art. ménagers, entretien.....	10,2	9,5	7,9
Logement, chauffage, éclairage	15,3	17,5	19,3
Services médicaux et de santé.....	7,1	7,7	9,4
Transports et communications	13,4	16,6	16,7
Loisirs, enseignement, culture.....	6,9	7,3	7,6
Autres biens et services.....	11,5	12,8	13,3
Total	100	100	100

Sources: INSEE, Comptes nationaux.

Selon les calculs de l'INSEE, le pouvoir d'achat n'a progressé que de 1,1 % en 1991 et de 0,8 % en 1992 et la consommation par tête, qui avait augmenté de plus de 2 % par an de 1986 à 1990, n'a progressé en moyenne que de 1 % en 1991 et 1992. En 1989, 8 % des ménages français comprenaient un chômeur et dépensaient 25 % de moins qu'hors chômage. Par ailleurs, les enquêtes de consommation menées par le CREDOC soulignent qu'une part non négligeable de la population n'est pas en mesure de satisfaire certains besoins de base et se restreint encore sur des biens de première nécessité en raison des contraintes économiques. En outre, contrairement aux crises précédentes et aux enseignements traditionnels de la théorie économique, le taux d'épargne a augmenté, du moins dans un premier temps, dans la plupart des pays

occidentaux. Cette augmentation de l'épargne, qui peut être rationnelle au niveau individuel, a tendance à aggraver la récession au niveau macro-économique car elle a un effet dépressif sur la consommation des ménages, qui est la composante principale du PIB. Néanmoins, en France, un redressement de la consommation peut être récemment observé, dû à une diminution du taux d'épargne.

Enfin, l'offre des biens de consommation courante se modifie actuellement en raison de la multiplication, à côté des produits de marques, des produits de marques distributeurs et des premiers prix. Par exemple, au Royaume-Uni, les marques distributeurs représentent plus de 25 % des ventes d'épicerie dans les supermarchés contre 15 % aux Etats-Unis. Parallèlement, les magasins de « Hard-Discount » comme Aldi ou Spar se développent dans l'Europe entière. Enfin, toutes les enquêtes de consommateurs montrent leur sensibilité accrue à la variable prix.

Les tentatives d'analyse

Face à cette nouvelle situation, les facteurs explicatifs et leur poids respectif apparaissent difficiles à discerner et plusieurs approches ont été proposées. D'un point de vue économique, la saturation de la demande comparée à la profusion de l'offre et la gravité de la crise économique sont les principaux facteurs explicatifs avancés. D'un point de vue sociologique et culturel, la période actuelle verrait un changement des valeurs des individus. Sur longue période, l'augmentation et la convergence du niveau de vie dans les pays développés a permis la diffusion sur grande échelle de nombreux biens durables et de développer de nouveaux

types de consommation notamment les loisirs et la santé. Cependant, puisque la diffusion de nombreux biens durables, particulièrement la voiture, est proche de la saturation, la demande se révèle une demande de renouvellement et est plus exigeante. A l'inverse, l'offre de produits, qui n'a jamais été aussi abondante, est en renouvellement extrêmement rapide. Par exemple, aux Etats-Unis, environ 16 800 nouveaux produits ont été introduits en 1992 tandis qu'il existe 200 différentes sortes de céréales pour le petit déjeuner. Mais cette variété paraît avoir un effet paradoxal sur le comportement des consommateurs, qui semblent penser qu'en définitive toutes les marques se valent : la surabondance banalise le produit et les marques. Surtout la multiplicité de l'offre par rapport à la demande implique que le consommateur occupe une position de force sur certains marchés.

La crainte du chômage, les menaces pesant sur le système de retraites, le recours excessif à l'endettement dans le passé récent et le pessimisme actuel sont sans doute les facteurs les plus importants pour expliquer la faiblesse actuelle de la consommation. Dans cette optique, c'est la prise de conscience par les individus d'une baisse de leur revenu sur leur cycle de vie qui conduirait à une baisse sensible et durable de leur propension à consommer. Néanmoins certains types de consommation connaissent encore une croissance relativement forte comme la consommation de santé. D'un point de vue économique, puisque la santé ne s'analyse pas comme les autres consommations, sa dynamique propre repose sur des comportements encore mal connus. Dans ce cas-là, l'analyse économique se borne à constater cette augmentation en se limitant à souligner sa liaison avec l'aug-

mentation du niveau de vie et la politique de l'offre. A cet égard, il faut remarquer que les médecins et les pouvoirs publics jouent un rôle prépondérant dans la consommation des dépenses de santé et que, pour l'instant, le prix ne joue pas véritablement son rôle de régulateur.

Selon certains, l'acte de consommer a une fonction symbolique puisqu'il se fonde sur deux éléments : un usage et une composante immatérielle. La fonction d'usage renvoie aux utilisations du bien ou à la satisfaction procurée par le service. La composante immatérielle recouvre la signification symbolique du bien ou du service qui doit être interprétée en relation avec un environnement social et culturel. En outre, puisque les besoins vitaux sont généralement satisfaits, la consommation répond à des motivations plus complexes et moins terre à terre tandis que, selon les enquêtes du CREDOC, plus d'une personne sur deux en France déclare effectuer des achats d'impulsion. Dans cette optique, les changements observés dans la consommation s'expliquent par une modification de la dimension immatérielle de la consommation et donc des valeurs des individus.

Selon Pascale Weil, l'évolution de la société de consommation peut être divisée en trois époques. Dans les années 60-70, la société était caractérisée par un imaginaire d'opposition c'est-à-dire où tout était organisé selon une logique d'affrontement : gauche/droite, passé/présent, centre/périphérie, etc. Les années 75-85 furent des années d'épanouissement de la société de consommation mais aussi des années charnières où la société changea de logique et de cadre : les comportements s'affinent et se nuancent tandis que les repères manichéens s'effondrent. En revanche, les années

La pyramide de Maslow

Maslow explique les comportements des consommateurs d'un point de vue psychologique, c'est-à-dire par l'analyse des besoins des individus, de leurs motivations et de leurs attitudes. Selon lui, cinq niveaux successifs de motivation régissent le comportement :

— *les besoins physiologiques* qui sont directement liés à la survie des individus (faim, soif, fatigue et besoins sexuels) ;

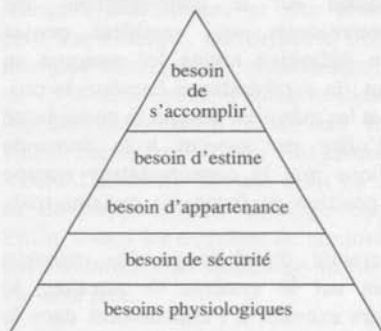
— *le besoin de sécurité* qui correspond au besoin d'être protégé contre les divers dangers qui peuvent menacer les individus. Des produits tels que les serrures, les assurances, la médecine préventive... font partie des produits qui peuvent satisfaire ce besoin de sécurité ;

— *le besoin d'appartenance*. L'homme a besoin de se sentir accepté et aimé par sa famille ou le groupe de personnes avec lequel il vit. Être inscrit à un club, à une association, voire à un parti peut correspondre, entre autres, à ce besoin d'appartenir à un groupe et de se sentir accepté par lui ;

— *le besoin d'estime* qui correspond au désir d'être estimé par soi-même et par les autres. Le souci de bien tenir son rôle social est un exemple de ce à quoi peut conduire le besoin d'estime ;

— *le besoin de s'accomplir* : le sommet des aspirations humaines suivant Maslow est l'accomplissement de soi. Ce qu'un homme peut potentiellement faire, il doit le faire. Ces besoins prennent des formes très variées selon les personnes.

Maslow estime que ces différents besoins sont hiérarchisés dans le sens où les besoins d'un niveau ne sont ressentis que si les besoins du niveau inférieur sont satisfaits. En les représentant par une pyramide, il montre la difficulté d'atteindre le sommet.



Source : Maslow, A.H. — « A Theory of Human Motivation ». — *Psychological Review* Vol. 50, 1943, pp. 370-396.

85-95 semblent favoriser un imaginaire d'alliance et de négociation : le dialogue et la communication sont encouragés, les jeunes cherchent à s'intégrer à la société, etc. Gouvernée par la forme, qui guide désormais les choix alimentaires, esthétiques ou de loisirs, la société de consommation serait entrée dans l'ère de la sagesse, de la régulation, de l'équilibre et de la qualité. Par ailleurs, l'individu a tendance à organiser une gestion quasi professionnelle de sa vie privée et est devenu un consommateur soucieux de sens (tableau 2). Faith Popcorn, qui fait une

analyse comparable, prédit une société où l'individu se recentre sur le foyer en attendant que l'environnement change (le « burrowing ») et se révèle de moins en moins sensible au superflu. De la même façon, le CREDOC estime que la majorité de la population, qui a dépassé les besoins immédiats, cherche à satisfaire des aspirations existentielles.

Plutôt que de chercher à les mettre en concurrence, l'approche économique et l'approche sociologique se révèlent complémentaires et interdépendantes puisque chacune ne peut prétendre proposer indi-

Tableau 2. — Les trois époques de la société de consommation selon Pascale Weil

1960-1970	1985	1990-1995
société du look	société du « look du sens » ? « avoir l'air d'avoir du sens » dans une société médiatique	
demande	boulimie	surproduction arbitrage 1990
comment mieux acheter ?		pourquoi re-acheter ? (quand on a déjà beaucoup)
consommation de biens d'équipement et de produits familiaux	consommation de produits personnalisés, individuels	consommation de services immatériels
culture écrite linéaire académique	culture « déstructurée » « clip » vitesse frénétique	réhabilitation récit de sa « lenteur » de sa linéarité
<small>Source : Weil, Pascale. — A quoi rêvent les années 90 ? Les nouveaux imaginaires. Consommation et communication. — Paris : Seuil, 1993.</small>		

viduellement une analyse cohérente et complète de la situation actuelle. Néanmoins, si la combinaison de ces deux approches semble nécessaire, elle se révèle difficile notamment parce que la démarche (l'horizon temporel, le degré de précision, les variables prises en comptes, etc.) n'est pas la même et parce que les conclusions peuvent être contradictoires. Ainsi, le changement de valeurs des individus, s'il se confirme, prendra évidemment plus de temps que l'évolution de la conjoncture économique : l'idéologie et les valeurs sont caractérisées par une plus grande inertie que l'économie. Par ailleurs, l'évaluation de l'impact économique des évolutions des valeurs demeure encore imprécise notamment

parce que les relations entre les valeurs et les comportements économiques sont mal définies et aussi parce que l'évaluation entre la part structurelle et la part conjoncturelle est imprécise. En outre, ces analyses débouchent parfois sur des conclusions contradictoires. Par exemple, les individus semblent, d'un côté, être guidés de plus en plus par un comportement économique et rationnel dans leur vie quotidienne et, d'un autre côté, rechercher des satisfactions autres que purement matérielles. Enfin, il faut se garder de succomber à un effet de mode car les discours sur les changements des comportements de consommation se sont récemment multipliés alors que le recul nécessaire est insuffisant. Considérant la fragilité des analyses, il s'ensuit un sentiment d'impuissance face aux évolutions actuelles dont les facteurs explicatifs demeurent en grande partie mystérieux.

Nouvelles stratégies et réflexions prospectives

Malgré la crise actuelle, certains comme Harry Dent n'hésitent pas à adopter une approche volontairement optimiste. Il part d'un constat : tous les pays industrialisés ont connu un baby boom après la Deuxième Guerre mondiale. Or ces générations du baby boom approchent de l'âge où la consommation atteint son maximum, c'est-à-dire entre 40 et 50 ans. Selon lui, la consommation, loin de s'effondrer en raison de la saturation ou du désenchantement, explosera entre la seconde moitié de la décennie 90 et les dix premières années du siècle prochain. Parallèlement, l'offre évolue et propose non seulement de nouveaux produits et de nouveaux services mais également de nouveaux processus pour produire et

vendre biens et services. Plus généralement, le vieillissement prévisible des sociétés occidentales amène à étudier les conséquences des variables démographiques, en particulier l'âge, sur la consommation. A cet égard, la consommation de santé a fait l'objet de nombreuses études et d'exercices de projections. Selon l'INSEE, à l'horizon 2010, l'effet du vieillissement, sans être négligeable, n'est pas prépondérant. Néanmoins, il faut souligner l'extrême sensibilité de ces projections aux hypothèses de base.

De nouvelles approches marketing sont élaborées, particulièrement aux Etats-Unis, pour mieux analyser les habitudes et les attentes du consommateur. Grâce à l'informatique, l'objectif est de connaître le plus précisément possible les achats pour enregistrer leurs réactions, déterminer des actions de promotion (par exemple, donner un coupon de réduction pour un achat de Coca-Cola aux acheteurs de Pepsi-Cola) ou mettre au point des campagnes de publicité. Plus généralement, le marketing du produit devient de plus en plus un marketing centré sur le client. Simultanément, les circuits de commercialisation semblent entrer dans une phase de profonds bouleversements comme le montre le développement du télé-achat, de l'EDI, etc.

En outre, les années futures verront sans doute une redéfinition de la consommation, notamment concernant la frontière entre consommation publique et consommation privée et entre achat de biens et prestations de service. Cette redéfinition s'effectuera en fonction des situations économiques et des traditions culturelles

de chaque pays. Par ailleurs, selon le CREDOC, l'offre des produits, en se centrant moins sur les aspects ostentatoires de la consommation, devrait aussi chercher à assumer une responsabilité sociale.

Enfin, considérant les besoins non satisfaits et les inégalités croissantes dans les pays développés, la reprise de la consommation passe sans doute par la réduction des inégalités et par la lutte contre les exclusions.

L'analyse des transformations de la consommation ne peut oublier de prendre en compte deux dimensions. Tout d'abord, la consommation doit être envisagée dans une perspective plus large intégrant notamment les mutations survenant dans l'activité productive. Plus précisément, la dématérialisation des processus de production et l'augmentation de la productivité exercent une influence indéniable sur la consommation. Par exemple, la réduction tendancielle du temps de travail crée de nouveaux besoins mais remet aussi en cause certaines consommations marchandes. Ensuite, la consommation dans les pays développés s'inscrit dans des économies en voie de mondialisation. Ainsi, l'importation de produits étrangers ou d'innovations jouent un rôle croissant dans le développement de nouvelles tendances. Par ailleurs, si la consommation apparaît moins soutenue et subit d'importantes transformations qualitatives dans les pays occidentaux, certains pays, comme les pays asiatiques, semblent, quant à eux, être entrés dans l'ère de la société de consommation tandis que d'autres, comme les pays de l'Est, veulent y entrer.

Bibliographie

- Beaudoin, Valérie ; Collerie de Borely, Aude. — « Le plaisir d'acheter n'a pas disparu ». — in *Consommation et modes de vie*, n° 80, octobre 1993.
- Bessen, Jim. — « Riding the Marketing Information Wave ». — in *Harvard Business Review*, septembre-octobre 1993, pp. 150-160.
- CETELEM. — *L'observateur du CETELEM*. — Paris : CETELEM, 1993.
- Chetochine Conseil. — « Le redoutable piège des premiers prix. » — in *LSA*, n° 1356, 24 juin 1993, pp. 80-84.
- Dent, Harry. — *Le grand boom de 1994*. — Paris : First, 1994.
- Deramon, Jean. — « Deux décennies d'expansion des dépenses de santé. » — in *Economie et Statistique*, n° 265, 1993-5, pp. 9-17.
- Drucker, Peter. — « La révolution de la grande distribution. » — in *Courrier International*, n° 149, jeudi 9 septembre 1993.
- Herpin, Nicolas. — « Les conséquences du chômage sur la consommation. » — in *Economie et Statistique*, n° 256, juillet-août 1992, pp. 43-59.
- Hourriez, Jean-Michel. — « La consommation médicale à l'horizon 2010. » — in *Economie et Statistique*, n° 265, 1993-5, pp. 17-31.
- Lahlou, Saadi ; Collerie de Borely, Aude ; Beaudoin, Valérie. — « Où en est la consommation aujourd'hui ? Une enquête sur le consommateur français des années 90. » — Paris : CREDOC, avril 1993.
- Marn, Michel V. ; Rosello, Robert L. — « Managing Price, Gaining Profit. » — in *Harvard Business Review*, septembre-octobre 1992, pp. 84-95.
- Popcorn, Faith. — « The Popcorn Report ». — New York, 1992.
- Weil, Pascale. — *A quoi rêvent les années 90 ? Les nouveaux imaginaires. Consommation et communication*. — Paris : Seuil, 1993.

Table ronde *futuribles international*

« **Les tendances du changement social en Europe occidentale** ». Jeudi 13 janvier 1994 avec M. Henri Mendras, Directeur de recherche au CNRS, Fondateur de l'Observatoire du Changement Social en Europe Occidentale créé sur le site du Futuroscope, et M^{me} Hélène Riffault, Présidente de l'Association pour la Recherche sur les Systèmes de Valeurs.

Pour tous renseignements complémentaires : Laurence Faupin,
Futuribles International - 55, rue de Varenne - F 75341 Paris Cedex 07
Tél. (331) 42 22 63 10 - Fax : (331) 42 22 65 54

1973-1993 : Les analyses économiques face à la crise dans les pays industrialisés

Continuité ou renouvellement ?

Que disaient les économistes il y a vingt ans ? Comment analysent-ils aujourd'hui le chômage, les crises monétaires, le rôle de l'Etat, la concurrence étrangère ... ?

Un dossier sur l'état de la recherche dans tous les domaines de la science économique. Tableaux synoptiques. Dans chaque partie, un encadré statistique fournit les chiffres-clés.

collection **Problèmes économiques**
n° 2319-2320. Sélection d'articles de revues françaises et étrangères
80 p., 30 F



50 numéros par an, abonnement 380 F

**bon de
commande**

à envoyer à

La **documentation** Française

124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers cedex
Téléphone (1) 48 39 56 00
Télécopie (1) 48 39 56 01

désignation

Participation aux frais de
facturation et de port
(sauf pour les abonnements)

total

+ 15 F

Nom

Prénom

Profession

Adresse

Code postal

Localité

Ci-joint mon règlement :

Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de
M. l'Agent comptable de
La Documentation française

Par carte bancaire.
Date d'expiration

N°

Date

Signature

Actualités prospectives

Idées et faits porteurs d'avenir

Cola contre Zola

Les Européens viennent de découvrir que, dans la discussion sur le marché unique américain (Alena), les Etats-Unis ont reconnu au Canada un particularisme culturel qui revient à protéger la production culturelle canadienne contre tout risque d'immersion sous la vague audiovisuelle d'Hollywood. Et, du coup, les Européens ravis de voir qu'ils ne sont pas seuls à mener le combat de l'identité culturelle affirment : tenons bon, sinon les Canadiens aussi se verront acculés à un Waterloo audiovisuel. A la fin du mois d'octobre, 101 intellectuels canadiens ont enfoncé le clou en appelant les Français à la résistance et à la défense de la langue.

Qui va gagner ? Le film américain *Jurassic Park* ou le français *Germinal* ? La bataille sur « l'exception culturelle » lancée par les Européens (et en particulier par les Français) est présentée par eux comme une nécessité de survie. Leur lutte vise à prévenir la vague de programmes américains qui pourrait suivre l'inclusion des programmes audiovisuels dans l'Uruguay Round.

De part et d'autre, les arguments ont été mille fois entendus. Au nom de la liberté de création, les Américains s'insurgent contre toute limite apportée à leurs ventes en Europe. La balance commerciale leur étant favorable (3,4 milliards de dollars) ils estiment que, de la même façon qu'on

ne peut obliger les Européens à voter dans tel ou tel sens, on ne peut les obliger à regarder 50 % de programmes européens.

Et les Américains de critiquer le système européen qui contrôle la chaîne de l'audiovisuel par les deux bouts, d'une part en obligeant les diffuseurs de télévision à réserver une part importante de la diffusion aux programmes nationaux (50 % en France), d'autre part en subventionnant la production locale.

« Sans les subventions », réplique Claude Berri, producteur et réalisateur de *Germinal*, « ce film n'aurait pas pu voir le jour ». Les Allemands vont plus loin. *Die Zeit* affirme que sans l'exception culturelle, il faudrait renoncer à la production de gens comme Fassbinder, Wim Wenders, Werner Herzog, Volker Schlöndorff, Rohmer, Rivette, Kaurismäki, Fellini, Godart, Angelopoulos ou Sautet. Une véritable catastrophe culturelle...

Et les Européens, comme un seul homme, de critiquer à l'inverse le « dumping culturel » que les Américains pratiquent en inondant le marché de produits stéréotypés et bon marché, après les avoir amortis sur leur immense marché, par ailleurs fermé aux Européens.

« Mais Jean-Jacques Annaud réalise aussi aux Etats-Unis » rétorquent les Américains, qui trouvent un défenseur très virulent en la personne de l'écrivain hispanophone Mario Vargas Llosa. Les producteurs français, dit celui-ci en sub-

stance, ne cherchent qu'à protéger des situations confortables derrière un rempart protectionniste. Mais les « cochonneries » de la sous-culture américaine ne seront-elles pas remplacées par les « cochonneries » des télévisions allemandes, espagnoles ou anglaises ? Ou bien alors les vilains Américains vont se trouver des hommes de paille qui créeront des sociétés fictives sur le continent pour contourner la loi. Cela mènera-t-il tout droit à une censure de type vichyste, selon laquelle seuls les « bons Français » seraient autorisés à produire ? Non, conclut l'écrivain. Les Européens, lorsque le Gatt audiovisuel sera signé, dit-il, n'auront qu'à s'organiser pour partir à la conquête du marché américain. Ils ont pour cela le talent et la culture universelle. Mais bien entendu, ils ne peuvent, à eux seuls, petits poucets, conquérir le nouveau monde et battre Hollywood. Raison de plus pour qu'ils s'unissent, tout comme en matière aérienne, Air France et Lufthansa peuvent le faire pour créer leur propre circuit outre-Atlantique.

La bataille reste ouverte. Il est possible que, sur ce dossier aussi, un accord intervienne avant la fin de l'année. En attendant, et pour répondre à la question posée plus haut, les champions des Américains et des Européens s'équilibrent à peu près. Jurassic Park, l'Américain et Germinal, le Français étaient, début novembre, à égalité à l'heure où nous mettons sous presse : 4 millions d'entrées chacun. A l'avantage de Jurassic Park, il faut préciser qu'il est sorti deux semaines après Germinal. A l'avantage du film français : une moins bonne performance à Paris, mais une nettement meilleure en province.

Les spécialistes le savent déjà : c'est Jurassic Park qui gagnera, avec sans doute un score proche de 10 millions

d'entrées au total, contre 7 à 7,5 millions pour le film français, ce qui reste un très grand succès. Mais lorsque Germinal franchira l'Atlantique, il y a fort à parier qu'il ne trouvera pas, comme à l'habitude, de distributeur prêt à le diffuser dans les Etats.

Source : El Pais, Die Zeit, The Economist.

L'entreprise démystifiée

La décennie quatre-vingt fut celle de l'entreprise superstar. Les Bernard Tapie ou Vincent Bolloré parlaient d'or, tenaient le haut du pavé et occupaient le petit écran, enflammaient l'imagination des étudiants en management.

Et puis voilà que l'image de l'entreprise se ternit à toute allure. Plusieurs études le confirment. La tendance est désastreuse pour les patrons et leurs sociétés. En 1991, voici à peine deux ans, les salariés qui n'accordaient pas de crédit à leur direction étaient minoritaires : 21 %. En 24 mois, ils ont plus que doublé : 43 %. Et le porte-parole de ces salariés désabusés pourrait être ce gréviste d'Air France qui, voici quelques jours hurlait, face à la caméra : « on en a ras le bol ».

Autre chiffre significatif. En 1989, 63 % des salariés étaient prêts à faire des sacrifices dans leur vie privée au profit de l'entreprise. Ils ne sont plus que 50 %. Les optimistes pourraient penser que la moitié, c'est encore beaucoup, mais les réalistes qui considèrent la pente de la courbe ont quelques raisons de s'inquiéter.

Le pire, c'est que ce sont les cadres qui, aujourd'hui, doutent. Une véritable crise de confiance qui, partie voici quelques mois des contremaîtres, atteint désormais les cadres supérieurs. Ils auraient, selon les analyses, trop donné et subiraient la crise qui les frappe comme une punition

inique. Alors ils prennent un peu de champ. Agnès Chauvin, directrice du cabinet de ressources humaines *Temps Dense*, donne l'exemple des informaticiens qui, voici une dizaine d'années, ont tout sacrifié à l'entreprise. Puis est venu le temps des charrettes. Et aujourd'hui, ils se sentent trahis. « Aujourd'hui, dit-elle, comme beaucoup de leurs collègues, ils ont pris conscience qu'il n'y avait pas que le boulot dans la vie ».

Quant aux patrons, ils sont sans doute aussi déboussolés que les cadres. Ils avancent en aveugle, sans perspective, mais hantés par une conjoncture économique et sociale il est vrai, fort inquiétante. Pierre Garcia, président des jeunes dirigeants d'entreprise l'avoue : « si on continue de casser de l'emploi comme le font certaines entreprises, on aura du mal à regagner nos galons ».

Bref, voici venu le temps du doute généralisé.

La gauche avait réhabilité l'entreprise. La question se pose aujourd'hui de savoir si la droite ne l'a pas démythifiée.

Source : *Libération*, 11 octobre 1993.

Chirurgie ambulatoire : un frein aux dépenses de santé ?

« Actes chirurgicaux ou investigations programmées, réalisés sous une anesthésie de mode variable chez un patient admis le matin et sortant le soir » : c'est ainsi que se définit la chirurgie ambulatoire (CA) ou chirurgie sans hospitalisation, aussi dénommée hôpital de jour. Quel est son intérêt ? Où est-elle pratiquée ? Quel développement pourrait-elle avoir en France ?

C'est pour tenter d'apporter des réponses à ces questions qu'a été organisée en

mars dernier par la Fondation de l'Avenir pour la Recherche Médicale Appliquée et avec le soutien de la Fédération Nationale de la Mutualité Française, une conférence « de consensus ». Le débat, qui a réuni nombre de chirurgiens, médecins, professionnels de la santé, personnel administratif, a porté sur le développement de cette forme de chirurgie en France, sur ses avantages et inconvénients, médicaux, sociaux et économiques, ainsi que sur ses formes d'organisation possible.

Cette pratique a été initiée dans le monde anglo-saxon. Aux Etats-Unis, près de 50 % des actes chirurgicaux sont effectués en ambulatoire, et 25 % en Angleterre¹. Alors qu'en France, même si la CA est pratiquée en ORL et stomatologie, et dans une moindre mesure en chirurgie de l'œil, de la main ou des varices, elle demeure encore balbutiante (4 à 10 % de l'activité chirurgicale du secteur public et 8 à 30 % du secteur privé²).

Cependant, plusieurs indices semblent aujourd'hui montrer la voie d'un futur développement de cette pratique en France.

Ce sont en premier lieu les progrès technologiques qui rendent tout simplement possible la CA : introduction de nouvelles techniques chirurgicales (surtout endoscopiques), progrès récents en matière d'anesthésie (produits à durée d'action très limitée, et induisant moins d'effets secondaires).

Un second élément poussant au dévelop-

1. Roulohamin, E., Harris, D., Jameson, A.M. — « Day Surgery : an economical way to reduce waiting lists ». — *J. Hand Surg.*, 1990, 15B, 366-367.

2. Rapport de la conférence de consensus. — « La chirurgie sans hospitalisation ». — Fondation de l'Avenir, Mutualité Française, 22, 23 et 24 mars 1993.

pement de cette pratique réside dans la qualité des soins prodigués, qui dans certains cas serait supérieure à celle de la chirurgie « normale » (un des avantages souvent cité par les chirurgiens qui la pratiquent est la diminution de la fréquence des infections et des complications thrombo-emboliques). La CA présenterait d'autre part² divers avantages du point de vue des patients et des équipes médicales. Elle contribuerait en effet à dédramatiser l'acte opératoire, ne modifierait pas l'environnement du malade, personnaliserait la prise en charge du patient, raccourcirait l'incapacité post-opératoire. Elle faciliterait, selon le rapport de conférence, la gestion des programmes opératoires et améliorerait les rapports entre chirurgien-anesthésiste-équipe soignante et médecin traitant, rendrait possible une plus grande flexibilité de l'activité opératoire, inciterait à la création de techniques nouvelles, et permettrait de supprimer pour les infirmières le service de nuit et les permanences le week-end.

Enfin, dernier point, la CA présenterait des avantages économiques potentiels en permettant une meilleure utilisation des ressources³. Elle serait susceptible, selon le rapport de conférence, de contribuer « dans certaines conditions » (le tout est de savoir lesquelles), à la maîtrise des dépenses de santé « en allégeant les structures hospitalières traditionnelles qui peuvent être mieux adaptées à leur vocation de traiter les malades "lourds" » et en diminuant le nombre de lits. D'ailleurs, pour certains médecins, la justification de la CA est avant tout économique : « elle réduit les coûts directs,

c'est acquis, et probablement indirects (reprise d'activité) »⁴.

Prenant appui sur une étude française réalisée par Santé Première⁵ qui aurait révélé que la CA permettrait de faire une économie de 15 % pour l'Assurance Maladie, certains praticiens défendent les potentialités économiques de la CA, et citent d'autres études américaines⁶ dont les résultats vont dans ce sens : la CA serait 55 fois moins chère que l'hospitalisation, toutes spécialités chirurgicales confondues !

Toutefois, le rapport de conférence tempère l'enthousiasme des praticiens et précise, en ce qui concerne l'efficacité médicale supérieure et la réduction des coûts, que s'il existe beaucoup d'études étrangères sur les performances médicales et économiques de la CA, il y a très peu d'essais randomisés⁷ comparant les mérites respectifs des deux types de chirurgie. Là il n'y aurait aucune étude française probante.

Il souligne néanmoins l'intérêt qu'il y aurait à explorer ce nouveau mode d'intervention chirurgicale rendu possible par les progrès technologiques : « de toutes ces analyses se dégage une tendance en faveur de l'intérêt qualitatif et économique de la chirurgie ambulatoire, même si cette conclusion n'est pas

3. D^r Demont, F. et D^r Legroux, Ph. — « La chirurgie ambulatoire, une meilleure utilisation des ressources ». — *Euromédecine* 92, Montpellier, 11-14 novembre 1992.

4. Docteur Houdart. — « La chirurgie ambulatoire ». — *Ann. Chir.*, 1992, 46, n° 6, 476-485.

5. Asseraf, J. — « Etude Comparative des Coûts ». — *One Day Clinic*, 1989, 2, pp. 53-55.

6. Les docteurs Foucher, G. et Meurice, M. citant Menguy, R., Roth, R.M. — « La chirurgie ambulatoire aux USA ». — *Chirurgie*, 1990, 116, p. 579-585.

7. La randomisation consiste à étudier un échantillonnage aléatoire destiné à réduire ou supprimer l'interférence de variables autres que celles qui sont étudiées.

étayée par des faits statistiquement significatifs ».

Et, anticipant un développement nécessaire (inélectable ?) de la CA, il préconise pour l'avenir une évaluation des résultats et des possibilités de celle-ci, afin de mieux l'organiser et d'en tirer tous les avantages.

Car la CA possède aussi des inconvénients et fait l'objet de résistances diverses. Embryonnaire, elle pourrait, dans un développement anarchique, produire les effets contraires de ceux attendus. L'augmentation des coûts par exemple : au-delà de l'investissement pour créer des structures spécifiques, il existe un risque d'ajout de nouvelles structures sans réduction des anciennes (des décrets ont été pris en France en octobre 1992 afin d'éviter cet inconvénient) ; de même il y a un risque pour l'Assurance Maladie de devoir prendre en charge des dépenses accrues dans le secteur privé ambulatoire sans diminution de la dotation globale des hôpitaux publics.

Le patient peut y trouver lui aussi des défauts, plus difficiles à supprimer : crainte psychologique liée à l'absence d'hospitalisation, charge (financière et morale) pour l'entourage qui doit être adéquat, difficulté éventuelle de maîtriser à domicile la douleur post-opératoire, possibilité d'une hospitalisation imprévue. Et en ce qui concerne les équipes, la CA impliquerait une plus grande disponibilité du chirurgien et de l'anesthésiste. D'autre part, d'un point de vue médical, la CA implique des contraintes et des choix difficiles.

Elle responsabilise un peu plus, le patient, le chirurgien, l'anesthésiste, le personnel de soins, et le médecin traitant qui assure la continuité des soins : ils devraient tous répondre à un certain

nombre de conditions et respecter des règles générale de sécurité évoquées en termes généraux dans le rapport de conférence mais non précisées, parce qu'elles posent problème. En effet au-delà des exigences de « bon sens », telles que, pour le patient, les conditions matérielles adéquates (domicile fixe, entourage disponible...), pour le chirurgien, l'anesthésiste et le personnel de soins une formation complémentaire, pour le médecin traitant, un lien organisé et systématique avec l'unité chirurgicale, la CA pose un certain nombre de problèmes graves. Entre autres : quelles sont les contre-indications psychologiques chez le patient ? Quels malades peuvent être concernés ? Comment élargir leur sélection⁸ ? Quelles interventions pourront être effectuées en CA ? Quelles seront les nouvelles fonctions et conditions de travail de l'anesthésiste ? Comment sera traitée juridiquement la question de la responsabilité (la jurisprudence étant aujourd'hui encore très réduite⁹) ?

Malgré ses divers avantages et ses potentialités, qui semblent réelles en matière de réduction des coûts liés à la chirurgie, l'essor de la CA semble poser en France encore plus de problèmes qu'il n'en résout. Il existe des obstacles psychologiques pouvant venir, selon le rapport, du patient, des praticiens hospitaliers, des généralistes, et des pouvoirs publics « qui peuvent redouter la dérive vers des indications opératoires excessives, à la suite

8. D^r Vercausse, P. — « La chirurgie ambulatoire : quels patients ? Quelles interventions ? Quelles procédures ? ». — *Euromédecine* 92, Montpellier, 11-14 novembre 1992.

9. Holender, L.F., Meyer, C., de Manzini, N. — « Les limites de la chirurgie ambulatoire ». — *Chirurgie*, 1990, 116, pp. 568-572.

La consommation médicale en 1992 en France				
	Valeur en millions de F	Taux d'évolution	Structure de la consommation de soins en %	
			1980	1992
	1992	1992/1993	1980	1992
1. Soins hospitaliers et en sections médicalisées..	288 189	6,5	53,2	48,1
— Soins hospitaliers :...	281 687	6,4	53,0	47,0
• publics	213 912	6,2	41,3	35,7
• privés	67 775	6,9	11,7	11,3
— Soins en Sections médicalisées	6 502	13,9	0,2	1,1
• publics	4 962	12,8		
• privées	1 540	17,6		
2. Soins ambulatoires	176 351	6,1	26,4	29,4
— Médecins	83 964	7,0	12,4	14,0
— Auxiliaires médicaux	26 902	6,7	3,1	4,5
— Dentistes	39 885	5,1	7,2	6,7
— Analyses	19 370	4,4	2,7	3,2
— Cures thermales	6 230	4,3	1,0	1,0
3. Transports de malades...	9 205	9,8	1,0	1,5
4. Médicaments	108 990	6,3	17,5	18,2
5. Prothèses	16 615	10,6	1,9	2,8
— Lunetterie	10 325	11,2		
— Orthopédie	6 290	9,7		
Consommation de soins et de biens médicaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	599 350	6,5	TOTAL	TOTAL
6. Médecine préventive	13 025	5,9	100	100
Consommation médicale totale	612 275	6,5		

N.B. : D'après le SESI, la chirurgie représente 70 % des soins hospitaliers en secteur privé. Par contre, il est impossible de connaître la part de la chirurgie dans les dépenses du secteur public, en raison du système de financement par dotation globale des hôpitaux publics.

de la banalisation et de la simplification des procédures ». Néanmoins, le développement de la CA, défendu par ses praticiens, est nourri par les progrès technologiques. La conférence, anticipant le mouvement, a le mérite de montrer la nécessité d'une réglementation réfléchie dans ce domaine d'activité, et présente par exemple, différentes possibilités d'organisation (structure intégrée, satel-

lite ou indépendante à l'égard des unités d'hospitalisation classiques ; cadre de la coordination du suivi en ville ; modalités de financement). Les évaluations qui seront peut-être un jour effectuées sur la CA permettront-elles d'alimenter le débat politique sur les modalités de son aménagement ?

Fabienne Game

Tempête sur les cadres

La tempête qui souffle sur les professions d'encadrement n'est pas calmée, bien au contraire. Selon une étude de l'APEC (association pour l'emploi des cadres), menée au niveau européen, le nombre de cadres en Europe va continuer de diminuer entre juin 1993 et juin 1994. Déjà, sur les douze mois précédant l'enquête, de juin 1992 à juin 1993, 618 000 départs de cadres ont été enregistrés contre 577 000 postes créés, soit par des embauches, soit par des promotions internes. C'est la première fois que la courbe du nombre d'emplois de cadres créés s'abaisse alors que, depuis 15 ans, elle avait été ascendante en permanence.

Le panel de l'APEC est constitué de 5 100 entreprises réparties dans les douze pays de la communauté européenne. Quelques petits problèmes se sont posés pour trouver l'équivalent des « cadres » français qui n'existent pas, dans le titre, dans les autres pays. Mais les auteurs de l'étude ont pu surmonter cette difficulté notamment en précisant dans les questionnaires ce qu'ils entendent par le mot français « cadre » et chiffrer à 8 millions les « cadres » européens, sur un total de 82 millions de salariés.

Source : Etude « panel » APEC, 6 octobre 1993. *Le Monde*, 8 octobre 1993.

L'inné et l'acquis

Parmi les mariages « homogames » (unissant deux personnes qui se ressemblent socialement) on distingue habituellement l'homogamie tenant à l'origine sociale et celle tenant au niveau d'études. La première témoigne d'une forte rigidité, la seconde d'une plus grande mobilité.

Les études menées, notamment par Alain Girard en 1964, témoignaient d'un équi-

libre à peu près parfait entre les deux tendances. Une étude récente, menée aux Etats-Unis prouve que l'homogamie par les diplômés a gagné du terrain. Une étude menée en France par Michel Forsé et Louis Chauvel indique que l'homogamie par le diplôme a pris le pas sur l'homogamie sociale.

Les chercheurs ont pris pour base de calculs l'enquête « Emploi » de l'INSEE de 1989. N'ayant pu trouver d'enquête équivalente dans les années 50, ils ont fait porter leur étude sur deux groupes de couples, les « jeunes » (dont l'épouse a moins de 36 ans) et les « vieux » (plus de 58 ans). Ils ont découpé ces couples en quatre catégories sociales (agriculteur, catégorie supérieure, intermédiaire et modeste) et en quatre catégories de diplômés (sans diplôme, CEP, études secondaires et supérieures).

Il ressort des calculs réalisés que « l'homogamie due au diplôme devance largement celle imputable à l'origine sociale ». Dans la jeune génération, l'homogamie est la plus forte pour deux catégories : ceux qui ont un CEP et ceux qui ont fait des études supérieures. Les auteurs résument l'enquête en affirmant que « la trajectoire propre des individus, en particulier pour ce qui concerne leur niveau d'éducation, devient plus déterminante ». Ce qui revient à dire en d'autres termes que « la position acquise prime aujourd'hui la position héritée, pour ce qui est du choix du conjoint ».

Source : *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1993.

Tokyo, ville la plus peuplée du monde

Tokyo a dépassé Mexico en nombre d'habitants. Selon une récente étude des Nations Unies, la capitale du pays du

Soleil Levant se serait accrue de 8 millions d'habitants entre 1990 et 1992, et en comprendrait aujourd'hui 26 millions. A l'inverse, Mexico en aurait « perdu » 5 millions pour tomber à un total de 15,6 millions durant la même période. De tels bouleversements sur deux ans sont pour le moins surprenants par leur ampleur et seraient tout à fait douteux si l'on omettait de préciser que l'ONU a redéfini à son usage le terme de « ville ». En effet, les chercheurs de l'ONU emploient dorénavant, pour estimer la population d'une ville, le concept « d'agglomération urbaine ». Celui-ci étend les limites de la ville aux zones denses qui lui sont contiguës, et étroitement liées par des infrastructures de transports et des migrations pendulaires, ce, indépendamment des démarcations administratives.

D'après Carl Haub¹, cette nouvelle définition de la ville ne sera pas sans effet sur les études démographiques qui seront effectuées à l'avenir. Toutefois, quelle que soit la définition adoptée, plus de la moitié de la population mondiale vivra d'ici l'an 2005, d'après l'ONU, dans des « zones urbaines », contre moins de 30 % il y a quarante ans.

1. Démographe du Population Reference Bureau.

Source : *The Futurist*, septembre-octobre 1993.

Démographie française

Selon le bilan démographique 1991 publié par l'INSEE, la France métropolitaine a franchi le cap des 57,2 millions d'habitants (soit environ un centième de la population de la planète) au 1^{er} janvier 1992, contre 56,8 millions un an plus tôt. Cette croissance serait due pour les trois

quarts à l'excédent naturel (naissances moins décès) qui se serait élevé à 234 371 (et ce malgré une chute des naissances de 0,4 % comparé à 1990) auquel il convient d'ajouter le solde migratoire évalué à 90 000 (en sensible augmentation par rapport aux années quatre-vingt). L'indice conjoncturel de fécondité qui semblait à peu près stabilisé depuis 1986 légèrement au-dessus de 1,8 enfant par femme, comme on l'avait observé au cours des deux années précédentes, a encore chuté, passant de 1,78 en 1990 à 1,77 en 1991, « la valeur la plus basse observée en dehors des périodes de guerre » note l'INSEE. L'espérance de vie par contre a continué à augmenter pour atteindre 72,9 ans pour les hommes et 81,1 ans pour les femmes.

La conjonction de ces deux phénomènes (baisse de la fécondité, augmentation de l'espérance de vie) tend à accroître le vieillissement de la population active qui comprend maintenant 11 millions de personnes âgées de 60 ans et plus (soit près de un Français sur cinq).

Le mariage entre Français poursuit son déclin (-2,4 % en un an), par contre les mariages entre étrangers et les mariages mixtes continuent à progresser (+8 % pour ces derniers).

Vers un modèle confucianiste de civilisation ?

Chef d'entreprise et professeur d'économie en Chine, polytechnicien en France, André Chieng¹ pense que la politique d'ouverture chinoise est irréversible. Mais ce n'est pas pour autant que la Chine, qui reconnaît aujourd'hui la supé-

1. Interview accordée à *Enjeux, Les Echos*, octobre 1993.

riorité occidentale en matière économique et scientifique est prête à adopter le modèle démocratique occidental.

Car en matière de politique et de culture, le pays-continent n'est nullement convaincu de la supériorité occidentale. Et André Chieng de rappeler que des Chinois comme Georges Yeo, le ministre de la culture de Hong Kong, formé pourtant en Occident, en appelle à la création d'un institut du Pacifique, qui contribuerait à la naissance d'un néo-confucianisme adapté au monde moderne. En d'autres termes, les Chinois qui ont déjà acquis un mode de vie occidental recherchent un nouveau modèle capable d'intégrer à la fois la modernité et leur tradition.

Si le président de la société *Asiatique européenne de commerce* reconnaît que les jeunes Chinois sont très soucieux de ressembler à leurs homologues occidentaux, il rappelle aussi qu'en Chine ces mêmes jeunes n'ont pas de responsabilités politiques ou économiques et que celles-ci sont l'apanage « d'hommes d'expérience ». L'un des fondements de la culture chinoise étant d'ailleurs que l'apprentissage auprès des anciens prime sur la créativité.

Dernière information de cet expert, très pénétré des deux cultures: les Chinois

ont horreur de l'imprévu. Et il affirme que l'histoire de la Chine enseigne que les choses ne se passent bien que lorsqu'elles sont prévisibles. La meilleure preuve pour lui: deux jours après Tien An Men, Deng Xiaoping affirmait que les événements ne remettaient pas en cause la politique d'ouverture. Sur le plan économique, affirme André Chieng, il n'y a pas eu de retour en arrière.

Sécurité: les faits et leur perception

Le sentiment d'insécurité n'est pas lié à l'insécurité elle-même mais à l'idée que les individus s'en font. La preuve: les catégories sociales les moins agressées éprouvent un sentiment d'insécurité plus grand que les catégories les plus exposées. Le résultat ressort très clairement du tableau ci-dessous.

Reste que l'interprétation de ce tableau n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire. Ainsi, pourrait-on se poser la question de savoir si les personnes âgées, ayant un fort sentiment d'insécurité, n'auraient pas davantage tendance à se calfeutrer chez elles, évitant ainsi de s'exposer aux risques, tandis que les jeunes, plus enclins à sortir parce que

Taux de « victimisation » (1986) au cours des 12 derniers mois et sentiment d'insécurité (1991, en %)						
Classe d'âge	Agressions	Violences familiales	Agressions sexuelles	Vols	Cambriolages	Sentiment d'insécurité
15-24	3,8	2,0	0,7	9,6	5,0	49
25-34	3,1	1,7	0,6	11,5	6,9	54
35-49	2,6	1,3	0,4	10,3	7,1	61
50-64	1,8	0,8	0,2	6,8	7,7	76
+ 65	1,5	0,2	0,1	4,4	4,3	77

Source: Enquête Cesdip, 1986, Zauberman & alii (1990) pour les agressions, cités par Lagrange (1993); Agoramétrie (1991) pour le sentiment d'insécurité.

moins craintifs seraient plus fréquemment victimes d'agressions ou de cambriolages durant leur absence. Ainsi le risque serait-il d'autant plus faible que sa perception serait forte et l'astucieux politicien devrait alors en déduire que le meilleur moyen d'assurer la sécurité serait de promouvoir le sentiment d'insécurité afin d'induire chez les victimes potentielles un comportement déjouant les malfrats.

On constate par ailleurs (enquête d'Agoramétrie 1991, calculs OFCE) que les personnes qui regardent la télévision plus de trois heures par jour, en particulier sur les chaînes populaires (TF1, feu La Cinq), ont un sentiment d'insécurité plus grand que celles qui ne regardent pas la télévision. Ainsi, 50,9 % des personnes qui ne regardent pas la première chaîne ont un sentiment d'insécurité, mais chez ceux qui regardent TF1, il est de 70,7 %. Il monte à 74,8 % pour les téléspectateurs de La Cinq (contre 57,1 % pour ceux qui ne regardent pas cette chaîne). On peut certes penser que les personnes qui regardent beaucoup la télévision, avec beaucoup de violences sont plus sensibles à l'insécurité. Mais on peut tout aussi bien penser que si ces personnes restent devant leur poste, c'est parce qu'elles craignent, en sortant, d'être agressées ou cambriolées pendant leur absence.

L'enquête, hélas, ne répond pas à ces questions et comme on le voit, de multiples interprétations sont possibles. Mais on peut quand même en tirer une conclusion. Les personnes craintives regardent la télévision plutôt que de sortir et les programmes populaires qui ont leur faveur, parfois très anxiogènes, renforcent leur sentiment d'insécurité. Ainsi se crée-t-il une escalade dans la perception que les Français ont de l'insécurité qui

est de plus en plus déconnectée de l'insécurité réelle, mais à terme peut, nous semble-t-il, contribuer à accroître cette insécurité « objective ».

Source : Observations et diagnostics économiques, juillet 1993.

En 2003, la fin du tunnel ?

Les économistes penchés sur la crise actuelle se perdent en explications sur le moyen d'en sortir. Encore faudrait-il savoir comment on y est entré. De ce point de vue, les théoriciens qui se rattachent à l'école des cycles de Kondratieff reviennent en force. Kondratieff (1892-1938), a inventé les cycles de trente ans. Selon son analyse, nous serions au milieu d'un de ces cycles et la sortie pourrait être, si l'histoire économique se répète, pour 2003. En fait, la crise pétrolière ne serait qu'un accident dans le cycle et nous serions entrés dans une période de contraction entre 1967 et 1973.

La crise selon Kondratieff est caractérisée par la récession, la crise agricole, la détente sur le marché des capitaux, la baisse des taux, la détente internationale. Le portrait n'est-il pas ressemblant ? Un économiste français, Paul Boccard, y ajoute un cycle démographique. La forte natalité en période d'expansion se traduit trente ans plus tard, dit-il, par le choc du « baby boom » sur le marché du travail. Alors, dans ces conditions, qu'est-ce qui nous fera sortir de la crise ?

Les investissements technologiques majeurs d'une part, répondent les « kondratieffiens », comme par exemple les « autoroutes du savoir » de Bill Clinton ou le projet « iridium » de Motorola. L'arrivée massive des jeunes sur le marché du travail d'autre part : ils font baisser le coût de la main-d'œuvre et donc permettent

aux profits de remonter et donc aux patrons de réinvestir.

Que le Kondratieff est joli quand on part du principe que l'histoire se répète, ou à tout le moins qu'elle bégaie.

Source : *Enjeux, Les Echos*, octobre 1993.

Le Sida au Japon

Les autorités japonaises ont sous-estimé l'épidémie de Sida dans leurs pays. Les statistiques officielles font état de 2 765 personnes infectées par le virus au mois de juin dernier : c'est peu au regard d'une population de 124 millions d'habitants. Près de 600 personnes auraient développé la maladie, parmi lesquelles 330 seraient décédées. Pour rappel, on compte aux Etats-Unis plus de 300 000 sidéens sur une population de plus de 255 millions d'habitants, et plus d'un million d'adultes présumés séropositifs¹.

De nombreux médecins de l'archipel, dont certains travaillant pour le ministère de la Santé, considèrent ces chiffres officiels comme étant bien en deçà de la réalité. Kenji Soda, de l'université de médecine de Yokohama, cherche à retracer la diffusion de la maladie depuis 1989 : selon lui, même en s'appuyant sur l'hypothèse la plus basse du taux de personnes séropositives, les chiffres réels seraient dix fois supérieurs à ceux cités plus haut. Au demeurant, les chiffres officiels eux-mêmes laisseraient entrevoir que le taux de croissance de l'infection est supérieur à ceux des autres pays, exceptés l'Afrique, l'Inde et la Thaïlande. Pourquoi le Sida est-il de la sorte

occulté dans un pays dont les qualités d'anticipation en matière économique ne sont pas à démontrer ? Le virus HIV y serait toujours perçu comme une menace pesant exclusivement sur les hémophiles, dont la moitié au Japon serait contaminée, les prostituées, et les homosexuels. De fait, un épais secret entoure la maladie : les médecins précisent rarement la cause de la mort sur le certificat de décès lorsqu'il s'agit du Sida, et ils omettent aussi très souvent — ce qui est plus grave — de signaler l'infection à leurs patients séropositifs. Toutefois, certains signes — préparation de campagnes d'information — sont annonciateurs d'une prise de conscience du danger croissant par les autorités nippones.

Source : *The Economist*, 4 septembre 1993.

L'avenir de Cuba

Quelle que soit l'évolution politique du régime de La Havane, les perspectives de l'économie cubaine sont extrêmement sombres. Telle est, d'après le *New York Times*, la conclusion d'un rapport de 674 pages, commandé par le Département d'Etat aux meilleurs spécialistes. Même des tentatives de réformes à la chinoise ne sauveront pas Cuba d'une explosion sociale. Les demi-mesures envisagées pourraient entraîner révolte et répression, suivies d'une guerre civile impliquant rapidement l'émigration vers Miami et l'intervention finale des Etats-Unis. Si en revanche le régime tient encore une dizaine d'années, ce sera au prix d'une considérable dégradation économique et sociale. L'hypothèse la moins probable reste celle d'une ouverture contrôlée et manipulée à la mexicaine. « Les conclusions les plus optimistes ne permettent pas d'entrevoir une île de Cuba plus

1. Denis-Clair Lambert. — *Le coût mondial du Sida, 1980-2000*. — Paris : CNRS éditions, p. 11.

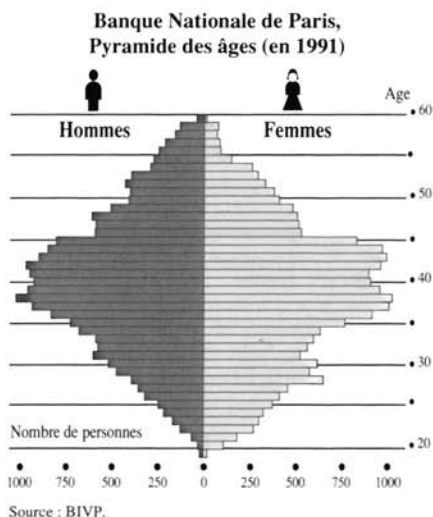
démocratique et plus prospère avant le début du prochain millénaire », indique le rapport.

Source : *Courrier international*, n° 160, 25 novembre 1993.

Automatisation bancaire

Va-t-on vers un système bancaire français entièrement informatisé ? La Banque Cortal, filiale de Paribas, fonctionne déjà avec quelques informations et de rares commerciaux qui gèrent leurs 80 000 clients en les voyant une ou deux fois par an. Par contre, les grandes banques, et notamment les « trois vieilles » (BNP, Crédit Lyonnais et Société Générale) n'en finissent pas et n'en ont pas fini de faire maigrir leurs effectifs. Essentiellement par non remplacement des partants et, lorsque les employés sont d'accord, par prime au départ (entre 150 000 et 350 000 Francs selon les établissements). Dernière innovation, la compensation bancaire informatisée qui permet d'échanger automatiquement 196 000 chèques en 20 minutes alors que le vieux système des salles de compensation obligeait les banques à traiter les chèques-papier par paquets de 1 000, procédure longue et surtout chère en main-d'œuvre. La prochaine étape serait l'image-chèque qui, en réalité, consistera à transformer les papiers en données informatiques numérisées. Ce qui veut dire que les manipulations de papier seront totalement supprimées.

A ce rythme, les plans sociaux n'ont pas fini de se succéder. Dans les années 60, lorsque la mensualisation des salariés a été décidée et que les banques ont pu ouvrir des guichets partout, les sociétés ont embauché à tour de bras. Le résultat, c'est qu'aujourd'hui la pyramide des



âges dans la banque présente une énorme boursofflure au niveau des 35-45 ans.

L'informatisation, aujourd'hui, touche tous les services les uns après les autres. Une employée résume l'ambiance : « c'est terrible : vous faites un travail qui vous plaît et puis, du jour au lendemain, le travail disparaît. Vous changez de poste, votre nouveau travail s'enfuit à son tour. Alors, l'après-midi, il faut faire traîner le peu de tâches qui vous restent pour tenir jusqu'à la sortie (...). On est en train de pourrir sur place ».

Les banques se savent condamnées à dégraisser en permanence. Seul frein à leur appétit d'informatisation : les conséquences sur leurs bénéficiaires. Ainsi, l'image chèque, en raccourcissant considérablement le traitement des sommes, les priverait des « jours de valeurs » sur lesquels elles réalisent une partie importante de leurs bénéficiaires. Mais la solution ne saurait tarder et aucune ne conteste qu'elles devront rapidement y passer.

Analyses critiques

LASSERRE, René ; LATTARD, Alain. — *La formation professionnelle en Allemagne : spécificité et dynamique d'un système.* — Paris : CIRAC, 1993, 128 p.

La formation professionnelle en RFA constitue une référence obligée dans le discours français sur l'insertion des jeunes et l'éducation. Est-ce dire pour autant qu'elle soit bien connue et comprise ? Le premier intérêt de ce petit ouvrage est de fournir une information précise et dense sur le système allemand de formation des jeunes. En tant que tel, il constitue un document de référence aisément accessible, propre à faciliter le dialogue entre responsables et acteurs de la formation au niveau européen.

Les auteurs insistent, d'entrée de jeu, sur le caractère central de la formation en entreprise dans la conception germanique de l'éducation et sur le fait qu'il est le produit d'une longue histoire. Les écoles de perfectionnement remontent au XVIII^e siècle, l'apprentissage industriel à la vague usinière de la fin du XIX^e, les profils professionnels reconnus, aux années 1930. La loi de 1969 constitue une synthèse et un compromis tardif, au terme d'une déjà longue évolution.

Un Allemand sur deux d'âge actif est diplômé du système dual. Celui-ci voit passer 70 % d'une classe d'âge. L'organisation repose sur le principe de subsidiarité, avec pour acteurs essentiels, les branches professionnelles et l'entreprise, dans un cadre fédéral et régional à la fois. Les jeunes formés en entreprises représentent 6 % des effectifs de celles-ci, cette proportion tendant à diminuer dans les moyennes unités (plus de 50 salariés) et plus encore dans les grandes (5 % seulement au-dessus de mille salariés) alors qu'elle représente jusqu'à 10 % de la main-d'œuvre dans les entreprises de taille réduite (5 à 20 salariés). Le point nodal du système est le règlement de formation (Ausbildungsordnung) qui définit les tâches à maîtriser, le déroulement de la formation, le contenu de l'examen terminal. Objet d'une négociation serrée, il rassemble les acteurs du compromis, d'une évolution continue, il est adapté

aux techniques les plus récentes (exemple : nette évolution vers des profils de polyvalence), d'une définition précise et partagée, il assure la transférabilité des compétences, c'est-à-dire la mutualisation de l'investissement en capital humain.

Le mode de financement du système dual repose à 80 % sur les entreprises elles-mêmes, sans que celles-ci soient pourtant soumises à une obligation légale de contribution (du type de la taxe d'apprentissage ou de la participation à l'effort de formation professionnelle). La rémunération de l'apprenti est faible (de l'ordre de 1 000 DM/mois souvent), mais s'y ajoutent celles (bien plus élevées) de nombreux formateurs à temps plein, les équipements et fournitures, au total 18 000 DM/an en moyenne, par jeune formé, et jusqu'à 30 000 dans les grands groupes, cela sans aucune exonération de charges sociales. L'employeur allemand est-il masochiste ? En fait, le calcul économique sous-jacent est fort différent du modèle français : la formation étant longue (2 ans 1/2), l'élève devient assez vite plus productif qu'il ne coûte et les autres frais décroissent, en valeur unitaire, du fait même de cette longue durée. Enfin, la transférabilité des compétences ou qualifications acquises garantit le retour sur investissement, associée à l'importance des effectifs formés et à la qualité de la formation. Il s'agit là d'un « cercle vertueux » dont peu d'éléments sont réunis chez nous : comment par exemple pourrions-nous fonder, comme en RFA, les qualifications et classifications sur les diplômes professionnels quand 2/3 des ouvriers (1/3 seulement en Allemagne) n'ont aucun titre ?

L'ouvrage ne conclut pas sur cette justification du fordisme à l'allemande et son corrolaire : l'absorption des ouvriers et techniciens dans une classe moyenne centrale. Il relève quelques failles dans le développement récent du système dual et s'interroge même sur son avenir, dans la mesure où il repose sur une situation technique, sociale et professionnelle dont les éléments seraient dépassés. Auquel cas, le malaise qui apparaît çà et là deviendrait annonciateur d'une faillite à terme.

Les symptômes constatés concernent les ruptures de contrat du fait des apprentis (un quart des formations en cours), la montée de l'âge à l'entrée des jeunes en formation professionnelle (de 18 ans en 1970, la moyenne d'âge est passée à 19 ans), la baisse en valeur absolue du nombre des diplômes délivrés (532 000 en 1990 pour 680 000 en 1987). Les jeunes allemands ont tendance à maximiser et à diversifier leur formation tant générale que professionnelle tout en connaissant une entrée plus instable que leurs aînés dans la vie active. Enfin, l'offre de places en formation — encore excédentaire — stagne voire diminue dans certaines professions et les enseignants des écoles professionnelles ont perdu tout prestige. Il existe donc un risque de désorganisation des flux classiques, de « désordre » structurel du système.

Ces tensions sont imputables à un investissement de précaution dans la formation générale, à un manque de visibilité sur l'avenir de nombreux métiers, aux difficultés de gestion des qualifications dites « polyvalentes » ou « transversales » négociées et instituées par les branches ou entreprises les plus avancées. La notion de groupe central professionnel qui a fondé le système s'estompe car le public se diversifie, tout comme les besoins et les capacités d'accueil des entreprises.

La question déterminante pour l'avenir du système dual réside donc dans sa capacité à absorber la diversification des besoins, à parvenir, par exemple, et tout à la fois, à réhabiliter les formations dans l'artisanat, et à différencier des paliers ou des options dans la formation à un même métier.

Il reste que ce sont là des préoccupations perfectionnistes, qui ne sauraient faire oublier l'efficacité globale et la pertinence d'un système à la sortie duquel le taux de chômage est négligeable (inférieur à celui des diplômés de l'université), la promotion interne facilitée et fréquente, la main-d'œuvre suffisamment performante pour équilibrer par sa valeur ajoutée des coûts salariaux élevés. A l'heure où la France envisage 80 % de bacheliers, en majorité de l'enseignement général, la RFA s'inquiète d'atteindre 35 % de titulaires de l'Abitur. Elle ne voit d'autre issue que de les ramener, après l'obtention de ce diplôme, vers la formation professionnelle en entreprise, qui reste donc, invariablement, la référence qu'aucun élément nouveau ne semble devoir, à moyen terme, pouvoir remettre en cause.

A notre valorisation du savoir et du diplôme, l'Allemagne continue d'opposer celle du savoir-faire et de la qualification.

Bernard Legendre

SAINT-ÉTIENNE, Christian. — *Génération sacrifiée. Les 20-45 ans.* — Paris : Plon, 1993, 124 pages.

Avec sa « Génération sacrifiée », Christian Saint-Etienne ne délaisse certes pas l'économie et la finance, ses domaines d'investigation favoris. Mais il se livre aussi à un véritable plaidoyer pour la vertu. Sous réserve qu'elle soit « joyeusement pratiquée », celle-ci lui paraît être en effet la seule à même de nous faire entrer dans la civilisation du temps et de nous permettre, ce faisant, de contrôler « l'Anti-renaissance et les égoïsmes intergénérationnels qui menacent les fondements de notre liberté ».

Caractérisé par un rétrécissement de l'espace et de l'horizon temporel et aussi par l'apparition de désordres en tous genres liés au développement de la science et de la technique, le dernier quart du XX^e siècle marque, pour

Christian Saint-Etienne, le reflux des ambitions de l'Humanité et la fin d'un mouvement ascendant entamé il y a quelque cinq cents ans ; en d'autres termes, le début de l'Anti-renaissance.

Cette nouvelle période qui s'ouvre dans l'histoire humaine coïncide avec un vieillissement démographique d'une ampleur inégalée jusqu'ici, tout spécialement dans les pays les plus développés. Dans ces derniers, l'Anti-renaissance qui dessèche les cœurs, qui avive les intégrismes religieux ou politiques, conduira aussi, si l'on n'y remédie, les générations à s'entre-déchirer.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays riches ont profité d'une conjoncture particulièrement favorable pour mettre progressivement en place des systèmes de protection sociale toujours plus complexes et plus généreux. Moyennant des prélèvements sans cesse plus importants opérés sur les richesses nationales produites par des populations jeunes (dont les effectifs stagnent, quand ils ne déclinent pas), ces systèmes bénéficient, de plus en plus, aux individus âgés. Maintenus tels quels, ils pourraient très rapidement ne plus bénéficier à personne.

En France, les égoïsmes intergénérationnels sont plus exaspérés qu'ailleurs, parce que le chômage des jeunes et le poids des prélèvements en faveur de la vieillesse y sont plus importants, tout comme la probabilité d'une réduction des pensions et de la couverture contre le risque maladie qui guette la génération actuelle des 20-45 ans lorsqu'elle parviendra à l'âge de la retraite. Et la faute en incombe, estime Christian Saint-Etienne, au législateur qui a fondé sur la seule répartition le système des retraites, qui a fait dépendre presque exclusivement des cotisations des actifs le financement du système de santé, qui a uniformisé à l'excès l'enseignement secondaire, et qui persiste, à bien des égards, dans ces diverses voies, courant ainsi le risque de transformer en tragédie collective le formidable progrès que constitue, pour le genre humain comme pour chaque individu, l'allongement conséquent de la durée de la vie.

Pour éviter que l'irréparable ne se produise, Christian Saint-Etienne propose notamment :

— de geler le poids global des pensions de retraite par répartition au niveau actuel de 12 % du Produit intérieur brut (PIB), le niveau de vie moyen des personnes âgées étant désormais très satisfaisant, comparativement à celui des actifs ;

— de mener « une action déterminée de limitation des dépenses de santé prises en charge par la collectivité afin d'arrêter la progression du coût de la protection sociale publique » ;

— de favoriser ouvertement, comme cela se fait déjà, par exemple, en Allemagne, la mixité répartition-capitalisation de notre système de retraite. Cette réforme « permettrait de rétablir l'équité des transferts entre générations » et

relancerait aussi l'épargne longue, dont on sait qu'elle est le fondement de tout renouveau industriel ;

— de défiscaliser totalement le revenu placé à long terme, et de façon beaucoup plus avantageuse qu'actuellement les donations afin d'organiser le rajeunissement des détenteurs de patrimoine.

Pour aussi nécessaires que soient les remèdes purement économiques, ils ne suffiront pas cependant à désamorcer la guerre des âges. « Une révolution culturelle s'impose pour lutter durablement contre une certaine tendance suicidaire du corps social ». Cette révolution consiste dans un rééquilibrage de la redistribution des revenus par la redistribution du temps.

Christian Saint-Etienne défend l'idée d'un double système de parrainage dans le monde du travail et dans le cercle familial :

— le premier, inspiré du modèle japonais, viserait à associer, dans les entreprises, les jeunes de 18-30 ans à des tuteurs choisis parmi les actifs de 45 à 60 ans et auxquels serait confiée la mission de transmettre une expérience et un savoir-faire personnels ainsi qu'une mémoire collective ;

— le second chercherait à soulager les chargés de famille en leur associant de jeunes retraités en bonne santé astreints à un service national de deux ans, à raison de 12 à 16 heures par semaine, 8 à 9 mois par an.

Pour leur part, tous les jeunes des deux sexes seraient contraints d'effectuer un service national d'un an avec pour triple mission de renforcer la protection civile du territoire, de participer activement à la protection et à l'amélioration de l'environnement, de contribuer à un programme national de prise en charge de la dépendance physique et morale des 75 ans et plus.

Outre ces dispositions, qui devraient permettre un « enrichissement entre les générations », Christian Saint-Etienne plaide pour un développement du travail à temps partiel, un essor des congés sabbatiques rémunérés et pour la possibilité donnée à chaque adulte ayant contribué pendant une période minimale au régime public de protection sociale de « réaliser au moins un rêve fou » (acquisition d'une formation professionnelle complémentaire, action sociale personnelle au service de handicapés, traversée d'un continent à cheval...), en disposant du temps nécessaire.

Pour qu'ils redonnent des perspectives d'avenir plus attrayantes à la génération des 20-45 ans, le rééquilibrage des transferts intergénérationnels, la promotion de nouvelles solidarités et la reconquête, par chacun, de nouveaux degrés de liberté dans la gestion du temps de la vie doivent nécessairement s'inscrire dans un projet politique « fondé sur un humanisme renouvelé, s'inscrivant dans un Etat de droit et intégrant la responsabilisation des décideurs par l'évaluation et le contrôle ».

Christian Saint-Etienne l'affirme : les jeunes générations insistent sur la nécessité d'une dimension morale dans l'action politique et dans la vie quotidienne et professionnelle. Consciemment ou inconsciemment, elles s'inscri-

vent donc dans une démarche aristotélicienne de recherche du vrai bonheur par la vertu, ce retour au premier plan de la vertu n'étant qu'une manifestation de l'Anti-renaissance. Donnons-leur satisfaction. Instaurons, au lieu et place de la régulation par l'argent qui prévaut aujourd'hui, une régulation par la vertu. Une vertu qui n'excluerait pas le plaisir dans une civilisation du temps à nouveau retrouvé, mais une vertu « républicaine et laïque, car il ne s'agit pas de tomber dans le piège éventuel d'une vertu téléguidée, étroitement religieuse ou politiquement bien-pensante ».

D'aucuns jugeront peut-être que faire une telle place à la vertu confine à la naïveté. D'autres, ou les mêmes, estimeront peu réalistes certaines mesures préconisées. A tous ces lecteurs, Christian Saint-Etienne oppose, par avance, une fin de non-recevoir : « une guerre des générations est-elle vraiment plus réaliste et acceptable ? ».

Convenons avec lui qu'elle ne l'est pas et qu'il faut impérativement la désamorcer.

Comment entend-il efficacement et durablement enrayer la progression des dépenses publiques de santé (de +4,5 à +5 % l'an, en volume, actuellement) sans provoquer la guerre sociale tant redoutée et honnie ? A ce propos, même le lecteur bienveillant aurait apprécié qu'on lui exposât un catalogue de mesures solidement argumenté plutôt qu'une simple profession de foi.

De même, lorsque l'auteur propose « d'afficher clairement que le taux de retraite par répartition baissera de 70 % à 60 % et que les versements complémentaires de retraite par capitalisation, à hauteur de 10 % du salaire de référence, dépendront de l'effort d'épargne de chacun », le lecteur peut légitimement se demander en quoi une telle réforme abaissera le poids total des « prélèvements-retraite » dans le revenu des actifs ? Certes, lesdits actifs seront davantage en droit d'affirmer qu'ils paient pour leur retraite. Mais est-il besoin pour cela de recourir à la capitalisation ? Jacques Bichot a, par exemple, récemment proposé (dans *Quel avenir pour les retraites ?*¹), d'asseoir davantage encore ce droit, dans le cadre d'un système qui fonctionnerait toujours sur le principe de la répartition, une répartition enfin « fondée » il est vrai.

Avec un tel titre, le dernier ouvrage de Christian Saint-Etienne ne pouvait pas ne pas attirer l'attention d'au moins un lecteur démographe. L'auteur souffrira donc que ce lecteur lui fasse grief d'avoir abusivement pratiqué l'amalgame en considérant comme un tout homogène une population, « la génération des 20-45 ans », qui ne l'est guère. Dans cet ensemble en effet, figurent des individus, qui supportent « les taux de prélèvements les plus élevés de l'histoire » (incidemment, quand le niveau de vie moyen est très élevé,

1. Voir l'analyse de cet ouvrage par Gérard Calot, *Futuribles*, n° 179, septembre 1993, page 23.

comme c'est aujourd'hui le cas en France, un très fort taux de prélèvements est-il plus insupportable qu'un taux plus faible lorsque le niveau de vie moyen est lui aussi beaucoup plus faible, comme c'était encore le cas en France, il y a simplement un quart de siècle ?), mais qui sont massivement actifs et souvent aux commandes de l'économie, et qui sont aussi en âge d'être les parents des individus les plus jeunes, lesquels sont encore en quête d'un diplôme ou d'un emploi, ou à peine installés dans leur vie professionnelle et familiale.

Vouloir faire cohabiter des 20-25 ans ou des 20-29 ans avec des 40-45 ans est une chose. Gommer leurs différences en est une autre.

Alain Parant

FRIEDBERG, Ehrard. — *Le Pouvoir et la Règle. Dynamiques de l'action organisée.* — Paris : Le Seuil, 1993, 413 pages.

Ce livre d'Ehrard Friedberg se présente comme une « nouvelle synthèse » des travaux français de sociologie des organisations, qui fait suite à *L'acteur et le système* rédigé en collaboration avec Michel Crozier et, à ce titre, il permet de prendre une vue d'ensemble des idées directrices et des méthodes de l'« approche organisationnelle » telle qu'elle se pratique en France, en particulier au Centre de Sociologie des Organisations que dirige maintenant l'auteur. Le mode de présentation et le style d'exposition adoptés sont probablement indispensables à un ouvrage de type « académique »¹, mais ils ne facilitent pas l'accès du lecteur non averti. Même le lecteur quelque peu au courant — c'est, je l'espère, mon cas — n'arrive pas à dégager le sens de formulations pour initiés du genre « construit de jeu » (pp. 108, 137, 250) ou « structuration sociale du champ d'action » (pp. 130, 177, 275). Ma présentation du livre n'essaiera donc ni de le résumer fidèlement ni d'expliquer ce que veut dire son titre magnifiquement obscur, mais s'attachera plutôt à montrer comment quelqu'un de raisonnablement bien informé de la démarche prospective et de son histoire peut réagir face à un mode d'approche à la fois remarquablement proche et différent d'elle.

Retraduite dans un langage semi-profane, l'approche organisationnelle me semble présenter deux caractères saillants : primauté de l'optique « micro », individualisme systémique.

1. Encore que pour ce type de livre un index des concepts eût rendu bien des services. Quant à l'index des noms propres, lui aussi absent, il eût suffi de doter chaque entrée de la bibliographie des pages correspondantes (j'ai fait ce travail lors de la lecture : il n'a rien de surhumain).

D'une sociologie centrée sur les organisations, on peut s'attendre à ce qu'elle soit une sociologie de la partie plutôt que du tout, donc une « *micro* »-approche. Il est néanmoins frappant de voir avec quelle constance le « global » ou le « sociétal » est ici relégué dans les coulisses :

— « L'ensemble social » est perçu comme fragmenté et radicalement hétérogène (p. 179 ; id. p. 247 : « la réalité sociale est fractionnée »).

— « L'ordre global », s'il existe, ne peut être saisi que « dans ses réfractions dans le contexte d'action empirique » qui est l'objet de l'analyse microsociologique (p. 316).

— Mais a-t-il une réalité ? « Il y a bien des régulations plus globales » qui débordent les limites des systèmes d'actions spécifiques étudiés au coup par coup, mais l'analyse organisationnelle n'est pas à même de les appréhender directement, de sorte qu'elle « renonce à analyser la totalité » (pp. 181-182) et s'abstient d'essayer de « reconstruire la structure sociale générale » (p. 294). Ceux qui la pratiquent savent qu'ils ont affaire à « une pluralité de systèmes, dont aucun ne détermine les autres — même pas en dernière instance — qui ne se recoupent que très partiellement et dont les principes de régulation n'obéissent à aucune logique transversale et dominante » (p. 246). Ce n'est pas qu'elle cultive par plaisir les approches parcellaires au ras du terrain, mais la seule vision globale qui lui soit permise concerne les micro-systèmes d'acteurs à analyser (p. 328), dont elle s'efforce de démonter les comportements et les modes d'ajustement.

A tort ou à raison, je ne trouve pas d'expression plus adéquate qu'*individualisme systémique* pour caractériser la façon dont les microsystèmes d'action collective qu'étudie l'approche organisationnelle sont interprétés.

— Individualisme parce que les « acteurs » dont l'univers organisationnel est peuplé sont des êtres humains concrets, dont la conduite ne peut pas être connue *ex ante* ou élucidée *ex post* grâce à des présupposés théoriques du genre normes culturelles, « fausse conscience », comportement maximisateur ou logique des structures.

Ces acteurs sont à la fois égaux et inégaux entre eux. Ils sont égaux quant à ce qu'on pourrait appeler leur statut ontologique, en ce sens qu'il n'y a pas de place ici pour les classes sociales ou les mouvements sociaux chers à la macrosociologie, qui sont supposés être les pilotes du processus historique : auront rang d'acteurs ceux qui, dans un champ d'action collective donné² ont

2. Ce peut être le fonctionnement d'une firme (ou d'une branche), d'un ministère ou d'une agence publique, d'une ou plusieurs universités, de tout ou partie du marché du travail, dépassant donc l'optique stricte des organisations conçues comme des « ensembles humains formalisés et hiérarchisés » en vue d'assurer la coopération et la coordination de leurs membres dans l'accomplissement de buts donnés (définition donnée par Friedberg dans le *Traité de sociologie* dirigé par R. Boudon, PUF, 1992, p. 351).

un comportement susceptible d'y laisser une trace même modeste. Ils sont en revanche inégaux quant au pouvoir — encore que nul n'en est totalement et définitivement dépourvu —, un pouvoir défini comme « la capacité d'un acteur à structurer des processus d'échange plus ou moins durables en sa faveur, en exploitant les contraintes et les opportunités de la situation pour imposer les termes de l'échange favorables à ses intérêts » (pp. 117-118). Ajoutons que le pouvoir est susceptible d'émaner de deux sources : d'une part, « la pertinence des possibilités d'action de chacun des participants pour la solution ou, du moins, le contrôle et la gestion des problèmes sur lesquels bute la réalisation des [initiatives] ou des souhaits des autres », d'autre part, « la liberté ou la zone d'autonomie dont [chaque participant] dispose dans les transactions avec les autres et qui détermine la prévisibilité de son comportement par les autres » (pp. 118, 120).

— Systémique, en un sens cependant très particulier (p. 225), qu'il s'agit de purger de toute connotation fonctionnaliste ou cybernétique, pour ne retenir que l'hypothèse de travail de « l'existence d'un minimum d'ordre et de régularité derrière l'apparent désordre des stratégies de pouvoir des acteurs individuels et collectifs placés dans une situation d'interdépendance stratégique, en un espace d'action donné » (p. 226). Autrement dit, dans chaque cas « le » système n'est pas connu d'avance, il faut le reconstituer par induction à partir des résultats d'enquêtes dans lesquelles le qualitatif prédomine.

J'ai évidemment tendance à penser qu'une confrontation entre *démarche prospective* et *approche organisationnelle* ne serait pas sans intérêt³. Elle est virtuellement absente du livre⁴, mais celui-ci recèle néanmoins quelques opportunités de comparaison, que je regrouperai sous trois rubriques : similitudes, oppositions, complémentarité.

Les similitudes sont au nombre de quatre. Le passage (p. 310) sur l'impossibilité de tirer des éléments prévisionnels d'une analyse organisationnelle, vu l'impossibilité de « prédire ce qui fondamentalement correspond à l'agrégation d'une série de décisions individuelles et collectives » (p. 310 ; on est surpris de ne pas voir citer ici Merton). L'importance accordée à un « groupe d'utilisateurs » souvent oublié par les chercheurs, à savoir les personnes appartenant aux « contextes d'action étudiés », et l'idée selon laquelle « les résultats de la recherche doivent parler aux intéressés » et leur permettre d'en « tirer des enseignements à leur niveau » (pp. 316-317), trouveront un écho favorable dans la communauté des prospectivistes, étant toutefois précisé qu'en matière de prospective, le public concerné peut être fort large (pensons aux lecteurs du

3. On pourrait dire qu'une telle confrontation est dans l'esprit de la méthode comparative dont Friedberg fait un éloge fort convaincant au chapitre 10.

4. Bertrand de Jouvenel est bien mentionné, mais c'est par une référence très allusive à *De la Souveraineté* (p. 272).

rapport Interfuturs...). Même écho favorable certainement en ce qui concerne la place faite à ce que l'on est convenu d'appeler le jeu des acteurs, c'est-à-dire l'attribution aux différents intervenants publics et privés concernés de stratégies aussi proches que possible de ce que sera leur comportement affectif. Je ne peux toutefois m'empêcher de penser qu'ici, les prospectivistes ont pas mal à apprendre des sociologues des organisations. Enfin, E. Friedberg fait observer qu'en donnant au politique des leçons de modestie par la mise en évidence des « régulations locales qu'il s'évertue à infléchir et à réformer », l'approche organisationnelle « constitue bien un vaccin antitechnocratique » (p. 183). Or dans une anthologie de B. de Jouvenel récemment parue⁵, on trouve un texte connu, « Du pouvoir actif » dans lequel l'auteur propose, pour « restaurer une discussion publique à large participation », de soumettre au débat « différentes versions de l'avenir social, pour une année d'horizon donnée, toutes comprises dans les limites du faisable » (p. 524)⁶.

A ces convergences s'opposent trois divergences d'ampleur variable, dont les travaux de prospective peuvent, également, tirer parfois quelques enseignements.

Il y a d'abord le rappel des travaux de Simon et March des années 50, qui ont montré que la rationalité des choix humains est soumise à deux limites irréductibles : premièrement, l'information d'un décideur est toujours incomplète, de sorte que les « alternatives » réellement soumises à comparaison sont toujours peu nombreuses ; deuxièmement, l'optimisation des solutions envisagées est un processus mental trop complexe pour être envisageable de manière réaliste. J'ai quelquefois le sentiment que ces constats mériteraient plus d'attention qu'on ne leur en accorde d'habitude dans les travaux de méthodologie prospective.

Le second point de divergence, qui sera peut-être contesté, a trait à l'intéressant contraste que trace Friedberg entre deux logiques (p. 340), avec d'un côté « une logique de la participation qui cherche à mobiliser des compétences, des expériences et des savoir-faire au service d'un projet de changement » et, de l'autre, « une logique de la représentation des intérêts qui a son incarnation dans les instances représentatives du personnel d'une organisation ». La première, inégalitaire du fait de l'inégale répartition des savoirs, cherche à changer les arrangements existants, alors que l'autre est d'inspiration égalitaire et assure la défense des arrangements existants (les « droits acquis »). Il me semble que lorsque la littérature prospective — en particulier dans sa formulation régionale — fait de la prospective un instrument en quelque sorte naturel de la démocratie, elle aurait intérêt à se référer

5. B. de Jouvenel. — *Itinéraire (1928-1976)*. — Paris : Plon, 1993. J'ai commenté ce livre dans le précédent numéro de *futuribles*.

6. Cependant, on verra plus loin (divergence n° 2), que les rapports entre prospective et démocratie peuvent parfois être problématiques.

à cette distinction et à méditer la tension entre les deux logiques qu'évoque Friedberg.

La troisième divergence, malheureusement à peine esquissée (p. 378, note 2) est aussi la plus radicale. Friedberg y reprend à son compte une critique de la pensée manageriale qui lui reproche de se focaliser sur les objectifs et sur le futur, en insistant au contraire sur l'importance d'une réflexion centrée sur le passé et sur le vécu d'une organisation.

Je ne saurais trancher ici cette querelle, mais la présentation du troisième champ de comparaison, celui de la complémentarité⁷, me permettra d'esquisser une position de compromis. Je crois pouvoir interpréter la position « anti-futur » de Friedberg par l'ancrage organisationnel de sa réflexion. Dans une firme, le fait de tenir sur le futur un discours en termes normatifs peut représenter une fuite en avant, une ruse pour se dispenser de regarder en face les dysfonctions dont tout le monde s'accommode tout en les jugeant inévitables. Pourtant, à côté de ce mauvais usage de l'orientation prospective, on peut faire valoir qu'il existe un usage légitime consistant à explorer le contexte évolutif d'une organisation (ou d'une entité plus large) pour tenter de déceler les « défis » auxquels elle pourrait être confrontée dans les années qui viennent. Pour prendre un exemple qui, je crois, avait beaucoup marqué B. de Jouvenel, celui de la décision de construire la ligne Maginot, j'ai l'impression que les entretiens semi-structurés d'une analyse organisationnelle auraient été ici moins éclairants qu'une réflexion de prospective contextuelle sur l'environnement géopolitique dans lequel les forces françaises étaient susceptibles d'intervenir au cours des années 30. Tout au plus auraient-ils permis de mieux comprendre *ex post* comment un choix stratégique aussi malencontreux avait pu être effectué.

Plus on approfondit la confrontation entre les deux approches, organisationnelle et prospective, plus on prend me semble-t-il conscience de la coexistence de deux visages de la prospective : un visage « micro » où elle essaie de répondre aux nécessités de gestion stratégique d'une firme, d'une agence publique, d'une région, et un visage « macro » où elle explore le devenir d'entités autres que des organisations bien délimitées⁸. Cette dualité d'identité a-t-elle été anticipée et conceptualisée par Bertrand de Jouvenel et Gas-

7. L'existence d'une complémentarité me paraît être implicitement reconnue par Friedberg (p. 182), lorsqu'à propos d'une remarque de J. Leca et B. Jobert évoquant l'insuffisance d'une analyse organisationnelle en termes de « jeux » des gardiens, des juges et des détenus pour rendre compte de l'institution carcérale, il rétorque que « l'analyse des fondements juridiques et de l'enracinement culturel de l'institution carcérale ne permet pas non plus de rendre compte du fonctionnement réel des prisons », et concède que chaque niveau de la réalité a sa pertinence à partir du moment où l'objet de la recherche a été explicité.

8. En écrivant cela j'ai l'impression que les entités géographiques (villes et surtout régions) ont ici un statut hybride, et qu'elles sont à la fois des organisations et des personnes morales dotées d'identité historique.

ton Berger? Je n'en jurerais pas, mais des recherches plus poussées seraient nécessaires.

J'ai signalé à maintes reprises que l'analyse organisationnelle ignore une telle dualité. Après une lecture que je crois attentive, je n'ai trouvé dans ce livre fort dense que deux références à des tendances macrosociales, pp. 101-102, où il est question des correspondances entre l'évolution conceptuelle de la théorie des organisations et les transformations observées « dans d'autres domaines de la vie sociale », et p. 231, où l'on mentionne l'accroissement de la complexité organisée des sociétés modernes.

On peut déplorer cette espèce de monisme pour deux raisons. D'abord la focalisation sur les champs d'action collective locaux, même multipliés et soumis à comparaison systématique, exclut toute idée de changement orienté ou de tendance. L'impression produite ressemble à celle que pourrait donner une série continue de résultats de course de chevaux : certains « acteurs » (chevaux, jockeys, entraîneurs) se seront à la longue révélés meilleurs que d'autres, mais entre la situation observée à l'instant t^0 et celle qui prévaut à l'instant t^n , il ne s'est rien passé qui revêtît un sens un tant soit peu global. On peut il est vrai faire valoir que l'approche organisationnelle n'a pas vocation de pourvoir aux besoins de nutrition psychique de ses lecteurs, pour parler comme Raymond Ruyer, et que ses praticiens, à en croire ce qu'en dit Friedberg, ne seraient pas éloignés d'adhérer à la conception à la fois exigeante et prosaïque que le Keynes des *Essais de persuasion* se faisait de sa profession, en disant qu'un bon économiste devrait ambitionner d'être aussi utile qu'un bon dentiste.

Une seconde raison, peut-être plus profonde, de regretter l'orientation exclusivement micro de l'approche organisationnelle, m'est suggérée par une remarque (p. 336, note 25) concernant les innovations japonaises en matière d'organisation, qui se sont imposées en raison des avantages de compétitivité qu'elles procurent. Elles nous sont présentées en effet comme totalement exogènes, chose insolite étant donné que l'ambition de cette approche semble être d'endogénéiser tout ce qui se déroule d'important dans les organisations...

Il serait cependant injuste de terminer sur cette note critique, et de ne pas rappeler que même sur le plan global, si *Le pouvoir et la règle* est avare en aperçus « sociétaux », il nous en propose un singulièrement important (p. 345), en nous rappelant qu'entre la structure formelle d'une organisation et la pratique de son fonctionnement il existera toujours un écart inéliminable qui permet d'exclure la possibilité qu'un jour elle puisse être « réconciliée avec elle-même », sauf à supposer que l'on arrive à rendre superflue « l'intervention créatrice des humains » : bel exemple de ce qu'en prospective on appelle des invariants structurels.

Bernard Cazes

Comptes rendus

- **BOUYEURE, Cyril.** — *L'investissement international.* — Paris : Presses Universitaires de France, 1993.

Publié dans la collection « Que sais-je ? », cet ouvrage présente le phénomène des investissements internationaux qui exerce désormais un effet important sur l'économie mondiale et est devenu un enjeu majeur de la politique économique.

Dans une première partie, l'auteur montre que les investissements internationaux, qui ont connu une formidable croissance dans la deuxième moitié des années 80, jouent un rôle prépondérant dans la stratégie des firmes. A cet égard, les groupes multinationaux exercent une influence croissante sur les économies nationales. Dans une deuxième partie, les investissements internationaux sont étudiés sous leurs différentes formes. Dans une troisième partie, l'auteur souligne que les investissements internationaux, qui sont très concentrés dans les pays industrialisés, sont devenus un enjeu majeur pour les pays en développement pour leur permettre de s'industrialiser et d'avoir accès aux nouvelles technologies. En conclusion, les investissements directs internationaux ont modifié les relations économiques internationales notamment parce que les firmes, qui sont placées devant un vaste choix pour la localisation de leurs implantations, font des arbitrages devant lesquels les Etats demeurent pour l'essentiel impuissants.

- **CARFANTAN, Jean-Yves.** — *Le grand désordre du monde. Les chemins de l'intégration.* — Paris : Seuil, 1993.

En dix ans, la planète est passée d'un ordre politique réglé par les grandes puissances à l'incertitude et à l'imprévisibilité du désordre. A la perspective d'une intégration économique et politique des composantes du village planétaire se substitue la réalité des guerres de clans, de la délimitation violente des frontières et du regain des particularismes. Partant de ce constat, l'auteur cherche des solutions.

Dans une première partie, trois grands défis universels ont été analysés : les risques écologiques globaux, les grandes migrations et les problèmes de sécurité dans un contexte de prolifération des moyens de destruction massive. La deuxième partie est consacrée à l'analyse des phénomènes de marginalisation et d'exclusion qui opèrent dans le champ économique et freinent ou paralysent la mise en œuvre d'une stratégie commune entre les pays. Selon l'auteur, le libéralisme ou le tiers-mondisme ne proposent pas de réponses satisfaisantes. Dans cette optique, il faut mettre en place une nouvelle architecture institutionnelle pour que soient assurées l'intégration des nations et, au-delà, la mise en œuvre de programmes mondiaux susceptibles de répondre aux défis universels auxquels la société planétaire est confrontée. L'auteur conclut qu'il existe une tension très forte entre, d'une part la logique des territoires et des nations et, d'autre part, la nécessité de gérer les problèmes au niveau mondial.

- **EUROSTAT.** — *Portrait des régions.* — Luxembourg : Eurostat, 1993, trois volumes, 1 000 p.

L'Office statistique de la CEE au Luxembourg, a publié le premier volume d'un triptyque (deux autres volumes sont en cours de préparation) qui brosse dans les moindres détails le portrait des 200 régions de la Communauté européenne. Le premier volume porte sur les 70 régions de l'Allemagne (y compris les cinq Länder intégrés à la suite de la réunification), du Bénélux et du Danemark. Le deuxième volume traite de la France, du Royaume-Uni et de l'Irlande et le troisième de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal et de la Grèce, leur parution devant avoir lieu ultérieurement dans l'année. Les trois volumes constituent une somme de 1 000 pleines pages en couleur, comprenant plus de 3 500 graphiques, tableaux et cartes qui donne un panorama complet des caractéristiques et de l'état de chaque région.

Le premier volume est particulièrement intéressant : on y voit en effet les conséquences de la réunification allemande au niveau de l'évolution saisissante des tendances économiques et démographiques, là où se trouvaient jadis les anciennes régions de l'est et de l'ouest de l'Allemagne.

- **EYRAUD, Henri.** — *La fin de la guerre froide. Perspective.* — Lyon : Presses Universitaires de Lyon, 1993, 215 p.

Depuis quarante ans, la « guerre froide » Est-Ouest semblait rebondir sans cesse. Cette situation bloquée a pourtant pris fin sous nos yeux, entre 1985 et 1992. Mais en provoquant un tremblement de terre géopolitique, trop brutal pour qu'on en saisisse immédiatement les causes, les mécanismes et les répercussions lointaines.

Le Général de Division (C.R.) H. Eyraud, ancien directeur « Renseignement » au Secrétariat Général de la Défense Nationale (France) a étudié, depuis 1986 la profonde transformation du Camp socialiste : la stratégie de Gorbatchev et l'éclatement de l'URSS, le retournement des pays satellites et l'unification allemande, les négociations et accords qui sont intervenus et les premières répercussions de cette transformation en Asie, en Amérique, en Europe occidentale et dans les pays du sud. Au travers de ce vaste panorama, il nous livre une précieuse base de réflexion pour nous pencher sur les évolutions possibles du contexte géopolitique international.

- **HOURRIEZ, Jean-Michel.** — « La consommation médicale à l'horizon 2000 ». — *Economie et Statistiques*, n° 265, Paris : INSEE, 1983.

Depuis trente ans, le poids de la santé dans la consommation des ménages a plus que doublé. Cette hausse s'est poursuivie dans les années quatre-vingt, à un rythme ralenti. L'augmentation des consommations médicales relève de nombreux mécanismes d'offre et de demande, ainsi que d'effets institutionnels liés à la forte intervention de l'Etat.

Parmi les facteurs de demande, étudiée ici, la croissance du niveau de vie demeure prépondérante. Le vieillissement de la population aura, d'ici à 2010, un impact significatif mais plus faible. L'amélioration du revenu des personnes âgées, dépendant de l'évolution des retraites, ne jouera qu'un rôle secondaire.

Si les autres facteurs restaient inchangés, la part du PIB consacrée à la consommation de soins (7,7 % en 1990) pourrait augmenter de deux à trois points d'ici à 2010, sous l'hypothèse d'une croissance annuelle du niveau de vie de 2,5 %.

- **RENNARD, Jean-Philippe.** — *Industrialisation tardive et nouvelles approches de l'économie mondiale. Le cas de l'industrie automobile en République de Corée.* — Grenoble : IREPD, 1993, 481 p.

Les années 1980 ont vu l'émergence d'une nouvelle industrie automobile nationale : après être entrés au Canada puis aux Etats-Unis, les véhicules coréens menacent désormais l'ensemble des

grands marchés d'Europe Occidentale. Alors que l'oligopole automobile mondial était considéré comme définitivement clos, *Hyundai*, *Kia* et *Daewoo* sont parvenus à s'y introduire et tendent à s'y affirmer comme acteurs à part entière. Cet ouvrage, qui s'inscrit dans la problématique générale des phénomènes d'industrialisation tardive, se propose d'analyser cette dynamique d'émergence et d'autonomisation.

Articulé autour des concepts de Système Industriel Mondial et de Système National/Mondial Hiérarchisé, il montre à travers une analyse détaillée (130 tableaux et graphiques) comment la crise du capitalisme, avec ses répercussions sur l'industrie automobile mondiale, a conféré à la Corée une position stratégique, et a assuré à ses constructeurs un pouvoir de négociation suffisant pour que — sur la base de leur apprentissage antérieur — ils puissent engager une dynamique de rattrapage technologique sans passer sous la coupe des grands membres de l'oligopole. On montre ainsi que, dans un monde profondément déstabilisé par la crise, et sous certaines conditions restrictives, la possibilité peut exister pour les pays du Sud de reconquérir des marges de manœuvre et, ce faisant, de rompre la dynamique de leur dépendance pour s'affirmer comme acteurs autonomes au sein du système économique mondial.

● RIEFFEL, Rémy. — *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la V^e République*. — Paris : Calmann-Lévy, 1993.

L'objectif de cet ouvrage est de présenter une étude sociologique la vie intellectuelle sous la V^e République. Pour l'auteur, les intellectuels sont les individus qui, en dehors de leur compétence propre en matière de création ou de culture et de leur rôle initial, s'investissent dans les débats publics. L'auteur, qui a divisé son ouvrage en trois parties, s'est basé sur la collecte d'informations et de renseignements par le biais de la consultation d'archives et des entretiens avec quarante intellectuels français.

La première partie s'attache aux modes d'affiliation c'est-à-dire les lieux, les espaces ou les organisations (colloques, partis ou groupuscules politiques, etc.) qui structurent le milieu intellectuel. La deuxième partie décrit les modes de légitimation c'est-à-dire les filières (revues, etc.) grâce auxquelles les intellectuels acquièrent leur légitimité et les instruments dont ils se servent pour gérer leur image publique aux yeux de leurs pairs. La troisième partie décrit les modes de consécration qui sont les formes de reconnaissance accordée par l'opinion publique en général (journaux, télévision, etc.).

En conclusion, la période étudiée a vu de nombreuses évolutions dans le monde intellectuel. Ainsi, l'intellectuel médiatique a remplacé l'intellectuel prophétique. Les débats politiques et les dogmes ont perdu de leur importance tandis que les médias, en particulier la télévision, jouent dorénavant un rôle prépondérant. Devenue plus fragile et plus vulnérable, l'intelligentsia française, qui s'avère peu ouverte sur l'étranger, a indéniablement perdu de sa superbe.

Rencontres prospectives

21 janvier 1994, Paris (France)

Le Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise organise un colloque intitulé « 5 tabous en questions pour le travail de demain ». *Contact* : Didier Livio, Vice-Président, CJD, 13, rue Duroc, 75007 Paris. Tél. : (33 1) 47 83 42 28. Fax : (33 1) 42 73 32 90.

28 janvier 1994, Paris (France)

Colloque International organisé par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES) sur « Les retraites complémentaires, acteurs, enjeux, perspectives ». *Contact* : Sylviane Legrand, CHREODE, 11, rue de Noisy, 95270 Asnières-sur-Oise, France. Tél. : (33 1) 47 27 51 51.

14-15 mars 1994, Strasbourg (France)

Le Comité scientifique et le groupe de prospective Environnement de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR) organisent deux « Journées de travail sur l'environnement et l'aménagement du territoire ». *Contact* : Patrick Faucher, DATAR, 1, avenue Charles-Floquet, 75343 Paris Cedex 7, France. Tél. : (33 1) 48 65 12 34. Fax : (33 1) 43 06 00 01.

16-18 mars 1994, Paris (France)

XVI^e Convention de l'EFMA. *Contact* : EFMA, 16, rue d'Aguesseau, 75008 Paris, France. Tél. : (33 1) 47 42 52 72. Fax : (33 1) 47 42 56 76.

4-9 avril 1994, Mexico (Mexique)

21^e conférence mondiale de la Society for international Development « Ho do we achieve sustainable development ? ». *Contact* : SID, Palazzo Civiltà del Lavoro, 00144 Rome, Italie. Tél. : (39 6) 591 78 97.

17-18 avril 1994, L'Abresle (France)

« L'écologie politique : fondements et perspectives », rencontre du Centre Thomas More. *Contact* : Centre Thomas More, La Tourette, BP 1095, F-69218 L'Abresle, France. Tél. : (33 1) 74 01 01 35. Fax : (33 1) 74 01 47 27.

28 avril-2 mai 1994, Antalya (Turquie)

Rencontre des Pionniers de Marbella « Retrouver ses marques dans un monde unipolaire

et éclaté ». *Contact* : Pionniers de Marbella, 22, avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris, France. Tél. : (33 1) 45 63 05 00. Fax : (33 1) 45 61 23 43.

19-20 mai 1994, Antwerp (Belgique)

Conférence européenne « Energie et Environnement », organisée par WEL (Water-Energie-Leefmilieu). *Contact* : Eric Stroobants, v.z.w. WEL, Marktplein 16, B-2110 Wijnegem, Belgique. Tél. : (32 3) 353 72 53. Fax : (32 3) 353 89 91.

18-23 juillet 1994, Bielefeld (Allemagne)

XIII^e Congrès mondial de sociologie « Contested boundaries and shifting solidarities ». *Contact* : José A. Diaz Martinez, Facultad de Ciencias Políticas y sociología, UNED, Senda del Rey s/n, 28040 Madrid, Espagne. Tél. : (91) 435 12 14. Fax : (91) 398 66 89.

24-26 juillet 1994, Cambridge (USA)

Conférence annuelle de la World Future Society « Vers le nouveau millénaire : vivre, apprendre et travailler ». *Contact* : Robert M. Schiey, Program Coordinator, World Future Society, 7910 Woodmont Avenue, Suite 450, Bethesda, Maryland 20814, USA. Tél. : (1 301) 656 8274. Fax : (1 301) 951 0394.

21-25 août 1994, Berlin (Allemagne)

« La Démocratisation », XVI^e Congrès International de l'Association Internationale de Science Politique. *Contact* : Secrétariat AISP, Lise Fog, Adm., Institute of Political Science, University of Oslo, PO Box 1097 Blindern, N-0317 Oslo, Norvège. Tél. : (47) 22 85 51 68. Fax : (49) 22 85 44 11.

22-26 août 1994, Prague (République Tchèque)

Conférence régionale de l'Union Géographique Internationale 1994, « Environnement et qualité de la vie en Europe Centrale : problèmes de transition ». *Contact* : Dr. Thomàs Kucera, Secretary General of the IGU RC 1994, Albertov 6, 128 43 Praha 2, République Tchèque. Tél. : (42 2) 24912060. Fax : (42 2) 24915817.

futuribles

TABLE DES MATIÈRES 1993

Liste par auteurs

	Numéros	Pages
ARTHUIS, Jean <i>Les délocalisations contre l'emploi. La sombre analyse du rapport Arthuis</i>	181	29-38
AZNAR, Guy <i>La semaine de quatre jours</i>	181	65-70
BABEAU, André <i>Où vont les régimes obligatoires de protection vieillesse ?</i>	179	3-19
BEER, Anne (de); CETTE, Gilbert; CUNÉO, Philippe <i>A propos des nouveaux emplois de services. Deux points de vue contrastés</i>	176	51-55
BÉRIOT, Louis <i>Investir dans la production audiovisuelle. Un plan de relance pour une industrie sinistrée</i>	178	67-69
BRUNHES, Bernard <i>Choisir l'emploi</i>	173	51-56
CALOT, Gérard <i>Fécondité européenne: la singularité suédoise</i>	175	57-62
<i>Pour une réforme radicale du dispositif de protection sociale</i>	179	23-29
CAZES, Gilles <i>XI^e Plan: des politiques d'emploi contestables</i>	174	27-30
CETTE, Gilbert et alii <i>Nouveaux emplois de services. Les 10 services de solidarité</i>	174	5-26
CETTE, Gilbert; BEER, Anne (de); CUNEO, Philippe <i>A propos des nouveaux emplois de services. Deux point de vue contrastés</i>	176	51-55
CHAPONNIÈRE, Jean-Raphaël <i>L'Asie de l'Est et du Sud-Est à l'horizon 2000</i>	177	3-23
CHARVET, Jean-Paul et alii <i>Prospective des équilibres alimentaires mondiaux. Le cas des pays en développement</i>	174	31-41
CHEYSSON, Claude <i>De l'angoisse à l'intégrisme</i>	181	63-64
COLLETTE, Jean-Michel <i>Perspectives économiques en Europe centrale et orientale</i>	182	27-43

CUNÉO, Philippe ; BEER, Anne (de) ; CETTE, Gilbert <i>A propos des nouveaux emplois de service. Deux point de vue contrastés</i>	176	51-55
DANIEL, Jean-Pierre <i>Le défi de la retraite</i>	179	20-22
DE FILIPPIS, Vittorio ; ELETA, Roxana <i>Robotisation : le désenchantement</i>	175	25-40
DELCOURT, Jacques <i>Mondialisation et patriotisme. Réflexions sur l'ouvrage de J.L. Levet et J.C. Touret</i>	172	66-72
DRANCOURT, Michel <i>Emploi, les entreprises s'engagent</i>	173	47-56
<i>Consommateurs contre producteurs. Le libre-échange en question</i>	174	63-69
<i>Une stratégie compétitive pour l'Amérique</i>	177	35-39
<i>La déflation, les entreprises et l'Etat</i>	177	64-66
<i>L'administration au secours de l'emploi. Les règles d'or de M. Parkinson revues et corrigées</i>	179	73-76
ELETA, Roxana ; DE FILIPPIS, Vittorio <i>Robotisation : le désenchantement</i>	175	25-40
EUZÉBY, Chantal <i>Du revenu minimum d'insertion au revenu minimum d'existence</i>	177	41-53
FONTELA, Emilio <i>Note sur l'investissement et l'emploi</i>	175	21-24
FOURMANN, Emmanuel <i>Aide au développement, rénover les stratégies. Commentaires sur l'article d'A. Postel-Vinay</i>	176	57-61
GIRI, Jacques <i>Afrique-Asie : des évolutions divergentes. Pourquoi ?</i>	172	33-43
GODET, Michel <i>Le tourisme, première industrie de France</i>	172	45-49
<i>La maladie du diplôme. Propositions pour une nouvelle politique</i>	173	23-46
<i>Comment sauver la ruralité agricole ?</i>	178	33-46
<i>Les obstacles structurels à l'emploi. Analyses et propositions oubliées</i>	180	3-28
GRANRUT, Charles (du) <i>L'industrie face à la déflation : enjeux et stratégies</i>	177	55-63
<i>La consommation à un tournant. Compte rendu de lectures</i>	182	53-59
GUILLEMIN, Claude <i>L'école des déchets</i>	172	51-60
<i>Les déchets radioactifs, pyramides des temps modernes ! Prévoir à l'horizon de 200 000 ans</i>	177	25-35
HANCOCK, David <i>Les échanges internationaux dans l'audiovisuel</i>	178	61-65
HART, Albert ; POMMEREHNE, Werner R. <i>Drogue : le point de vue de l'économiste</i>	174	49-66
HÉRON, Antoine <i>Les constructeurs automobiles se détournent du « Tout Robot »</i>	175	41-42
JOUVENEL, Hugues (de) <i>Du progrès des idées</i>	174	3-4
<i>Sur la démarche prospective. Un bref guide méthodologique</i>	179	51-70

Table des matières 1993

LAURÉ, Maurice		
<i>Les délocalisations : enjeux et stratégies des pays développés</i>	176	3-19
<i>Les cotisations sociales contre l'emploi ? Un entretien avec le Doyen Georges Vedel</i>	180	44-46
LOMBARD, Laurence ; TRESMONTANT, Raphaël		
<i>Réinventer la protection sociale en Europe de l'Est</i>	178	3-32
MAILLARD, Didier		
<i>Délocalisation et emploi. La mondialisation du marché du travail</i>	180	29-43
MALPEDE, Diana		
<i>L'aide au développement en 1991</i>	176	63-67
MERLIN, Albert		
<i>Pour une « prospective » des prix</i>	179	77-81
MICHEL, Alain		
<i>L'avenir du système éducatif français. Deux scénarios à l'horizon 2000</i>	173	3-22
<i>Le système éducatif français. Bilan et perspectives. Une table-ronde</i>	173	57-64
<i>Futuribles international</i>		
MORIN, Jean-Pierre		
<i>Contre le viol psychique. Les sectes et la loi</i>	181	49-61
NADEL, Henri		
<i>Les prévisions d'emploi en Allemagne et au Royaume-Uni</i>	180	47-63
NIVAT, Dominique ; PAQUIER, Olivier		
<i>Délocalisation et emploi : une relation controversée</i>	181	39-48
NORTHCOTT, Jim		
<i>La micro-électronique, menace pour l'emploi ?</i>	175	3-20
OULD AOUDIA, Jacques		
<i>L'Europe en panne d'innovation. Le cercle vertueux des délocalisations</i>	181	13-27
PAQUIER, Olivier ; NIVAT, Dominique		
<i>Délocalisation et emploi : une relation controversée</i>	181	39-48
PARANT, Alain		
<i>L'évolution démographique en Europe</i>	175	43-55
POMMEREHNE, Werner R. ; HART, Albert		
<i>Drogue : le point de vue de l'économiste</i>	174	49-66
PORTNOFF, André-Yves		
<i>Progrès technique : chômage ou relance ?</i>	182	45-52
POSTEL-VINAY, André		
<i>Nord-Sud : pour une nouvelle politique de développement</i>	172	3-25
<i>L'évolution des institutions politiques européennes</i>	173	65-74
RIFFAULT, Hélène		
<i>L'évolution des valeurs en Europe</i>	182	3-14
ROCHEFORT, Robert		
<i>Montée des inquiétudes et changement de la consommation</i>	178	37-53
ROUSSEL, Véronique		
<i>Les services publics dans l'espace rural. D'une logique de maintien à une logique de développement</i>	179	31-44
SALAIS, Jacques		
<i>Economie des services publics dans l'espace rural</i>	170	45-49
SCARDIGLI, Victor		
<i>La dynamique de la diversité culturelle en Europe</i>	182	15-26
SCHIRAY, Michel		
<i>Les démocraties à l'épreuve de la drogue. Une analyse des principaux livres récents</i>	180	65-74
SCHWARTZ, Peter		
<i>La planification stratégique par scénarios</i>	176	31-50

THOMAS, Olivier		
<i>Création audiovisuelle : pour une politique de rupture</i>	178	71-76
TOULEMON, Robert		
<i>L'Europe face au défi migratoire. A propos de l'article d'A. Postel-Vinay sur la maîtrise des flux migratoires</i>	172	27-31
<i>A l'envers du reaganisme</i>	172	61-65
<i>Vers des services publics européens ?</i>	176	21-30
<i>Maastricht et la démocratie</i>	178	55-60
TRESMONTANT, Raphaël ; LOMBARD, Laurence		
<i>Réinventer la protection sociale en Europe de l'Est</i>	178	3-32
TRINE, Jacques-André		
<i>L'Europe : approfondissement et/ou élargissement ? Une table-ronde Futuribles international</i>	74	43-48
WYSS, Hans		
<i>Quelle croissance pour les pays en développement à l'horizon 2002 ?</i>	181	3-12

Liste par thèmes

Politiques économiques et stratégies d'entreprise

ARTHUIS, Jean		
<i>Les délocalisations contre l'emploi. La sombre analyse du rapport Arthuis</i>	181	29-38
BÉRIOT, Louis		
<i>Investir dans la production audiovisuelle. Un plan de relance pour une industrie sinistrée</i>	178	67-69
DEL COURT, Jacques		
<i>Mondialisation et patriotisme. Réflexions sur l'ouvrage de J.L. Levet et J.C. Touret</i>	172	66-72
DRANCOURT, Michel		
<i>Consommateurs contre producteurs. Le libre-échange en question</i>	174	63-69
<i>La déflation, les entreprises et l'Etat</i>	177	64-66
GODET, Michel		
<i>Le tourisme, première industrie de France</i>	172	45-49
<i>Comment sauver la ruralité agricole ?</i>	178	33-46
GRANRUT, Charles (du)		
<i>L'industrie face à la déflation : enjeux et stratégies</i>	177	55-63
HANCOCK, David		
<i>Les échanges internationaux dans l'audiovisuel</i>	178	61-65
HART, Albert ; POMMEREHNE, Werner R.		
<i>Drogue : le point de vue de l'économiste</i>	174	49-66
LAURÉ, Maurice		
<i>Les délocalisations : enjeux et stratégies des pays développés</i>	176	3-19
MAILLARD, Didier		
<i>Délocalisation et emploi. La mondialisation du marché du travail</i>	180	29-43
MERLIN, Albert		
<i>Pour une « prospective » des prix</i>	179	77-81

NIVAT, Dominique ; PAQUIER, Olivier <i>Délocalisation et emploi : une relation controversée</i>	181	39-48
OULD AOUDIA, Jacques <i>L'Europe en panne d'innovation. Le cercle vertueux des délocalisations</i>	181	13-27
THOMAS, Olivier <i>Création audiovisuelle : pour une politique de rupture</i>	178	71-76
Modes de vie et systèmes de régulation sociale		
BABEAU, André <i>Où vont les régimes obligatoires de protection vieillesse ?</i>	179	3-19
CALOT, Gérard <i>Fécondité européenne : la singularité suédoise</i>	175	57-62
<i>Pour une réforme radicale du dispositif de protection sociale</i>	179	23-29
CHEYSSON, Claude <i>De l'angoisse à l'intégrisme</i>	181	63-64
DANIEL, Jean-Pierre <i>Le défi de la retraite</i>	179	20-22
DRANCOURT, Michel <i>L'administration au secours de l'emploi. Les règles d'or de M. Parkinson revues et corrigées</i>	179	73-76
EUZÉBY, Chantal <i>Du revenu minimum d'insertion au revenu minimum d'existence</i>	177	41-53
GODET, Michel <i>La maladie du diplôme. Propositions pour une nouvelle politique</i>	173	23-46
GRANRUT, Charles (du) <i>La consommation à un tournant. Compte rendu de lectures</i>	182	53-59
HART, Albert ; POMMEREHNE, Werner R. <i>Drogue : le point de vue de l'économiste</i>	174	49-66
LAURÉ, Maurice <i>Les cotisations sociales contre l'emploi ? Un entretien avec le Doyen Georges Vedel</i>	180	44-46
LOMBARD, Laurence ; TRESMONTANT, Raphaël <i>Réinventer la protection sociale en Europe de l'Est</i>	178	3-32
MICHEL, Alain <i>L'avenir du système éducatif français. Deux scénarios à l'horizon 2000</i>	173	3-22
<i>Le système éducatif français. Bilan et perspectives. Une table-ronde</i>	173	57-64
<i>Futuribles international</i>	173	57-64
MORIN, Jean-Pierre <i>Contre le viol psychique. Les sectes et la loi</i>	181	49-61
PARANT, Alain <i>L'évolution démographique en Europe</i>	175	43-55
RIFFAULT, Hélène <i>L'évolution des valeurs en Europe</i>	182	3-14
ROCHFORT, Robert <i>Montée des inquiétudes et changement de la consommation</i>	178	37-53
ROUSSEL, Véronique <i>Les services publics dans l'espace rural. D'une logique de maintien à une logique de développement</i>	179	31-44
SALAS, Jacques <i>Economie des services publics dans l'espace rural</i>	170	45-49
SCARDIGLI, Victor <i>La dynamique de la diversité culturelle en Europe</i>	182	15-26

Travail et emploi

AZNAR, Guy <i>La semaine de quatre jours</i>	181	65-70
BEER, Anne (de); CETTE, Gilbert; CUNÉO, Philippe <i>A propos des nouveaux emplois de services. Deux points de vue contrastés</i>	176	51-55
BRUNHES, Bernard <i>Choisir l'emploi</i>	173	51-56
CAZES, Gilles <i>XI^e Plan : des politiques d'emploi contestables</i>	174	27-30
CETTE, Gilbert et alii <i>Nouveaux emplois de services. Les 10 services de solidarité</i>	174	5-26
DRANCOURT, Michel <i>Emploi, les entreprises s'engagent</i>	173	47-56
FONTELA, Emilio <i>Note sur l'investissement et l'emploi</i>	175	21-24
GODET, Michel <i>Les obstacles structurels à l'emploi. Analyses et propositions oubliées</i>	180	3-28
MAILLARD, Didier <i>Délocalisation et emploi. La mondialisation du marché du travail</i>	180	29-43
NADEL, Henri <i>Les prévisions d'emploi en Allemagne et au Royaume-Uni</i>	180	47-63
NIVAT, Dominique; PAQUIER, Olivier <i>Délocalisation et emploi : une relation controversée</i>	181	39-48
NORTHCOTT, Jim <i>La micro-électronique, menace pour l'emploi ?</i>	175	3-20
PORTNOFF, André-Yves <i>Progrès technique : chômage ou relance ?</i>	182	45-52
ROUSSEL, Véronique <i>Les services publics dans l'espace rural. D'une logique de maintien à une logique de développement</i>	179	31-44
SALAIS, Jacques <i>Economie des services publics dans l'espace rural</i>	170	45-49

Politique internationale et stratégies de développement

ARTHUIS, Jean <i>Les délocalisations contre l'emploi. La sombre analyse du rapport Arthuis</i>	181	29-38
CHAPONNIÈRE, Jean-Raphaël <i>L'Asie de l'Est et du Sud-Est à l'horizon 2000</i>	177	3-23
CHARVET, Jean-Paul et alii <i>Prospective des équilibres alimentaires mondiaux. Le cas des pays en développement</i>	174	31-41
COLLETTE, Jean-Michel <i>Perspectives économiques en Europe centrale et orientale</i>	182	27-43
DELCOURT, Jacques <i>Mondialisation et patriotisme. Réflexions sur l'ouvrage de J.L. Levet et J.C. Touret</i>	172	66-72

Table des matières 1993

DRANCOURT, Michel		
<i>Une stratégie compétitive pour l'Amérique</i>	177	35-39
FOURMANN, Emmanuel		
<i>Aide au développement, rénover les stratégies. Commentaires sur l'article d'A. Postel-Vinay</i>	176	57-61
GIRI, Jacques		
<i>Afrique-Asie : des évolutions divergentes. Pourquoi ?</i>	172	33-43
MALPEDE, Diana		
<i>L'aide au développement en 1991</i>	176	63-67
POSTEL-VINAY, André		
<i>Nord-Sud : pour une nouvelle politique de développement</i>	172	3-25
<i>L'évolution des institutions politiques européennes</i>	173	65-74
SCHIRAY, Michel		
<i>Les démocraties à l'épreuve de la drogue. Une analyse des principaux livres récents</i>	180	65-74
TOULEMON, Robert		
<i>L'Europe face au défi migratoire. A propos de l'article d'A. Postel-Vinay sur la maîtrise des flux migratoires</i>	172	27-31
<i>A l'envers du reaganisme</i>	172	61-65
<i>Vers des services publics européens ?</i>	176	21-30
<i>Maastricht et la démocratie</i>	178	55-60
TRINE, Jacques-André		
<i>L'Europe : approfondissement et/ou élargissement ? Une table-ronde Futuribles international</i>	74	43-48
WYSS, Hans		
<i>Quelle croissance pour les pays en développement à l'horizon 2002 ?</i>	181	3-12

Technologies et société

BÉRIOT, Louis		
<i>Investir dans la production audiovisuelle. Un plan de relance pour une industrie sinistrée</i>	178	67-69
DE FILIPPIS, Vittorio ; ELETA, Roxana		
<i>Robotisation : le désenchantement</i>	175	25-40
FONTELA, Emilio		
<i>Note sur l'investissement et l'emploi</i>	175	21-24
GUILLEMIN, Claude		
<i>L'école des déchets</i>	172	51-60
<i>Les déchets radioactifs, pyramides des temps modernes ! Prévoir à l'horizon de 200 000 ans</i>	177	25-35
HÉRON, Antoine		
<i>Les constructeurs automobiles se détournent du « Tout Robot »</i>	175	41-42
NORTHCOTT, Jim		
<i>La micro-électronique, menace pour l'emploi ?</i>	175	3-20
OULD AOUDIA, Jacques		
<i>L'Europe en panne d'innovation. Le cercle vertueux des délocalisations</i>	181	13-27

PORTNOFF, André-Yves <i>Progrès technique : chômage ou relance ?</i>	182	45-52
THOMAS, Olivier <i>Création audiovisuelle : pour une politique de rupture</i>	178	71-76

Théories et méthodes de prospective

JOUVENEL, Hugues (de) <i>Sur la démarche prospective. Un bref guide méthodologique</i>	179	51-70
SCHWARTZ, Peter <i>La planification stratégique par scénarios</i>	176	31-50

futuribles

Revue mensuelle d'Analyse Prévision Prospective

BON DE COMMANDE

Nom

Prénom

Organisme Tél.

Adresse

Ville Code postal

Commande les numéros suivants :

soit numéros à 65 F (France) = Francs

numéros à 70 F (Etranger - DOM-TOM) = Francs

Règlement :

ci-joint un chèque de F à l'ordre de Futuribles SARL

souhaite recevoir une facture

55, rue de Varenne, F 75341 Paris Cedex 07

Tél. (33 1) 42 22 63 10 - Téléfax (33 1) 42 22 65 54 - Minitel : 36 15 SJ*FUTURIBLES

Pourquoi Futuribles ?

Nous traversons une période de turbulence résultant de mutations profondes aux plans géopolitique, technologique, économique, social, culturel et politique : le plus difficile aujourd'hui étant sans doute de dégager d'une information pléthorique les éléments pertinents pour une meilleure compréhension d'un monde contemporain en plein bouleversement.

Bouleversement géopolitique avec la chute du mur de Berlin, la guerre du Golfe, la transition amorcée à l'Est, les épreuves qu'affronte le Sud, et l'émergence peut-être d'un monde multipolaire tout différent de celui d'hier.

Bouleversement par la technologie, le jaillissement de l'informatique dans les usines et les bureaux, l'apparition de nouveaux matériaux et d'une capacité révolutionnaire à manipuler les gènes. Pour le meilleur comme pour le pire.

Bouleversement dans le fondement même de nos économies de plus en plus tertiaires, de moins en moins dépendantes des richesses du sol et du sous-sol et donc de l'énergie, mais de plus en plus tributaires d'investissements immatériels (y compris humains), ignorant ô combien les frontières. D'où l'avènement d'une économie planétaire, l'explosion de la finance, la dissociation de la croissance et de son traditionnel corollaire, l'emploi.

Bouleversement de nos modes de vie du fait d'une durée de vie plus longue, d'une activité professionnelle plus courte et plus précaire, de l'explosion du marché des loisirs et de la communication, de la transformation radicale des valeurs et des comportements.

Sans parler ici des rapports de l'homme avec la biosphère, de l'effet de serre, de la crise de nos systèmes de protection sociale pris en état entre les impératifs de la compétitivité internationale et l'accroissement des besoins sociaux liés au vieillissement démographique, à la santé, au chômage...

L'accélération du changement conduit à une multiplication des urgences mais exige, de notre part, un peu de recul et de réflexion, seuls garants aujourd'hui de notre liberté de penser et de notre volonté d'agir hors de la stricte contrainte des événements.

D'où la nécessité de la réflexion prospective, d'une fonction de veille et d'évaluation permanente des tendances et des enjeux vraiment importants pour notre avenir. Cette réflexion, conduite avec le concours des meilleurs spécialistes mondiaux, se trouve chaque mois dans la revue *Futuribles*. Une revue pour comprendre, une revue pour agir.

Hugues de Jouvenel

Hélène Riffault	3	<i>L'évolution des valeurs en Europe</i>
Victor Scardigli	15	<i>La dynamique de la diversité culturelle en Europe</i>
Jean-Michel Collette	27	<i>Perspectives économiques en Europe centrale et orientale</i>
André-Yves Portnoff	45	<i>Progrès technique : chômage ou relance ?</i>
Charles du Granrut	53	<i>La consommation à un tournant ? Compte rendu de lectures</i>

Actualités prospectives

| 61 |

Cola contre Zola. L'entreprise démystifiée. Chirurgie ambulatoire : un frein aux dépenses de santé ? Tempête sur les cadres. L'inné et l'acquis. Tokyo, ville la plus peuplée du monde. Démographie française. Vers un modèle confucianiste de civilisation ? Sécurité : les faits et leur perception. En 2003, la fin du tunnel ? Le Sida au Japon. L'avenir de Cuba ? Automatisation bancaire.

Bibliographie

73	<i>Analyses critiques</i>
85	<i>Comptes rendus</i>

Table des matières 1993

89	<i>Liste par auteurs</i>
92	<i>Liste par thèmes</i>